

Après l'enlèvement de M. Lorenz

L'avion transportant les détenus allemands libérés se rendrait en Libye

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F
Algerie, 1 DA; Maroc, 3 Dir.; Tunisie, 100 m.;
Belgique, 10 B.; Autriche, 8 S.; Espagne, 20 pes.;
France, 20 F.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce, 15 dr.;
Irlande, 10 s.; Italie, 200 L.; Liban, 125 r.;
Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas,
1,00 f.; Portugal, 1 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse,
0,90 fr.; U.S.A., 90 cts.; Tchécoslovaquie, 2 s. 50 h.

Tarif des abonnements page 33
5, RUE DES ITALIENS
75417 PARIS - CEDEX 09
C.O.F. 4297-03 Paris
Téléx Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

UN DINER DANS LES YVELINES

Le président de la République chez un chauffeur de poids lourds

Pour leur service... ainsi que les Français... le président de la République et Mme Chirac... se rendront... chez un chauffeur de poids lourds...

APRÈS LA VISITE À MARSEILLE

Satisfaction à Alger

De notre... la satisfaction... à Alger... les relations... entre la France et l'Algérie...

LA POLITIQUE AU FÉMININ

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

En 1975, le pouvoir se conjuguera... en France et ailleurs... la société politique... est devenue... plus féminine...

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

UN NOUVEAU PAS AMÉRICAIN VERS CUBA

Le « concert interaméricain » est devenu tellement cacophonique ces dernières semaines... M. Kissinger a jugé indispensable d'y apporter une note un peu plus harmonieuse...

LA POLITIQUE AU FÉMININ

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

En 1975, le pouvoir se conjuguera... en France et ailleurs... la société politique... est devenue... plus féminine...

AU JOUR LE JOUR

AFFAIRE DE STYLE

Nombres sont les familles qui auront consacré le dernier week-end aux fêtes mathématiques de la déclaration des revenus...

POUR « CONTROLLER » UN RÉGLEMENT PACIFIQUE

Les Etats-Unis pourraient provoquer des changements politiques à Phnom-Penh

Les Khmers rouges ont, dimanche 2 mars, renforcé le blocus du Mékong dans la région-clé de Neak-Luon... Dans une lettre ouverte au peuple américain, le prince Sihanouk se dit prêt à normaliser « rapidement » les relations avec le Cambodge...

LA POLITIQUE AU FÉMININ

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

En 1975, le pouvoir se conjuguera... en France et ailleurs... la société politique... est devenue... plus féminine...

LA POLITIQUE AU FÉMININ

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

En 1975, le pouvoir se conjuguera... en France et ailleurs... la société politique... est devenue... plus féminine...

AU JOUR LE JOUR

AFFAIRE DE STYLE

Nombres sont les familles qui auront consacré le dernier week-end aux fêtes mathématiques de la déclaration des revenus...

APPROUVÉE PAR L'ARABIE SAOUDITE ET L'IRAN

La convocation de la conférence préparatoire sur l'énergie est accueillie avec réserve par l'Algérie et le Venezuela

Le « sommet » de l'OPEP va rechercher une stratégie à long terme... Les ministres des Neuf discutent d'un prix-plafond du pétrole... M. Giscard d'Estaing a lancé, samedi 1er mars, dix invitations à la réunion préparatoire chargée d'organiser la conférence internationale sur les problèmes d'énergie...

LA POLITIQUE AU FÉMININ

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

En 1975, le pouvoir se conjuguera... en France et ailleurs... la société politique... est devenue... plus féminine...

UN LIVRE DE PAUL GRANET

« Changer la ville »... et la vie

Voici un livre dense, riche et solide qui dépasse largement son objet pour devenir une ample réflexion sur notre société...

Ph. Heymann & B. Berteloot

AUJOURD'HUI ET DEMAIN LA CRISE

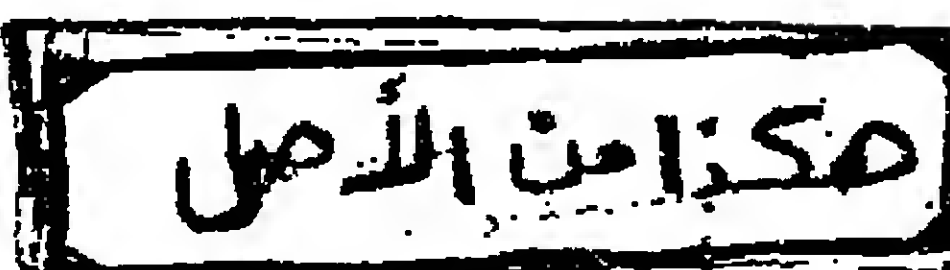
20.000 exemplaires vendus

J. Clatès

PIERRE VIANSSON-PONTÉ
LIRE PAGE 32.

Bégulé

ROBERT ESCARPIT.



AFRIQUE

Le Maroc à l'heure de l'union nationale

(Suite de la première page.)

Les étudiants et les ouvriers sont les plus incisifs : les paysans et les petites gens, en général, se montrent prudents. Que pensent-ils, eux qui constituent la grande majorité ? Un fait demeure dans toutes les mémoires : après les deux tentatives de coup d'Etat, les Marocains ne sont pas descendus dans la rue pour manifester leur soutien au roi. Les abus, la corruption, le fossé qui sépare le mode de vie des « gens de haut » de celui des « gens de bas », la dépolitisation entretenu depuis des années, expliquent cette attitude. « Ne nous laissez pas d'un côté que le peuple est antimonarchiste », nous a dit un diplomate marocain en poste depuis longtemps à Rabat. Ce n'est pas le seul paradoxe de ce pays où l'écheveau des relations politiques est d'une extraordinaire complexité. Profondément

croissants, respectueux de la tradition, les Marocains sont, dans leur grande majorité, attachés au principe monarchique. Les vieilles générations savent bien que le parti de l'Istiqlal a été le fer de lance de la lutte anticoloniale. Mais si Allal El Fassi et Abderrahim Bouabid ont animé le combat, c'est Mohammed V qui symbolise l'accession à l'indépendance, et son fils demeure le garant de l'unité du pays. Deux tentatives de putsch en un an : la population s'est évidemment demandé s'il n'y avait pas « quelque chose de pourri dans le royaume ». Mais l'interrogation a été de courte durée. « Si notre roi a miraculeusement échappé par deux fois à la mort, c'est qu'il a la baraka. Dieu est avec lui. » Que de fois avons-nous entendu cette réflexion dans les campagnes ! C'est une donnée sociologique que l'opposition ne peut ignorer, et le roi en a habilement joué.

Diversions...

Cette toile de fond explique la « remontée » de Hassan II. Une fois l'armée épurée, et les rebelles châtiés, il annonce, dans le discours du trône du 3 mars 1973, la marocanisation des dernières terres des colons. Cette politique, très populaire, reprend une des principales revendications de l'opposition, à qui elle coupe l'herbe sous les pieds. De plus, le souverain tire parti du « complot de mars 1973 », qui n'était pas seulement dirigé contre sa personne mais également contre le trône. « Des gens venus de l'étranger ont tenté de soulever le bled et la montagne dans l'espoir d'instaurer une république », affirme-t-on au palais. L'opération a été montée par M. Bazi, un « activiste » qui conserve des liens ambigus avec l'U.N.F.P. (Union nationale des forces populaires), devenue depuis l'U.S.F.P. (Union socialiste des forces populaires), que dirige M. Abderrahim Bouabid (1). Hassan II stigmatise cette « trahison » qui, souligne-t-il, vise à renverser le régime au moment même où il liquide les « dernières séquelles du colonialisme ». Il en profite pour suspendre l'U.N.F.P. et mettre les autres formations sur la défensive en développant le thème suivant : « Le palais poursuit une politique nationale, ceux

qui s'opposent à lui le font au détriment de la nation. » Les partis ripostent en dénonçant les arrestations arbitraires de la répression, les tendances autoritaires du souverain et l'absence d'une vie politique normale. Mais la reprise effective des terres de colonisation à partir du mois d'août 1973 crée pendant deux mois une diversion opportune. Le conflit israélo-arabe offre au palais une autre occasion de marquer des points sur le plan intérieur. Dès février 1973, le roi avait expliqué qu'il fallait prendre au sérieux les menaces d'Israël contre la Syrie, que le Maroc faisait partie de la nation arabe et ne pouvait s'en désintéresser. Il avait envoyé un contingent à Damas. A l'époque, plusieurs dirigeants de l'opposition nous avaient confié : « Le roi veut réaliser une belle opération en éliminant une fraction de l'armée turbulente ». Cependant, au nom de la solidarité arabe, et parce qu'eux-mêmes craignaient les militaires, ils s'étaient gardés de lui en faire grief publiquement. Le déclenchement de la guerre d'octobre permet aux partisans du roi de jouer après coup sa présence. Ils soulignent que l'envoi de troupes sur le front du Golan

n'était pas un signe de défiance à l'égard de l'armée, et que celle-ci, une fois purgée de ses éléments malsains, a prouvé son loyalisme en se battant héroïquement sur le mont Hermon. Poursuivant sur sa lancée, Hassan II mobilise l'opinion en faveur de la cause palestinienne, et fait l'humanité sur ce thème. Le roi a redoré son blason, mais les vrais problèmes, politiques et économiques, n'ont pas été réglés pour autant. Les prix montent allégrement, le pays est à nouveau inquiet, morose. M. Allal El Fassi, que nous avons rencontré en 1974, quelques mois avant sa mort, ne dissimulait pas son découragement. A M. Bouabid aussi les perspectives paraissent bouchées. Un facteur de réconfort pourtant : « Le roi doit se demander s'il n'a pas remporté une victoire à la Pyrrhus. » En cassant l'armée et en neutralisant les partis il a consolidé sa position, mais il a également créé un vide. Il est fort, mais seul. Tout autant que l'opposition, il souhaite sortir de son ghetto. Elle et lui se méfient toujours des militaires...

« Les rancœurs accumulées dans l'armée ne risquent-elles pas d'ex-

Gagner du temps ?

Dans un message secret adressé au palais au printemps dernier, M. Ali Yata, secrétaire général du P.P.S., et ses amis ont été les premiers à attirer l'attention sur l'affaire du Sahara occidental qui risque, disaient-ils, de tourner à l'avantage de l'Espagne si le Maroc ne réagit pas rapidement. L'Istiqlal et les autres formations ont alerté l'opinion. Une fois de plus, Hassan II a repris à son compte une idée mobilisatrice, renversé la vapeur et entraîné dans son sillage les principaux chefs de l'opposition, auxquels il a demandé d'être ses émissaires à travers le monde pour expliquer la position marocaine. Tous ont accepté, à l'exception de M. Abdallah Ibrahim, dirigeant de la nouvelle U.N.F.P. (issue de la scission avec la formation de M. Bouabid), qui estimait qu'une telle mission incombait aux seuls membres du gouvernement. Ses pairs sont persuadés qu'il a commis une erreur tactique, et qu'il s'en mord maintenant les doigts.

« plorer un jour ? » Les dirigeants de tous les mouvements politiques nous ont fait part de leurs craintes à ce sujet : ils seraient inévitablement balayés par un nouveau putsch qui, selon eux, serait très probablement « de droite ». « Quant au roi, nous a dit M. Abdel-Aziz Belal, membre du bureau politique de l'ancien P.C., autorisé à nouveau sous l'appellation de P.F.S. (Parti du progrès et du socialisme), il a constaté que, paradoxalement, c'est l'extrême droite et des membres de son entourage ayant intérêt à maintenir des structures archaïques qui l'ont entraîné dans l'impasse où il a failli perdre le trône et la vie. »

Dans ces conditions, les partis n'ont-ils pas intérêt à composer avec le palais, après avoir obtenu des concessions et des garanties qui leur permettraient de revenir au pouvoir en sauvant la face ? Le roi, qui a besoin d'eux pour retrouver son rôle d'arbitre, n'a-t-il pas, lui aussi, intérêt à associer les différentes familles politiques aux affaires du pays, fût-ce à ses conditions, et sans donner l'impression d'avoir cédé ?

Indigné, M. Ibrahim affirme qu'il n'en est rien, et qu'au contraire ses détracteurs « se sont fait avoir » en entrant dans le jeu du palais. Tandis que chacun proclame que l'avenir de la nation est en jeu, et l'union nécessaire, cette querelle — une parmi tant d'autres — fait les délices des salons politiques. Ces missions ont amorcé le dialogue, et le souverain, dans sa conférence de presse du 17 septembre 1974, a pu faire une « ouverture » aux partis. Il a annoncé que des élections auraient lieu, mais s'est gardé d'en fixer la date. Il a cependant précisé que, pour les préparer, il envisageait d'intégrer dans le cabinet les chefs de l'opposition, avec rang de ministres d'Etat. Ces derniers sont à la fois intéressés et inquiets. Ecartés du pouvoir depuis de longues années (2), ils souhaitent y revenir, car ils ont conscience d'avoir perdu le contact avec certaines réalités. Mais ils craignent d'être bernés une nou-

velle fois. Le roi ne cherche-t-il pas à gagner du temps ? Les portefeuilles qu'il fait miroiter ne seraient-ils pas des mirages ? Leur accordera-t-on « un vrai fauteuil », ou devront-ils se contenter d'un strapontin ? Le « sommet » arabe de Rabat, à la fin d'octobre, a arrivé leurs inquiétudes. Les chefs d'Etat ont rendu publiquement hommage aux qualités du roi, qui a empêché Hussein de Jordanie de partir en claquant la porte quand l'O.L.P. a été reconnue seul représentant légitime du peuple palestinien. Peu après, l'O.N.U. a accepté de faire ajourner le référendum au Sahara occidental et de demander un avis à la cour de La Haye, comme l'avait suggéré le monarque. Ayant repris en main les rênes du pays, rehaussé son prestige dans le monde arabe et ramporté un succès sur la scène internationale, Hassan II ne sera-t-il pas tenté de faire monter les enchères face à une opposition qui essaie de se ressaisir, mais qui demeure divisée ?

« Les images valent ce qu'elles valent. Mais, en 1975, le Maroc c'est Louis XV sous la IV^e République », nous disait un historien. Jusqu'ici le roi n'a abattu aucun de ses atouts, les partis continuent à s'interroger sur ses intentions et sur l'avenir du pays.

L'union à propos du Sahara occidental puis des présides espagnols n'aura-t-elle été qu'un jeu de dupes, une manœuvre du roi pour consolider son pouvoir ? Peut-être, mais il ne faut pas sous-estimer la sincérité et la profondeur du sentiment national des Marocains qui, du plus humble au plus puissant, volent dans la récupération du « Sahara spolié » une cause sacrée. Au Maroc, la réalité a presque toujours la double face de Janus.

PAUL BALTA.

(1) Né en 1929 d'une section de l'Istiqlal, l'U.N.F.P., a été créée par Mohd. Ben Barko et M. Abderrahim Bouabid. Elle s'est elle-même divisée en 1972 en deux tendances, celle de Rabat et celle de Casablanca. La rupture a été définitivement consommée lorsque, en 1974, la branche de Rabat, sous la direction de M. Bouabid, a pris le nom d'U.S.F.P. (Union socialiste des forces populaires), tandis que la branche de Casablanca conservait le nom d'U.N.F.P.

(2) L'U.N.F.P. en 1960, et l'Istiqlal en 1962.

Prochain article :

UNE MOSAÏQUE DE PARTIS

PRINTEMPS DANS LES HIMALAYAS...
18 avril - 5 mai 1975
DARJEELING, RALDIPONG, VAUGHAN DU KULU, DE KANGRA, DU KASHMIR
Groupe 20 personnes
Sous la conduite de Catherine Aubriot, ancienne élève de l'École du Louvre.
AMIS DE L'ORIENT
19, avenue d'Éna - 753-61-65
Permanences : lundi, mercredi, jeudi, vendredi 14 h. 30 - 18 h. 30
samedi 10 h. à 12 h.
Ldc. 251 A

(Publicité)
Sous les auspices de l'Association des Ingénieurs Scientifiques et Cadres, Amis d'Israël (A.I.S.C.A.I.), conférence de M. E. Bulawko, Secrétaire Général du Cercle Bernard Lazare : d'action pour la Communauté juive en France ?
Mardi 4 mars 1975 à 21 h.
14, rue Georges-Berger, Paris-17^e.
Tél. : 224-70-82.

L'EGLISE BOUGE
Dans des lieux privilégiés, des chrétiens inventent de nouvelles formes de vie religieuse. Que sont ces lieux ? Peut-on les fréquenter ? Où y fait-on ?

NOTRE COMBAT
numéro spécial

répond à ces questions et vous fait découvrir

- l'Arbrasil
- Boucan
- Celles sur Belle
- La Sainte-Baume
- Saint-Michel de Cuxa
- Meylan
- Stortensohn
- Saverdun

Le numéro : 6 Fr
49 boulevard Pasteur, Paris 75009
C.F.P. - Notre Combat - 39 559 La Source

LES ARTS MÉNAGERS C'EST L'AFFAIRE DES 8 BHV

20%

Pour paiement comptant.

SUR TOUS LES ARTICLES DE MÉNAGE, FAÏENCE, VERRERIE, JUSQU'AU 8 MARS

Ex. : Coffret 6 verres à vin cristal d'Arques, réf. Saumur 5768*46* - Série de 5 casseroles émail décor mode 88*64*
Seul articles points verts. Jusqu'à épuisement des stocks. Les prix barrés sont ceux pratiqués antérieurement dans nos magasins.

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE
RIVOLI - FLANDRE - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - BELLEÉPINE - ROSNY 2 - CRÉTEL

VI RIQUE

REVUE LE MONDE

1975

TESER

COLLEGE D'EUROPE

K

la ph

Union nationale

Le 4 mars 1975, le mouvement de libération des Mascinias a organisé une manifestation à Nairobi. Les participants ont défilé devant le siège du gouvernement et ont brandi des drapeaux de leur mouvement. Ils ont également brûlé des effigies de Jomo Kenyatta. Les forces de police ont tenté de disperser la foule, mais celle-ci a continué à marcher jusqu'à la place de la Constitution. Le mouvement a déclaré qu'il poursuivra ses actions jusqu'à ce qu'il obtienne la libération des Mascinias et la tenue d'élections libres et équitables.

PROCHAIN ARTICLE

UNE MOSAÏQUE DE PARI

L'ÉGLISE BOUGE

NOTRE COMBAT

PRÉSENTS DANS LES HIMALAYAS

AMIS DE L'ORIENT



DES 8 BHV

%

LE TELEX

ITESER

387.97.00

VOTRE TELEX



LE MIZ

AFRIQUE

Kenya

Un nouvel attentat fait vingt-sept morts à Nairobi

De notre correspondant

Nairobi. — Vingt-sept morts, trente-cinq blessés graves, soixante-deux blessés légers, tel est le bilan du nouvel attentat à la bombe perpétré samedi soir dans un quartier populaire de la capitale du Kenya. L'engin avait été déposé parmi les bagages entassés sur le toit d'un autocar en partance pour le port de Mombasa et bondé de passagers. Un mystérieux mouvement, inconnu jusqu'ici, l'Organisation de libération des Mascinias (pauvres gens), a revendiqué l'attentat.

En l'espace de trois semaines, Nairobi a été le théâtre d'au moins quatre explosions, les trois précédentes n'ayant causé que des dégâts matériels. En février, un dancing de la capitale et le bureau d'information touristique ont été endommagés. Une autre charge explosive fut déamorcée à temps dans une salle de cinéma.

À la suite de ces premiers incidents, M. Daniel Arap Moi, vice-président de la République et ministre de l'Intérieur, avait lancé un avertissement de la tribune du Parlement aux « ennemis du Kenya, à l'intérieur comme à l'extérieur, qui sont jaloux de ses succès ». Dimanche, le président Jomo Kenyatta a proclamé son « horreur » devant le « crime » perpétré par les « ennemis de notre nation pacifique ». Lundi, le Standard, un quotidien de la capitale, remarque que ces attentats font penser aux « tactiques employées par des organisations internationales de renseignement chargé de « déstabiliser » les régimes politiques ».

Un climat d'insécurité se développe à Nairobi, où quatre maisons alignées à la bombe se sont également produites le dernier week-end dans deux grands hôtels et deux salles de cinéma. Le Vox du Kenya, la radio nationale, a été incendié, dimanche, par téléphone, à diffuser un communiqué de l'Organisation de libération des Mascinias, faute de quoi l'Assemblée du Parlement, un centre de conférences internationales et les installations de la radio seraient visés à leur tour. — J.-C. P.

A TRAVERS LE MONDE

- Algérie**
 - UNE DELEGATION DE DÉPUTÉS présidée par M. Jean Chambon (U.D.R., député de Calais), vice-président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, fait actuellement une visite officielle en Algérie, la première depuis 1962. Les autres membres de la délégation sont : M.M. Weisenhorn (U.D.R., Haut-Rhin), Auguste Damez (U.D.R., Nord), Paul Belmigtère (P.C., Hérault), André Gravelle (P.S., Aube), et Maurice Legendre (P.S., Eure-et-Loir).
- Birmanie**
 - TROIS ATTENTATS A LA GRENADIE ont eu lieu, le lundi 3 mars, dans la capitale birmane, dans l'un sur le marché central de Rangon, faisant un mort et vingt-deux blessés. Deux hommes ont été arrêtés par la police. — (A.F.P.)
- Inde**
 - LE MINISTRE CHARGÉ DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION, M. Mahan Dharis, a été relevé de ses fonctions par Mme Gandhi. Il avait soutenu une campagne antigouvernementale menée par un leader de l'opposition, M. Narain, afin d'obtenir une révision complète de la loi électorale, une réorganisation de l'éducation et la suppression de la « corruption dans l'administration ». — (A.F.P.)
- Liechtenstein**
 - LES ÉLECTEURS du Liechtenstein ont rejeté le 2 mars, par 211 voix contre 142, un projet de gouvernement proposant de combler le déficit budgétaire de 3,8 millions de francs suisses par une hausse de 3 à 4 % de l'impôt sur les coupures, un relèvement de 20 % de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et un léger accroissement de la taxe sur les voitures. — (A.F.P.)
- Philippines**
 - LE PROCHAIN ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA CHINE POPULAIRE a été annoncé par le président Marcos au cours d'une conférence de presse. Le chef de l'Etat philippin, qui doit se rendre à Pékin, a fait savoir qu'il envisageait également une normalisation avec l'U.R.S.S. — (U.P.I.)
- République Sud-Africaine**
 - VINGT-HUIT MINEURS AFRICAINS ont trouvé la mort, samedi soir 1^{er} mars, au cours d'une émeute qui a éclaté dans un foyer de travailleurs, près de Glenco. Un porte-parole de la direction de la mine a précisé que l'émeute avait un caractère tribal, trois cents Basutos (originaires du Lesotho) s'étant opposés à huit cents Xhosa (originaires du Transvaal). — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)
- Rhodésie**
 - TROIS MAQUISARDS NATIONALISTES ont été pendus vendredi 28 février à Salisbury. Mgr Murozowa, président du Conseil national africain, qui regroupe les trois mouvements nationalistes rhodésiens, a condamné cette « violation de l'accord de Lusaka ». De son côté, le gouvernement rhodésien a accusé l'Union nationale africaine Zimbabwe (ZANU) de ne pas respecter le cessez-le-feu. — (Reuter.)

COLLÈGE D'EUROPE

Admission et bourses pour l'année académique 1975-76

Établi à Bruges, à proximité des sièges des principales institutions européennes, le Collège d'Europe est un institut postuniversitaire dont le programme, intense et limité à une année académique, est consacré à l'étude de l'intégration européenne. Tous les ans, une vingtaine de nationalités sont représentées parmi ses étudiants et une dizaine parmi ses professeurs.

Chaque étudiant s'inscrit, d'après sa formation antérieure, dans l'une des spécialisations — administrative, économique, juridique ou sociale — et organise librement la partie pluridisciplinaire de son programme de travail, en choisissant quatre des matières à option. Huit épreuves obligatoires sanctionnent les études.

Le Collège d'Europe admet les titulaires d'un diplôme universitaire ou équivalent, dans des disciplines correspondant à ses quatre spécialisations. Tout candidat au Collège doit bien connaître le français et l'anglais.

Le Ministère des Affaires étrangères met à la disposition des candidats de nationalité française plusieurs bourses pour les études au Collège d'Europe. Les demandes de ces bourses doivent être adressées au :

Ministère des Affaires étrangères,
Sous-direction des Échanges culturels et socio-culturels
Section des Bourses françaises,
31, rue Dumont-d'Urville,
75016 PARIS.

Un nombre limité de places étant réservé aux candidats qui souhaitent étudier à leurs frais, ceux-ci adressent leur candidature et toute demande d'information au :

Service d'Admissions,
Collège d'Europe,
B - 8000 BRUGES (Belgique).

CE MOIS CI
LE JOURNAL
ACTUEL
A CONCOCTÉ UNE
ABOMINABLE
PARODIE DU
Canard enchaîné
en vente partout (5f)

Pour vos affaires et votre détente.
Hôtel Frantel Nice
★★★★
Une piscine sur le toit, la mer à deux pas.
28 avenue Notre-Dame Tél. 80.30.24
12 autres hôtels en France
Besançon, Clermont-Ferrand, Dunkerque, Fos-sur-mer,
La Grande-Motte, Limoges, Mâcon, Mulhouse, Nantes,
Rennes, Rungis-Orly, Saint-Etienne.

frantel
au cœur des villes et de vos affaires.

PIANOS, ORGUES ET CLAVIERES
242.26.30
piano center
Cred. de 2 à 5 ans - exclusivité PIANO-BAL

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

Nicoprive
diminue l'envie de fumer
Nicoprive
chez votre pharmacien

En reprographie, les économies de bout de papier sont souvent des économies de bout de chandelle.

Soyons sérieux. Maintenant que les copieurs modernes reproduisent sur papier non traité, ce n'est pas en réduisant vos copies au format d'un timbre poste que vous ferez des économies. Surtout que la fiabilité d'un copieur décroît avec le nombre de gadgets qu'il possède.

Les véritables économies, c'est au niveau des contrats (de location ou de vente) qu'il faut les juger.

Nous pouvons recalculer devant vous le poste "Reprographie" de votre budget et vous aider à réaliser des économies réelles.

Tout en vous assurant un service après-vente d'une qualité et d'une efficacité exceptionnelles.

Agfa-Gevaert Reprographie, c'est 33 agences dans toute la France et 400 agents prêts à intervenir sur simple appel. Décidément, nous aimerions vous rencontrer pour parler chiffres avec vous.

AGFA-GEVAERT
Agfa-Gevaert Reprographie

STOCK DE PAPIER

AGFA-GEVAERT. EQUIPEMENT DES ENTREPRISES
1^{er} CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE COPIEURS

Tout une analyse complète de votre problème, téléphonez au 067.81.44 ou écrivez à Agfa-Gevaert/DEF 274, avenue Napoléon Bonaparte, 92502 Rueil-Malmaison. Ou encore, venez visiter notre Centre de démonstration permanent, 20 bis avenue Ma-AMahon, 75017 Paris.

مركزنا من الأصل

Chine

ite à combattre la « nouvelle bourgeoisie »

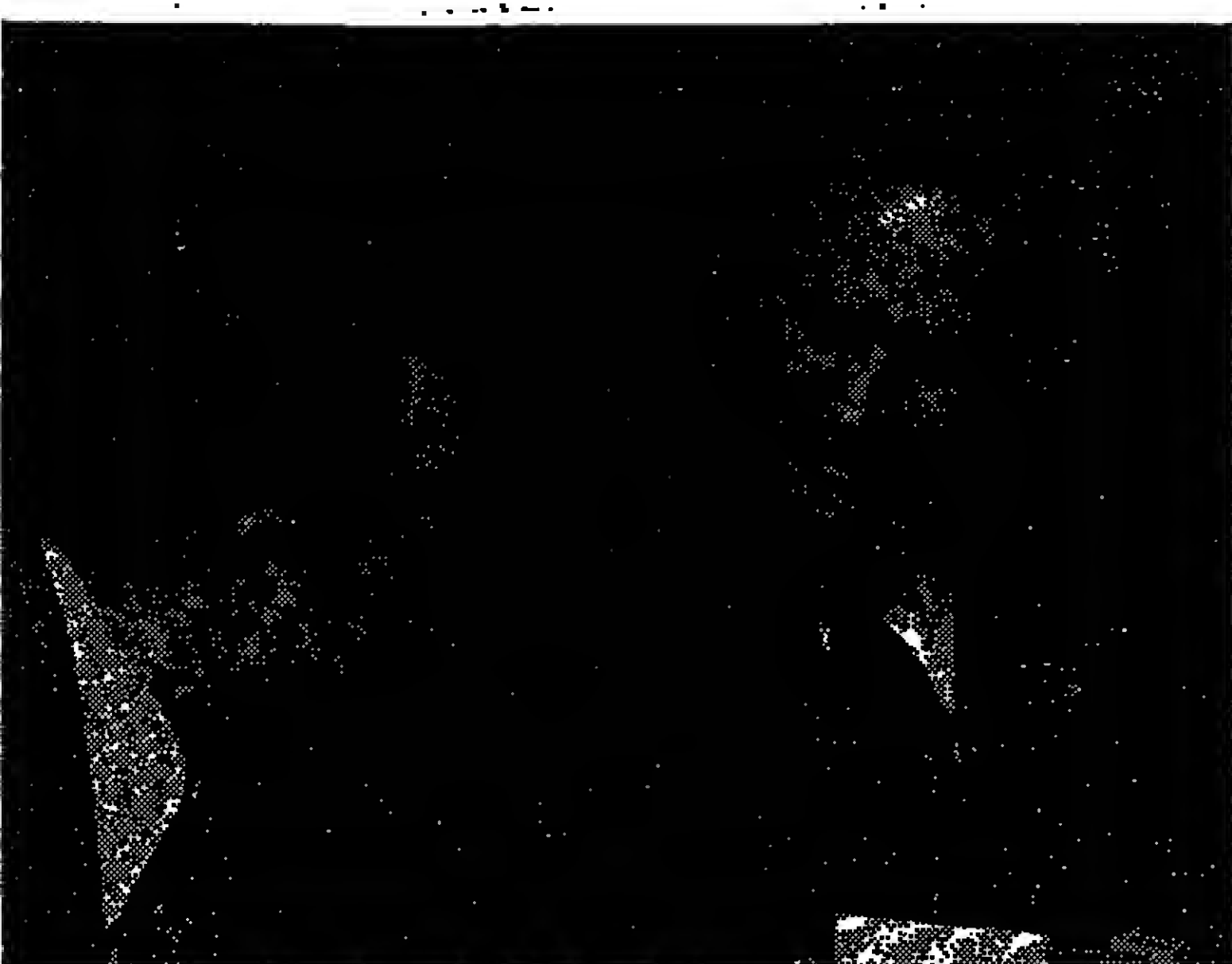
De notre correspondant... Les spécialistes chinois... L'objectif est de combattre la « nouvelle bourgeoisie »...

« La rivalité entre les superpuissances aboutira à une nouvelle guerre. » déclare M. Teng Hsiao-ping

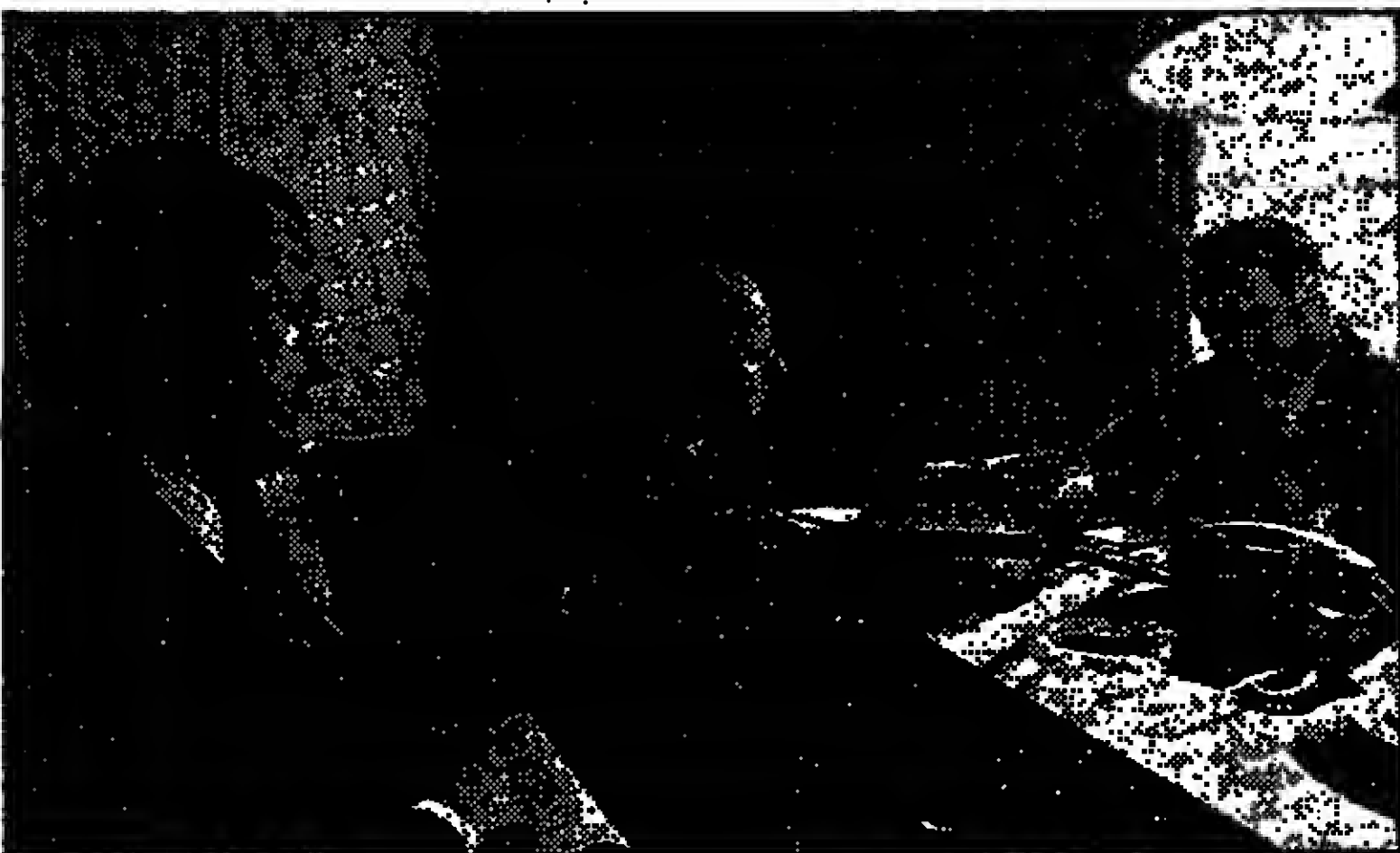
L'ancien chef chinois a lancé dimanche un avertissement en faveur de la paix... « La rivalité entre les superpuissances aboutira à une nouvelle guerre. »...

De notre correspondant... La Chine populaire... L'objectif est de combattre la « nouvelle bourgeoisie »...

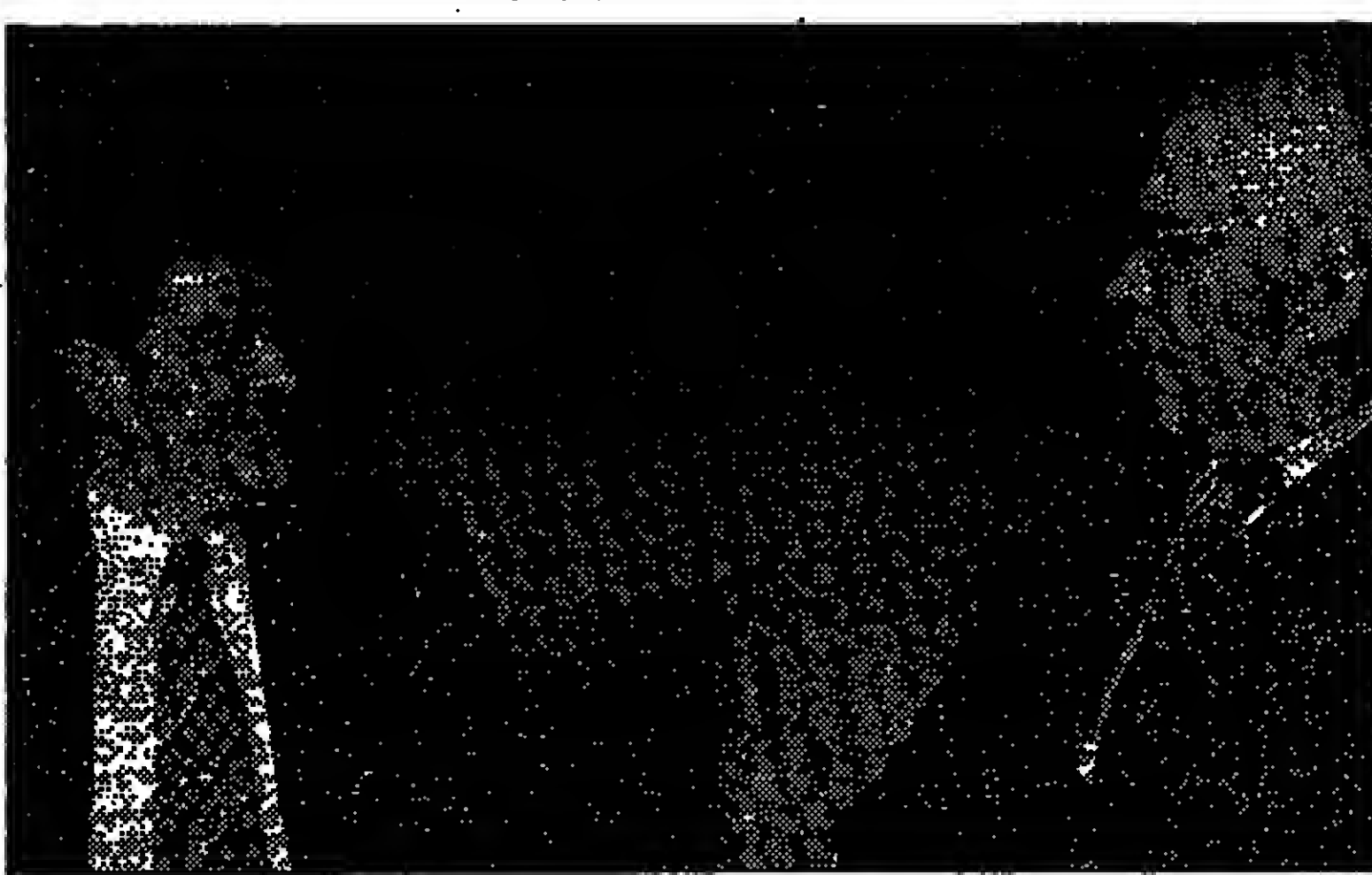
Comment une "lettre d'information" est devenue en cinq ans l'un des hebdomadaires les plus influents auprès des dirigeants.



Jean Boissonnat, Rédacteur en Chef de La Lettre de L'Expansion, s'entretient avec Jacques Chirac.



Jean Boissonnat et Philippe Bauchard, dans le bureau de François Ceyrac, Président du C.N.P.F.



Guy Thomas, Secrétaire Général de La Lettre de L'Expansion, interviewe Michel Debatisse (à gauche), Président de la F.N.S.E.A.



Dans son bureau de la rue de Rivoli, Jean-Pierre Fourcade répond sans détour aux questions de Jean Boissonnat (à gauche) et de Philippe Bauchard.

Le succès de La Lettre de L'Expansion constitue un phénomène nouveau et unique dans la presse contemporaine : véritable "lettre", composée de huit feuillets dactylographiés, elle est parvenue en l'espace de quelques années à jouer auprès des dirigeants d'entreprises et des hauts fonctionnaires français un rôle privilégié, irremplaçable.

Elle a pour mission de les pré-informer, c'est-à-dire de leur apporter des informations inédites, confidentielles, dont personne n'a encore parlé. Ils la lisent en priorité, chaque lundi matin, avant de prendre connaissance du reste de leur courrier: ses informations sont brèves, ponctuelles, et en dix minutes, ils savent comment s'annonce la semaine à venir, ce qui se prépare dans les domaines politique, économique et financier.

Ils prennent bonne note au passage des informations qui concernent directement leur carrière, leur entreprise ou leur secteur d'activité : une décision encore secrète de l'Elysée, une rumeur rue de Rivoli, un projet de fusion, un lancement de produit, une manœuvre syndicale, une nomination imprévue...

Dès lors, ils peuvent réagir en conséquence, saisir les opportunités qui se présentent, prendre les décisions qui s'imposent.

Jean Boissonnat, Philippe Bauchard et Guy Thomas, qui sont responsables de la Lettre de L'Expansion, ont tissé un réseau d'informateurs très bien placés. Ils vérifient avec soin les nouvelles, lourdes de conséquences, qui leur parviennent sans cesse et accèdent eux-mêmes "au sommet" : ils ont leurs petites et grandes entrées auprès des ministres, des PDG, des leaders syndicalistes, et il est même arrivé qu'un Président de la République demande à les rencontrer d'urgence pour discuter d'une information.

Les informations sont classées par rubriques :

- "La tendance" analyse le climat de la semaine qui commence et vous permet de prendre "le pouls du pouvoir" : que pense l'Elysée? Qu'élaborent les cabinets ministériels? Quels sont les projets des états-majors syndicaux?
"Affaires publiques" vous dit quelles décisions vont intervenir au niveau de l'emploi, des prix, de la fiscalité, des exportations, des équipements collectifs.
"Les Affaires" vous apprennent ce qui va se passer chez vos partenaires et vos concurrents : accord, fusion, nouveau produit, nouvelle implantation, nouveau marché...
"Les Hommes" vous tient au courant des promotions, des nominations ou des accidents de carrière, bien avant qu'ils soient officiels.
"Indiscrétions" vous livre en exclusivité des informations confidentielles.
"Les Rumeurs de la Bourse" et "La Marche des Affaires" vous donnent le bulletin de santé de l'économie pour la semaine à venir et publient en avant-première les indices des prix, de la consommation, de l'emploi, de la production...

Qui lit La Lettre de L'Expansion ?

Les états-majors des 100 premières entreprises françaises, les cabinets ministériels, les patrons de petites et moyennes entreprises (en province aussi bien qu'à Paris), les banquiers et les gestionnaires de capitaux importants, des membres de professions libérales, des responsables d'organisations professionnelles ou syndicales, et même de simples particuliers qui veulent mettre tous les atouts de leur côté dans la gestion de leurs affaires personnelles.

Essayez "La Lettre de L'Expansion" pendant un mois avant de vous abonner définitivement.

Il suffit de renvoyer le bulletin ci-dessous pour recevoir La Lettre pendant un mois, sans engagement ultérieur: après avoir reçu les quatre numéros, vous serez libre de vous abonner ou de ne pas donner suite. Si vous décidez de vous abonner, vous paierez 800 F pour un an. L'essai vous coûtera seulement 56 F pour 4 numéros.

La Lettre de L'Expansion, 10 rue Lyautey, 75016 Paris

la lettre de L'EXPANSION
BON POUR UN MOIS D'ESSAI
Oui, je désire recevoir LA LETTRE DE L'EXPANSION à l'essai pendant un mois (4 numéros pour 56 F). Si, à l'issue de cette période d'essai, je le désire, je pourrai confirmer mon abonnement pour un an (et je recevrai alors une facture de 800 F). Veuillez trouver ci-joint mon chèque de 56 F à l'ordre de LA LETTRE DE L'EXPANSION.
M., Mme, Mlle nom prénom
N° Rue, Av., Bd.
Code Ville
Cette offre n'est valable qu'une seule fois.
"LA LETTRE DE L'EXPANSION" 10, rue Lyautey, PARIS 75016

مكتبة الأمل

RÉUNIS EN CONGRÈS A BORDEAUX

Les radicaux de gauche confirment leur attachement à l'alliance privilégiée avec le P. S.

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Nous voulons rester nous-mêmes et être dans l'union de la gauche. C'est ainsi que, très justement, M. Maurice Faure a résumé les conclusions du second congrès du Mouvement des radicaux de gauche, qui a séjourné à Bordeaux du 28 février au 2 mars.

En adoptant cette position, les radicaux de gauche ont de nouveau prouvé, comme lors de leur premier congrès à Paris, en décembre 1973, qu'ils incarnent le vrai radicalisme, et que les derniers occupants de la place de Valois appartiennent à un autre courant politique. Les radicaux de gauche sont à ce point les héritiers du radicalisme que, réunis pendant trois jours pour répondre à une question, ils ont été unanimes pour l'éluder. Tout leur problème est d'exister dans l'union de la gauche. Cette union, la quasi-totalité des députés radicaux l'a ralliée en catastrophe à la veille des élections législatives de 1973 pour sauver leurs sièges. Ce faisant, ils ont simplement entériné le fait que, depuis plus de quarante ans, le parti socialiste digère peu à peu la tradition radicale et s'approprie la partie de son électorat qui n'a pas rejoint la majorité. Si l'on souhaite lutter contre cette tendance historique, comme affirment vouloir le faire le président et le vice-président du Mouvement, MM. Robert Faure et Henri Caillaud, il faut créer un rapport de forces qui contrarie les socialistes à tenir compte davantage de la personnalité radicale.

Sur ce point, le congrès a été unanime, sans difficulté, mais il a omis un détail : comment créer ce rapport de forces ? En nous développant en recrutant, ont expliqué MM. Michel Crépeau et Maurice Faure. Même en prenant acte de la réelle progression du Mouvement des

radicaux de gauche, on peut douter que lors des prochaines élections législatives il soit parvenu à équilibrer le parti socialiste, d'autant qu'il éprouve de nettes réticences à s'ouvrir à d'autres courants politiques. C'est pourquoi les radicaux de gauche agitent en sous-main un second argument. Si les socialistes ne leur reconnaissent pas un droit à l'existence suffisant, c'est-à-dire s'ils ne leur accordent pas un nombre élevé de circonscriptions législatives, les radicaux de gauche provoqueraient, dans le cadre de l'Union de la gauche socialiste et démocratique (U.G.S.D.), des « primaires », générales lors du premier tour entre eux et les socialistes.

De fait, le parti socialiste risquerait alors, dans nombre de circonscriptions, d'être devancé par les candidats communistes, et il y aurait pour lui un manque à gagner peut-être grave. Mais, au réel, cette menace n'en est pas une. En effet, qui peut croire que les treize députés radicaux de gauche accepteraient cette règle des « primaires » avec les socialistes ? Pour la quasi-totalité d'entre eux, cela signifierait l'absence de leur circonscription. Les élections primaires généralisées seraient en quelque sorte la salve d'outrage du Mouvement des radicaux de gauche. Il faudrait une menace plus crédible pour inquiéter le P.S. et l'amener à réviser son attitude à l'égard de ses alliés.

C'est ce que proposait M. Caillaud en suggérant, à mots à peine couverts, de remettre éventuellement en cause l'attachement des radicaux de gauche au programme commun. Pour éviter

discrète en prêtant d'un éventuel éclatement des alliances qui existent aujourd'hui.

Au-delà des solennelles proclamations à la tribune, la règle du rapport de forces dont se plaignent les radicaux de gauche continue donc de jouer. D'ailleurs, les amis de M. Robert Faure, qui regrettent de cette règle quand elle bénéficie au P.S., ne sont pas en mesure de l'appliquer quand ils pensent en être privés. Ils l'ont, par exemple, laissé jouer à Bordeaux au détriment des petits groupes qui sombalaient les rejoindre, qu'il s'agisse du Combat radical-socialiste de MM. Hourcade et Catesson, du Groupe d'étude, recherche et action (GERA) de M. Feller, du mouvement Initiative républicaine et socialiste de M. Leo Hamon ou du Mouvement du 2 mai (Jeunes - chabanais...). Ces divers interlocuteurs des radicaux de gauche se sont vu primum et simplement proposer d'adhérer au Mouvement. Une motion plus ouverte, parlant d'une procédure d'unification, avait bien été présentée par la commission des résolutions, mais elle a été escamotée en séance publique. M. Robert Faure a préféré ne pas défendre un texte qui, à l'évidence, aurait été repoussé par les congressistes, au nom d'un jeune mais ardent « patriotisme de parti ».

Deplu, et blesse par les attaques personnelles dont il a été l'objet notamment de la part de M. Crépeau. M. Leo Hamon s'interroge sur l'avenir de son groupe de gaullistes en quête d'alliés. Quant à M. Léon Hourcade, dont la tendance doit se réunir le 12 avril à Orléans, il envisage, si l'élargissement de la troisième composante de l'union de la gauche se révélait impossible, de créer une quatrième composante.

même si pour le parti communiste c'est un point minimum. Appliquons-le d'abord et, à la lumière des résultats, nous verrons si le problème est bien celui qu'il donne. Je suis pour ma part persuadé que nous l'avons appliqué, dans cinq ans les radicaux auraient été d'accord pour aller plus loin dans cette voie. En ce qui concerne les problèmes électoraux, M. Maurice Faure déclare : « Ne vous souciez pas des élections. Si nous représentons quel accord électoral précis nous signerons avec le parti socialiste. Commencerez par exister et par compter. Faut-il former un groupe indépendant à l'Assemblée nationale ? C'est un faux problème. Le vrai problème est d'être traité d'abord et, croyez-moi, ce n'est pas facile. Ceux qui attendent la survie de cadeaux se font des illusions. Vous n'échapperez pas à l'émulation. Elle est dans la logique du choix que vous avez de faire. Ne transigez pas au plan national vu des difficultés départementales. Si nous représentons quelque chose, nous ne serons pas craintifs, le reste nous sera donné par surcroît ».

M. FABRE : nous ne sommes les satellites de personne

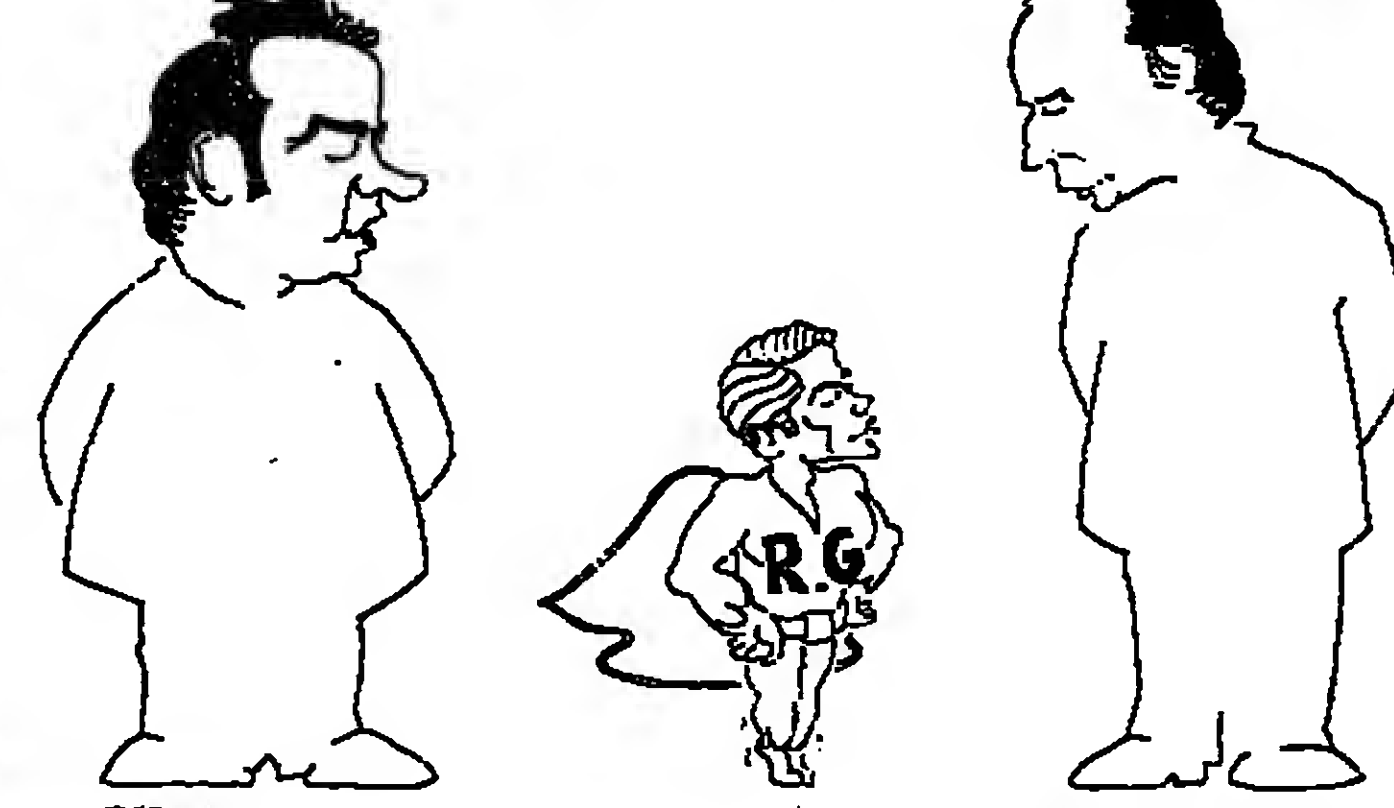
M. Robert Faure estime que la commission des résolutions n'est pas parvenue à une « synthèse laborieuse, mais à un accord de fond ». Il souligne que le rapport élaboré par MM. Luchaire et Souliès a permis au parti radical de gauche de s'affirmer. Il ajoute : « Nous sommes pour un large front de classes contre le véritable adversaire : le capitalisme. Nous sommes pour le pouvoir économique à travers l'argent ».

Le président du mouvement dénonce ensuite le faux libéralisme du gouvernement en prenant l'exemple de la télévision. Il réaffirme que son mouvement n'est en rien tenté par les propositions qui lui sont faites de rallier la majorité. Il brocarde le style de M. Valéry Giscard d'Estaing et se déclare d'accord avec M. Caillaud pour estimer que le pacte qui lie les radicaux de gauche et le P.S. « n'est pas un pacte de servitude ». Il ajoute : « François Mitterrand n'est pas notre candidat commun à l'élection présidentielle ; il est le premier secrétaire du parti socialiste. Il faut travailler pour soi. Nous ne sommes pas accablés d'être l'opinion de la République. L'opinion est inutile, et il est souvent supprimé par les chirurgiens ».

En ce qui concerne l'union de la gauche, le député de l'Aveyron explique que « ce n'est pas le signataire du programme commun qui la remettra en cause ». Il demande ensuite au parti communiste de reconnaître le droit à la pluralité et il se déclare heureux de la reprise des sections communes décidée par le comité de liaison de la gauche. Le président du mouvement se prononce alors, pour une consultation permanente avec le parti socialiste et le maintien des liens traditionnels et privilégiés avec cette formation. Il ajoute : « Nous ne sommes les satellites de personne, nous demandons le droit à la différence. Les socialistes nous l'accorderont-ils ? ».

LA RÉSOLUTION FINALE

La résolution finale, adoptée à l'unanimité, estime que « la nature du régime n'est pas modifiée » et qu'il reste « assésés de grands intérêts financiers, vulnérables à l'action des sociétés multinationales, entraînant par ce système de capitalisme sauvage ». Le texte poursuit : « Le M.R.G. réaffirme son attachement irrévocable à la stratégie de l'union de la gauche et au programme commun de gouvernement dont l'actualisation et l'approfondissement apparaissent indispensables pour assurer un changement véritable de la société et de ses structures. Il considère comme ses partenaires — que chacun des trois grands partis de la gauche est responsable aux yeux du peuple — l'ancien ministre souligne : « On s'est souvent trompé quand on a parlé du programme commun de gouvernement. Ce n'est le programme d'un ou deux ans, nous ne retirons pas notre adhésion à ce programme en rappelant qu'il est un compromis entre les forces qui l'ont signé pour un accord de cinq ans. Il est le point ultime de ce que nous sommes disposés à faire ».



(Dessin de CHENEZ.)

M. CAILLAUD : il faut négocier avec le parti socialiste

Samedi après-midi, les débats sont notamment marqués par l'intervention de M. Henri Caillaud. Le vice-président du Mouvement reproche à la presse d'avoir voulu l'opposer à M. Robert Faure. A M. Luchaire, il explique qu'il ne souhaite pas être « un cheval emballé ». Après avoir critiqué vivement les radicaux « validés » et la tendance « de gauche » de M. Durafour, ministre du travail, de créer un mouvement de la gauche réformatrice (qui, selon M. Caillaud, ne constitue qu'« un cartel de nobles »), il se prononce en faveur de la « mouvance de la droite », l'orateur réaffirme son attachement à la stratégie d'union de la gauche.

Le vice-président du mouvement rappelle ensuite que ses amis se sont toujours opposés à la bipolarisation et il constate que les deux blocs qui se sont constitués ont à présent tendance à se dégrader, l'esprit de compétition se développant en leur sein. En ce qui concerne la gauche, M. Caillaud estime que sa crédibilité est ébranlée. Il ajoute : « La politique publique a jeté le trouble dans les consciences. Le parti communiste déclare que ces discussions sont saines. Je réponds que non, nous sommes divisés beaucoup de Français et une fiture peut très vite devenir une cassure ».

M. LEROY : élever la qualité de l'union.

M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C.F., note, dans l'Humanité du 3 mars, à propos du congrès des radicaux de gauche : « Nous continuerons à lutter pour élever la qualité de l'union en posant devant les travailleurs et l'ensemble des masses populaires, les questions préoccupantes. Nous l'avons fait, par exemple, à propos de l'attitude de Gaston Defferre, participant à l'opération politique du président de la République ; à propos de la récente déclaration de Pierre Mauroy (1). Nous pouvons le faire aujourd'hui encore à propos de singulières affirmations produites à la tribune du congrès radical, qui ont qualifié le « que-vele de l'atlantisme » comme une fausse querelle, et, sans doute en prolongement, le président des Jeunes radicaux se prononce pour cette fois ».

Pas de second vice-président

Au terme des débats, la commission des résolutions a adopté ses travaux qui vont se poursuivre jusqu'à 3 heures du matin. Il est notamment envisagé la création d'un deuxième poste de vice-président qui aurait pu être confié à M. Michel Crépeau, député, maire de La Rochelle. M. Caillaud estimant qu'une telle initiative équilibrerait le déséquilibre, s'y oppose et menace de remettre sa démission. Le projet est dès lors abandonné.

Dimanche matin, à la reprise des travaux, M. Michel Crépeau indique que la motion élaborée par la commission des résolutions a été adoptée à l'unanimité. Il se réjouit de cette unité totale du parti derrière M. Robert Faure. La gauche apparaît plus unie et plus forte. Il évoque ensuite l'interview que nous avons faite (allusion aux déclarations de M. Caillaud à Valeurs actuelles), qui, selon lui, pouvait laisser croire que les radicaux de gauche étaient « le centre mou de la gauche ». « Nous sommes maintenant ce que nous sommes, nous sommes ce que nous sommes et ce que nous sommes. Nos alliés privilégiés sont-ils repartiront ce que nous apportons réellement. Multiplions les militants, formons des candidats éventuels, étudions des sujets concrets qui intéressent plus que les questions de doctrine. L'élargissement du mouvement peut se faire par l'accueil d'hommes qui voient en nous une structure

de second vice-président d'accueil. Nous sommes un parti libéral où chacun peut s'exprimer. On ne lui fait pas de politique avec des rancunes, mais on n'en fait pas non plus sans rigueur. Il est en ce qui concerne notre candidat commun à l'élection présidentielle ; il est le premier secrétaire du parti socialiste. Il faut travailler pour soi. Nous ne sommes pas accablés d'être l'opinion de la République. L'opinion est inutile, et il est souvent supprimé par les chirurgiens ».

« Dans cette perspective, le M.R.G. fidèle à ses engagements, et notamment à son alliance privilégiée avec le P.S. au sein de l'U.G.S.D., entend développer son action et élargir son assise dans le respect de l'autonomie et de la personnalité propre à chaque formation politique. »

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

M. Soldani, réélu à Draguignan n'obtient que 60% des suffrages

De notre correspondant... M. Soldani, réélu à Draguignan, n'obtient que 60% des suffrages. Le maire sortant a obtenu 60% des voix, soit 300 suffrages sur 500. Son adversaire a obtenu 200 voix. Les résultats ont été annoncés hier soir.

LES MÉRITES

LES MÉRITES : M. Soldani, réélu à Draguignan, n'obtient que 60% des suffrages. Les résultats ont été annoncés hier soir. M. Soldani a obtenu 300 voix sur 500, soit 60% des suffrages. Son adversaire a obtenu 200 voix. Les résultats ont été annoncés hier soir.

LES ÉLECTIONS CANTONALES

LES ÉLECTIONS CANTONALES : Les élections cantonales ont eu lieu hier soir. Les résultats ont été annoncés ce matin. M. Soldani a été réélu maire de Draguignan. Les résultats ont été annoncés ce matin.

LES ÉLECTIONS CANTONALES

LES ÉLECTIONS CANTONALES : Les élections cantonales ont eu lieu hier soir. Les résultats ont été annoncés ce matin. M. Soldani a été réélu maire de Draguignan. Les résultats ont été annoncés ce matin.

صلى الله عليه وسلم

50:20 من الأمل

SOCIÉTÉ

LES « JOURNÉES INTERNATIONALES » DE PARIS

La promotion de quelques femmes n'est pas la promotion de la femme

Les Journées Internationales de la femme, principale contribution de la France à l'Année internationale de la femme organisée par l'ONU pour 1975, réunissent depuis samedi 1^{er} mars plusieurs centaines de personnes au Palais des congrès de la porte Maillot.

La présence, samedi, du président de la République ainsi que celle de nombreux membres du gouvernement (Mmes Veil et Dorléac, et Lesur; MM. Haby, Lecœur, Sauvagnargues, Sols)

Outre les trente-cinq femmes ministres ou présidentes d'assemblées venues témoigner de leurs difficultés et de leur action, les quinze cents à deux mille femmes qui ont participé aux trois journées avaient à leur manière contribué à accroître le caractère spectaculaire de cette entreprise de promotion de la femme.

« Les femmes ont leur juste place dans notre monde »

Les femmes sont « plus belles, plus instruites, plus diplômées, plus cultivées », a dit le président de la République. Un film réalisé à la demande de Mme François Giroud et projeté immédiatement après l'intervention de M. Giscard d'Estaing montra que la femme était, encore et toujours, pour les publicitaires, la femme-objet.

La promotion de la femme n'est pas la promotion de quelques femmes. Ainsi peut-on résumer le sens des interventions, en forme de témoignages, des femmes étrangères qui se sont succédées.

Mme Ledolter, autrichienne, ministre de la santé publique et de l'environnement, médecin énergique, mère de deux étudiants en médecine, est la première à rappeler qu'une hirondelle ne fait pas le printemps.

« Plus belles, plus instruites »

Entre-temps, le président de la République avait largement exposé les raisons pour lesquelles, selon lui, « qu'il s'agisse du couple, de la famille, de l'entreprise, de la nation, la soumission et la dépendance aveugle ne seraient plus acceptables et acceptées » et les quatre « changements essentiels » à entreprendre pour...

fait qu'ébaucher lors des Journées internationales de la femme. Peut-être en osant plus souvent se montrer offensives. « Pour apprendre à faire de la politique, a dit l'une des femmes ministres, il faut faire de la politique. »

BRUNO FRAPPAT.

La politique au féminin

(Suite de la première page.)

La politique, aujourd'hui, c'est le discours, le pouvoir, l'institution. La politique, demain, ce peut être le vécu, le service, l'action.

La première objection, c'est d'opposer la politique du vécu à la politique du discours. Il faut en finir avec les « tenors », avec les pouter oratoires, avec tout ce théâtre politique, caricature de l'action.

Chacun est las des grands discours sur les thèmes éternels, des grandes envolées sur les grandes questions : l'environnement, équipements collectifs. Bref, tout ce qui fait la vie réelle de la société.

Le pouvoir et le service

D'instinct et d'expérience, les femmes mesurent toute l'importance de ces problèmes, qui commandent le sort de chacune, de chacun. La politique, pour elles, ce n'est pas le choc des mots.

Alors, les femmes déshéritaient le jeu politique. Elles sacrifiaient la

rhétorique. Pour camper le débat public sur les réalités, sur la vie. Avec elles, l'écart se réduit entre les mots et les choses.

Pour la femme, cette sublimation n'intervient guère. Pour elle, le pouvoir n'est pas un symbole. Dès lors, elle n'est pas fascinée par la puissance. Dès lors, elle ne conçoit pas la politique comme un jeu narcissique, comme un exercice d'autorité ou de domination.

Elle la conçoit plutôt comme une activité de service. Au profit de ses concitoyens. Pour améliorer leur sort. Son idéal n'est pas de subjuguer, mais de servir. De se rendre utile à la collectivité.

Dominer, imposer, contraindre, ce n'est pas son registre. L'Etat « monstre froid », ce n'est pas son territoire. Ce qui prime, chez elle, c'est l'attention à autrui. C'est la capacité d'écoute.

La carrière, la puissance et la gloire, tout cela est dérisoire. Et elle le sait. L'ambition d'être n'a pas de sens. Ce qui compte, c'est l'ambition de faire. L'ambition de réaliser quelque chose. Au service du public. Rassignac n'est pas un personnage féminin.

Les femmes peuvent encore « changer le jeu » d'une troisième façon. En doublant la politique de l'action. La politique, ce ne sont pas seulement des portefeuilles ministériels, des sièges parlementaires. Tout ne se joue pas sous les ors et les lembres, dans le paradis artificiel des palais nationaux.

Qui ne le voit ? Les principales réformes débattues aujourd'hui ont surgi en dehors des instances traditionnelles (partis, parlements, ministères). Elles ont été imposées de l'extérieur, par des groupes marginaux. C'est vrai pour la condition féminine, l'avortement, la qualité de la vie, la protection de l'environnement, etc. Aujourd'hui, ces thèmes sont repris en charge. Mais ils ont jailli ailleurs. Ainsi va la « politique sauvage ». Bousculant les hiérarchies, l'institution n'a plus le monopole de la politique.

Gauche commune

A la confluence de tous ces courants, les femmes peuvent changer la politique et peut-être changer la vie.

Toute une société cherche un nouvel équilibre. Toute une société s'interroge sur ses propres normes : l'effort, la tension, la compétition, le profit. Est-ce vraiment cela, le bonheur ? Aujourd'hui, face à ces « valeurs », contestées, d'autres valeurs émergent.

Dans l'urgence de ces contre-valeurs, la femme tient un rôle capital. Certes, la société industrielle avancée devient aliénante, « répressive ». Mais, jusqu'ici, la femme a été moins engagée que l'homme dans cette économie de tension et de contrainte.

De ce fait, la femme reste plus proche de sa sensibilité, plus humaine que l'homme. Son image reste celle de l'Eros, des instincts de vie qui s'opposent aux instincts de mort et de destruction.

La libération de la femme doit préserver ces valeurs féminines — valeurs d'humanité — et les diffuser dans toute la société. Pour rendre celle-ci moins tendue, moins crispée. Pour transformer l'art de vivre. Le changement culturel de notre temps passe par les femmes. Par leur spontanéité, par leur créativité libérée.

Ce féminisme est la cause commune. Il libère chacun, comme il libère chacune. Il dessine, pour tous, un autre destin. Plus apaisé, plus harmonieux. Ainsi va la tradition. En 1975, l'espérance s'écrit toujours au féminin.

R.-G. SCHWARTZBERG.

« La soumission et la dépendance ne seront plus acceptables » déclare le président de la République

Voici les principaux passages du discours prononcé samedi par M. Valéry Giscard d'Estaing aux Journées Internationales de Paris :

« Au commencement était l'esclavage. Et la première esclave fut la femme. »

« Les femmes n'ont pas attendu 1975 pour prendre conscience de leurs problèmes, et 1975 ne surajoute rien à leur détresse. Mais l'idée même d'une Année internationale de la femme est la preuve de la formidable transformation à laquelle nous participons, et de notre volonté de participer : en moins d'une génération, les femmes ont fait irruption sur la scène du monde. D'abord pour partager l'égalité avec les hommes, puis pour affirmer l'autonomie de leur personnalité. (...) »

« Cet événement progressif de la femme, les hommes doivent le comprendre, s'en réjouir et le féliciter. Que les hommes ne s'y trompent pas : ils ne peuvent pas être neutres dans ce grand débat qui vous réunit pour trois jours à Paris. (...) »

« La promotion des femmes n'est pas simplement souhaitable, elle est inévitable. (...) Plus belles, plus instruites, plus diplômées, plus cultivées, les femmes regardent autour d'elles et découvrent de nouveaux modes de sociétés, de nouveaux types de relations et leurs réponses. (...) Avant de pouvoir dire que les femmes ont leur juste place dans notre monde, il faut que quatre changements essentiels se soient produits. (...) »

1) Les femmes doivent être les principales responsables de leur descendance. (...) »

2) Les femmes doivent pouvoir assumer à la fois leurs responsabilités sociales et leurs responsabilités familiales : le second dilemme que nous n'avons pas complètement résolu, est celui de la compatibilité entre la fonction familiale et l'activité professionnelle. (...) »

3) Les femmes doivent pouvoir utiliser leurs dons et leurs compétences. Il faut poursuivre sans relâche l'ouverture systématique des formations, des recrutements, des responsabilités professionnelles aux femmes de façon véritablement égalitaire. Il existe, il est vrai des types de vie, des activités qui conviennent peu aux femmes. Mais c'est à elles de le constater, et non à la société de le décider pour elles. (...) »

4) Ce sont les femmes qui joueront sans doute le rôle essentiel dans la transformation de notre culture. (...) »

pour la qualité de la vie

5 JOURS UTILES

70 EXPOSES-DEBATS

ROUEN 17-21 MARS LES ETATS GENERAUX de L'ENVIRONNEMENT salon national PROTECNA

Pour tous renseignements PARC-EXPO de ROUEN B.P. 1080 - 76016 ROUEN-CEDEX

NOM Société organisme Rue... N° Ville... Code Postal... Tél...

Les succès d'une seule ne comptent pas

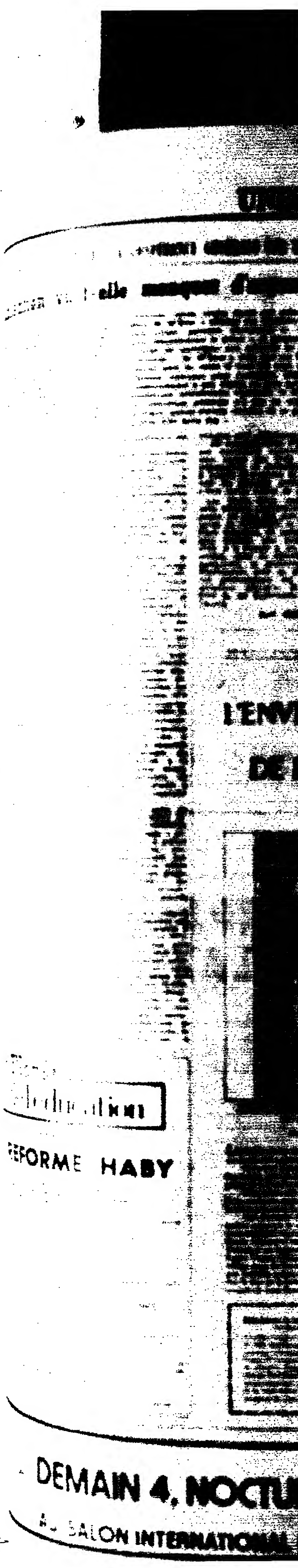
Pour Mme Tullia Carettoni, pétulante vice-présidente, socialiste, du Sénat italien « la sélection est très dure mais une fois arrivée il est très difficile de nous éliminer. Il est difficile d'avoir une femme facile de la conserver, mais dès qu'on veut de nouvelles progrès les barrières se dressent. (...) »

La révolution d'avril 1974 au Portugal est-elle masculine ? Telle était la question que se posait Mme de Lourdes Pintas-Algo avant d'être nommée ministre des affaires sociales. Mais pour cette femme-ingénieur la « révolution ne devenait pas féminine parce qu'il y avait une femme ministre. (...) »

Il ne faut pas demander à une femme-ministre d'être féministe extrémiste et de déclarer la guerre aux hommes. Pourtant, plusieurs des interventions entendues au Palais des congrès ont montré que l'opposition entre les sexes est ressentie même par celles qui ont vaincu toutes les résistances. Mme Rita de Backer, ministre belge de la culture néerlandaise et des affaires flamandes, affirme qu'elle ne souhaite pas la guerre entre les sexes, mais ce fut pour ajouter aussitôt : « L'éducation des enfants est trop importante pour qu'on la confie uniquement aux femmes, la marche de la société est trop importante pour qu'on l'abandonne complètement aux hommes. (...) »

Faire de la politique

Et Mme Verrinek, ministre néerlandaise de la santé, se tallait un beau succès en annonçant que la prochaine étape de la promotion de la femme serait « la promotion de l'emploi à mi-temps pour les hommes comme pour les femmes, afin qu'ils partagent le travail à l'extérieur, l'éducation des enfants et le travail ménager. (...) »



ES DE PARIS

La politique au féminin

Quelle est la première page... La politique au féminin... Les femmes dans la politique...

La politique et le service... Les femmes dans le service public...

on et la dépendance plus acceptables

Le droit de la République... La dépendance et le droit... Les politiques sociales...

CRISIS CONTINUE... Les crises économiques... L'inflation et le chômage...

CORRESPONDANCE

Les enfants de l'émigration... Les enfants de l'émigration... Les problèmes de l'intégration...

UNESCO

LES RÉPERCUSSIONS DES VOTES DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE SUR ISRAËL

L'Organisation va-t-elle manquer d'argent ?

L'émotion provoquée par les décisions de la conférence générale de l'UNESCO à l'égard d'Israël... Mais M. M'bow a affirmé ses intentions d'agir avec calme, patience, diplomatie et discrétion...

Les premiers à réagir aux décisions de la conférence générale ont été les Suisses... L'UNESCO risque néanmoins de se heurter à des difficultés financières très graves...

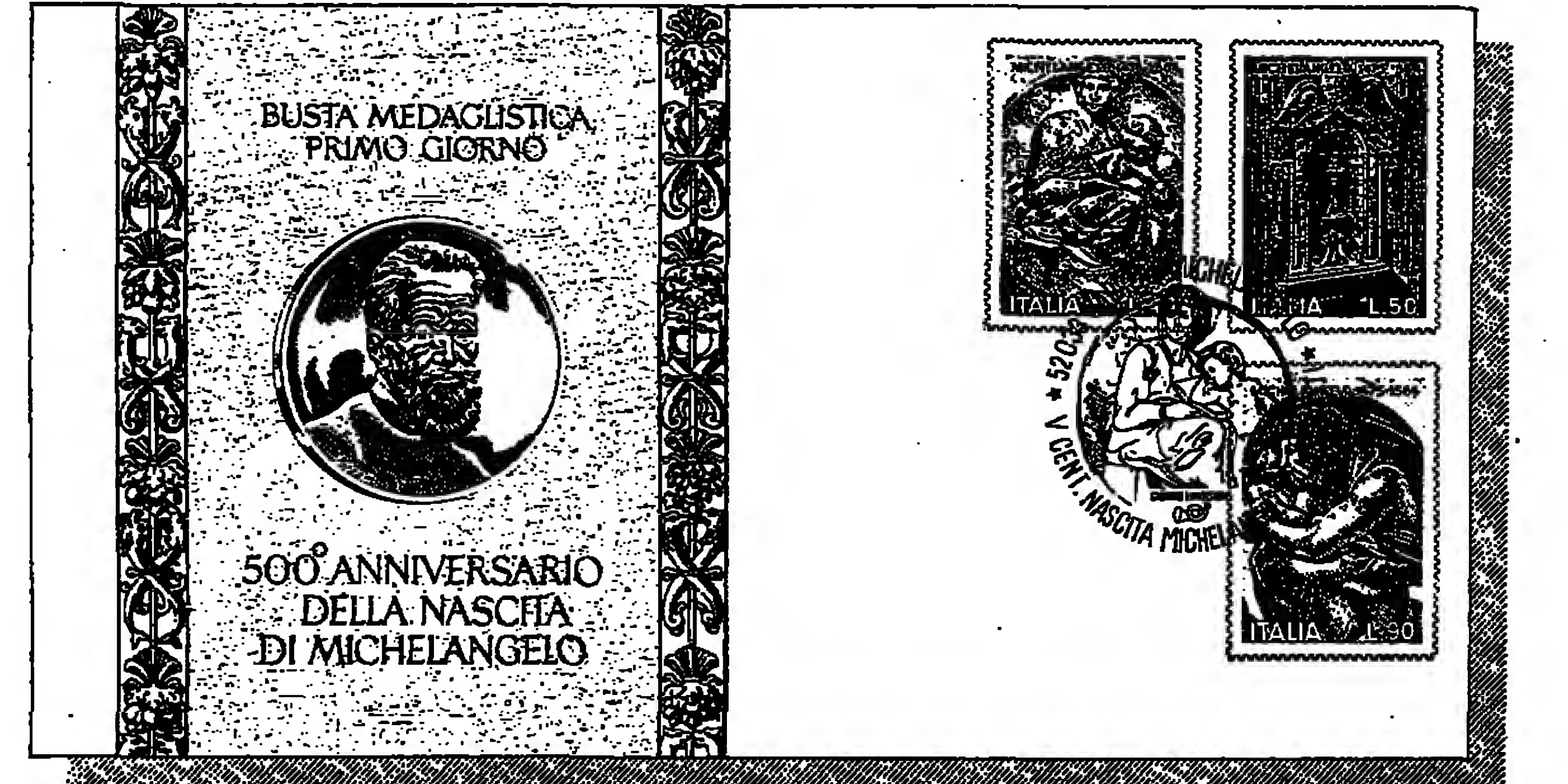
Mais les Etats-Unis sont allés beaucoup plus loin : le 17 décembre, le Congrès a décidé de suspendre l'attribution de tous les crédits destinés à l'UNESCO...

Ces votes amènent-ils les gouvernements concernés à revenir sur leurs engagements à l'égard de l'UNESCO ? Pour l'instant, non... Mais le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar M'bow, directeur général de l'UNESCO, a déclaré que seule la conférence générale de 1979 pourrait revenir sur les décisions votées contre Israël par celle de 1974.

FRANCE DES PRIMEVERES... GROS LOT 2 MILLIONS de F... loterie nationale... TIRAGE MERCREDI 5 MARS

Le Monde de l'éducation... LA RÉFORME HABY... Les principes de base du projet, L'interview du ministre de l'éducation, Des analyses et des opinions.

La Première Enveloppe Timbre-Médaille de l'Italie... L'ENVELOPPE TIMBRE-MÉDAILLE 1er JOUR DU 500e ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE MICHEL-ANGE



LE JEUDI 6 MARS 1975, le monde rendra hommage à un artiste dont l'œuvre incomparable appartient au patrimoine culturel de l'humanité... Chaque Enveloppe sera oblitérée à la date du 6 mars 1975, premier jour d'émission et 500e anniversaire de la naissance de Michel-Ange.

DEMAIN 4, NOCTURNE JUSQU'À 22H. AU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE PORTE DE VERSAILLES

صكزا من الأهل

RELIGION

ACCUSÉE DE DÉTOURNER LES JEUNES DE LEUR FAMILLE

Une secte sud-coréenne organise une « grande rencontre familiale »

Le cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes, a récemment publié une mise en garde contre la secte des Pionniers du Nouvel Âge (appelée aussi Association universelle pour le christianisme mondial : A.U.C.M.)

implanter la secte à l'étranger, distendant leurs relations avec leurs parents au point que ceux-ci ne les voient à peu près plus.

Celle-ci, l'Association pour la défense des valeurs familiales et de l'individu (A.D.F.I.), récemment créée à Rennes (« le Monde » du 18 février), vient de formuler un certain nombre de questions qui s'adressent à la secte :

« Cette association, qui possède en France et à l'étranger de nombreux centres de recrutement et

d'endoctrinement, organise des réceptions de sympathisants, fait une publicité coûteuse dans la presse, prétend ne pas disposer d'autres ressources que celles provenant de la vente de cartes illustrées, de quelques salaires (modestes), et de dons d'amis.

« Nous posons la même question au sujet du financement des voyages aux États-Unis, offerts à de nombreux étudiants, alléchés par un affichage très habile dans les universités. Nous ne sommes pas en mesure de répondre à ces questions, c'est pourquoi nous alertons l'opinion publique et les gouvernements sur l'étranger de cette organisation aux multiples facettes, car il est certain que des

entreprises commerciales ne travaillent pas au financement d'institutions philanthropiques ou pseudo-religieuses si éloignées de leur activité sans un arrière-plan politique, coordonné par un directeur efficace autant que discret.

« Il faut barrer la route à ce nouveau totalitarisme, d'autant plus redoutable qu'il emploie les méthodes scientifiques de conversion et de soumission utilisant les techniques psychologiques modernes qu'aucune loi humaine ne saurait tolérer.

En organisant une rencontre pour les parents des jeunes qui ont été recrutés par l'A.U.C.M., celle-ci a voulu répondre à ces critiques.

Un jeune « professeur » bien sympathique, la trentaine, avance au tableau noir, un morceau de craie à la main, pour faire « une courte introduction » aux « Principes divins ». Pendant près d'une heure, il parle du bien et du mal de l'amour, du désir profond chez tout homme du bonheur. C'est un

exposé confus, curieux mélange de dualisme taoïste, de fondamentalisme biblique et de physique élémentaire.

À l'aide de force schémas sur le tableau — Dieu et l'homme, le corps et l'âme, sujet et objet, religion et science — le tout relié de flèches impressionnantes,

Le premier jour, en effet, M. Roland Lejeune — qui remplaçait M. Blanchard, « retenu au Japon » — a tenté de dissiper les craintes des parents. Les jeunes sont logés confortablement, ils mangent bien, reçoivent un enseignement et se préparent, pour certains, à partir « en mission ». On fait circuler des photographies des enfants aux États-Unis et ailleurs, et on passe des heures à discuter sur les activités de la secte à l'étranger — notamment la tournée aux États-Unis de M. Moon.

Les enfants présents à la rencontre — polis, le sourire aux lèvres, propres, bien habillés, les garçons avec cheveux courts, costume et cravate — paraissent

heureux. Ils exécutent des « chansons scolaires » avec entrain et discutent avec leurs parents pour justifier la voie qu'ils ont choisie. La plupart de ceux-ci, en revanche, sont mal à l'aise, perplexes, troublés, même si très peu font partie de l'Association pour la défense des valeurs familiales et de l'individu (A.D.F.I.), récemment créée à Rennes sur l'initiative du docteur Champollion et de son épouse pour réunir les familles dont les enfants « sont tombés entre les mains des sectes ». Cette association a du reste donné comme consigne à ses membres de ne pas favoriser la propagande de l'A.U.C.M. en assistant à la rencontre d'Aulnay.

Le mystérieux M. Moon

Le fondateur de l'A.U.C.M., appelée aussi Pionniers du Nouvel Âge, est né en Corée le 6 janvier 1920. Elevé par ses parents dans la foi presbytérienne, Sun Myung Moon déclare que le Christ lui est apparu en 1936, le jour de Pâques, pour lui demander d'accomplir sa mission encore inachevée. À la fin de la deuxième guerre mondiale, alors électrolier, il rentre dans une église pentecôtiste à Pyongyang, capitale de la Corée du Nord.

Le mariage. Ce dernier joue un rôle primordial dans l'enseignement de Moon; marié quatre fois lui-même, il a sept enfants. Les mariages entre les membres de l'A.U.C.M. sont « décidés » par les dirigeants : les hommes comme les femmes doivent soumettre une liste de cinq partenaires « candidats ». Après consultation, les dirigeants choisissent.

« Je suis votre cerveau »

Si M. Moon ne s'arrête pas le titre de Messie lui-même, il ne fait rien pour décourager ceux de ses disciples qui voient en lui le « Seigneur du deuxième avènement ». Ses discours publics, comme celui de Madison Square Garden en septembre 1974 devant quarante mille personnes, par exemple, rappellent ceux de Hitler, et le Dr Champollion voit en lui « un personnage type ». Lors de réunions privées, révèle Time Magazine (30 septembre 1974), Moon prétend qu'il est « plus grand que Jésus lui-même ». « Je suis votre cerveau, aurait-il déclaré à ses proches collaborateurs. Le monde entier est dans le creux de ma main, et je dois le conquérir et le subjugué. »

« Je suis votre cerveau » Si M. Moon ne s'arrête pas le titre de Messie lui-même, il ne fait rien pour décourager ceux de ses disciples qui voient en lui le « Seigneur du deuxième avènement ». Ses discours publics, comme celui de Madison Square Garden en septembre 1974 devant quarante mille personnes, par exemple, rappellent ceux de Hitler, et le Dr Champollion voit en lui « un personnage type ». Lors de réunions privées, révèle Time Magazine (30 septembre 1974), Moon prétend qu'il est « plus grand que Jésus lui-même ». « Je suis votre cerveau, aurait-il déclaré à ses proches collaborateurs. Le monde entier est dans le creux de ma main, et je dois le conquérir et le subjugué. »

Des enfants trop « sages »

Pourtant, une bonne moitié des participants sont violemment inquiets sur le sort et surtout l'avenir de leurs enfants. Très rares sont les parents qui acceptent de témoigner en faveur de la secte; la plupart préfèrent ne rien dire en public par crainte de porter préjudice à leur situation vis-à-vis de leurs enfants.

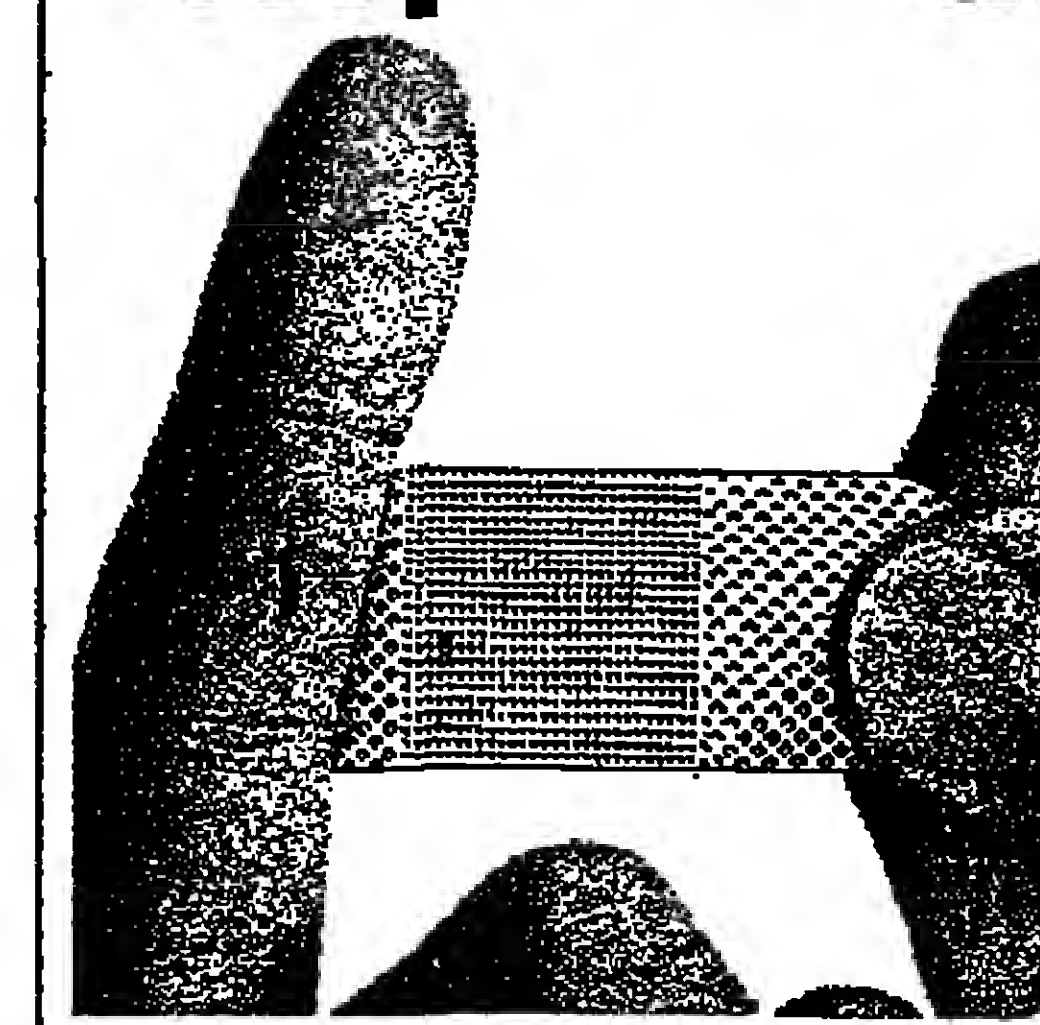
« S'est retournée comme une crepe », dira une dame de sa fille — en l'espace de quelques jours. Aussi s'agit-il le plus souvent d'enfants « sages », « sans problèmes », « toujours obéissants » et combats matériellement. « Mon fils, à qui nous tenions d'acheter un appartement, confie une mère, leur a apporté tout ce qu'il avait sur son livret d'épargne. » « Au moins on ne peut rien leur reprocher pour ce qui est de la conduite morale » (entendez sexuelle), répond une autre. « Oui, on dirait qu'ils choisissent les meilleurs », soupire une troisième qui a « perdu » deux enfants à la secte. Une quatrième se lamente : « Si encore c'était pour se faire prêtre ou religieuse, on aurait accepté... Est-ce si sûr ? Certains parents semblent reprocher à leurs enfants moins les agissements douteux de l'A.U.C.M. ou ses contradictions doctrinales que d'avoir cherché, d'avoir trouvé sans eux un idéal — désiré, même s'il est mal orienté — qui les interpelle sur leur propre mode de vie. La plupart se montrent plus soucieux du sort matériel que de l'avenir spirituel de leur enfant. Peu montrent le courage de ce père qui avoue amèrement : « Même si j'obtenez que ma fille rentre à la maison, quel idéal pourrais-je lui proposer qui donne un sens à sa vie ? »

Prêchant un messianisme coréen, avec quelque succès, il est arrêté et torturé par les communistes. Libéré en 1960 par les forces des Nations unies, il fonde sa nouvelle « Église » quatre ans plus tard. Selon la doctrine de celle-ci, Dieu voulait que l'union d'Adam et d'Eve produise une famille parfaite pour gouverner le « royaume de Dieu, sur la Terre ». Mais Eve fut séduite par un archange qui devint Satan et elle corrompit Adam. C'est alors que Dieu voulut que son fils, Jésus, une femme parfaite pour lui donner des enfants parfaits, mais ce fut à nouveau l'échec avec la crucifixion. Le monde attend donc un nouveau Messie, « Seigneur du deuxième avènement », qui sera le père d'une famille parfaite et inaugurer le Royaume sur Terre. Il doit naître... en Corée.

« Sa méthode de domination est économique et financière. On a estimé que les richesses de l'A.U.C.M. à travers le monde dépassent 15 millions de dollars. Parmi les entreprises coréennes dont M. Moon est le P.-D.G., le New York Times cite : la Tongil Industrial Company, près de Séoul, qui fabrique des armements légers, la Korea Titanium Company; la Ilhwa Pharmaceutical Company; l'Ilshin Handcraft Company et la Tonga Titanium Industrial Company, sans parler des investissements de la secte dans d'autres pays, et notamment aux États-Unis. Mais la principale source de revenus de la secte demeure les quinze filiales par les jeunes dans la rue ou la vente d'objets de piété. Une jeune Américaine a déclaré, après avoir quitté la secte : « Je gagnais cent dollars par jour simplement en demandant de l'argent aux passants ou en leur vendant des bougies, des fleurs ou des cacahuètes. »

En privé, l'inquiétude, voire le désespoir, remontent à la surface. « Notre fille arienne a cessé ses études après sa première année de médecine, dit un couple qui a fait 500 kilomètres pour

URGO 7 est plein de trous.



Pansement adhésif hypoallergénique. Vendu exclusivement en pharmacies.

LA RATP AMENAGE UN NOUVEL AXE NORD-SUD. 18 FEVRIER 1975, LA RATP PROLONGE LA LIGNE 13 DE MIROMESNIL A CHAMPS-ELYSEES-CLEMENCEAU. DEBUT 1977, DE CHAMPS-ELYSEES-CLEMENCEAU A INVALIDES, LA RATP REALISE LA JONCTION AVEC LA LIGNE 14. Cette nouvelle étape, c'est la preuve que les hommes de la RATP tiennent leurs engagements. Mais c'est aussi la création d'une nouvelle correspondance entre les lignes 13 (Champs-Élysées-Clémenceau / Carrefour Pleyel et Porte de Clichy) et 1 (Vincennes-Neuilly), grâce à laquelle les voyageurs de la ligne 13 peuvent atteindre l'Est et l'Ouest de Paris avec un seul changement. Début 1977, la RATP aura réuni les lignes 13 et 14 (Invalides - Porte de Vanves), de Champs-Élysées-Clémenceau à Invalides. Ce nouvel axe Nord-Sud, sera en correspondance avec la quasi-totalité des lignes de métro. Mais le projet des hommes de la RATP est de prolonger cet axe en banlieue. Plus qu'un projet, c'est un engagement puisque le métro sera à Saint-Denis et. Châtillon-s/Bagneux en 1976. RATP DES HOMMES QUI ONT A CŒUR DE FACILITER VOS DEPLACEMENTS.

DUNHILL Le pres dans une... (Large advertisement for Dunhill cigarettes, partially obscured by a large shadow on the right side of the page.)

LEUR FAMILLE

rencontre familiale

... de l'opinion de la part de la presse internationale...
 ... l'Etat hébreu la route à ce moment...
 ... l'engagement une rencontre...
 ... des jeunes qui ont été recrutés...
 ... suite à une seule réponse à ces questions...

... de l'opinion de la part de la presse internationale...
 ... l'Etat hébreu la route à ce moment...
 ... l'engagement une rencontre...
 ... des jeunes qui ont été recrutés...
 ... suite à une seule réponse à ces questions...

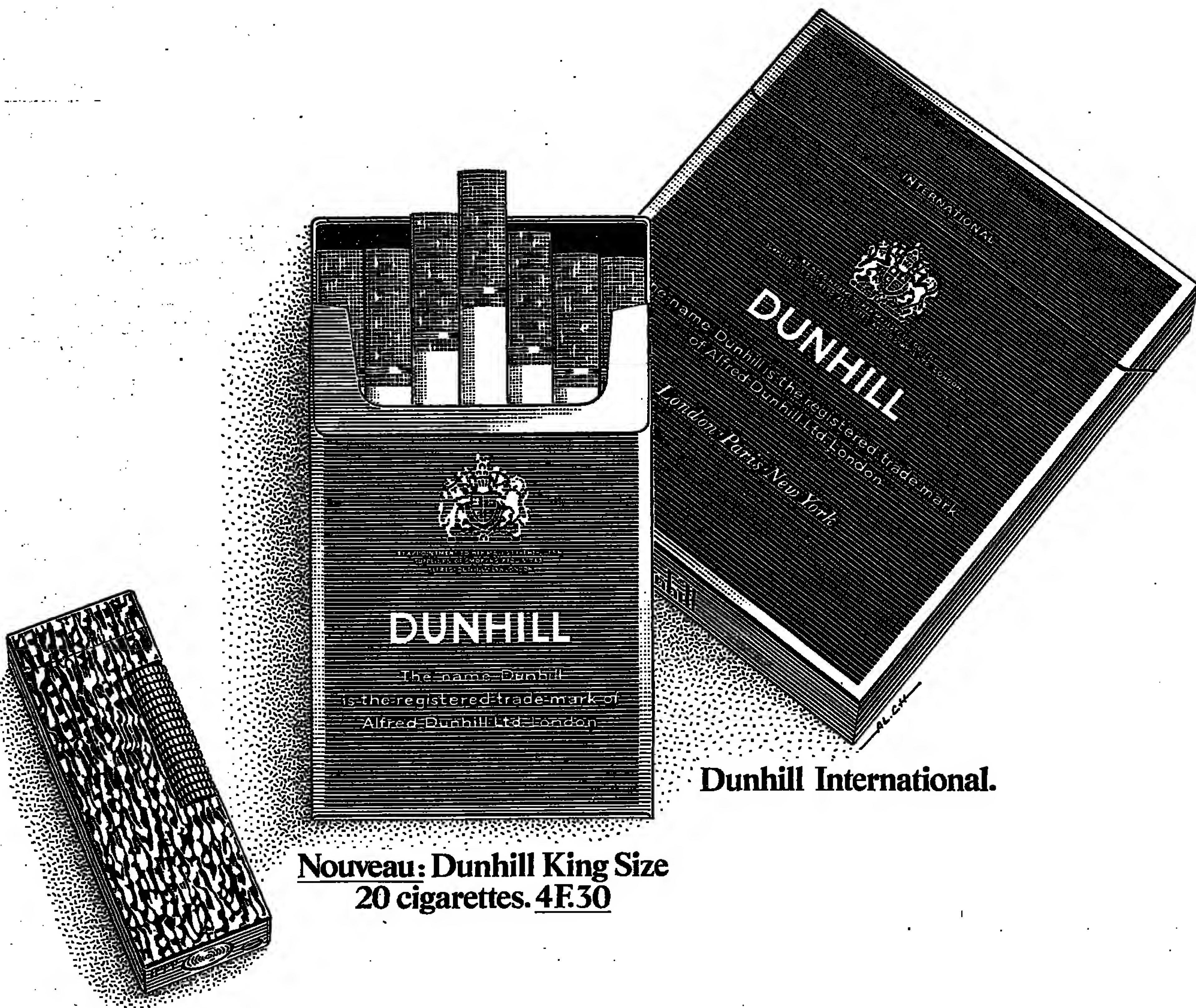
... de l'opinion de la part de la presse internationale...
 ... l'Etat hébreu la route à ce moment...
 ... l'engagement une rencontre...
 ... des jeunes qui ont été recrutés...
 ... suite à une seule réponse à ces questions...

ALAIN WOODS



DUNHILL KING SIZE

Le prestige Dunhill dans une autre dimension.



Nouveau: Dunhill King Size 20 cigarettes. 4F.30

Dunhill International.

dunhill Internationally acknowledged to be the finest cigarettes in the world.

دخان الملك الاصلي

PAMENAGE AXE NORD-SUD.



DU 1977, DE CHARENTAIS-CLEMENCEAU & BOURGEOIS, LA RATP REALISE LA JUNCTION AVEC LA LIGNE 14.

Debut 1977, la RATP aura réouvert les lignes de Charentais-Clemenceau et Bourgeois. Plus qu'un simple engagement, c'est un défi lancé à Saint-Denis-Charentais-Bourgeois.

... DE VOS DEPLACEMENTS.

ÉDUCATION

FIDÈLE AU PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

L'UNEF (Renouveau) veut aussi s'ouvrir à tous les étudiants

De notre envoyé spécial
Lyon. - Le congrès annuel de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF)...

Difficultés d'organisation et défections de délégués : les adhérents de l'UNEF...

LITTÉRAIRES ET JEUNES

Vingt ans et trois mois, telle est la moyenne d'âge des sept cents délégués présents au congrès de l'UNEF...

ciné-clubs, la vente de polycopiés, l'organisation de voyages, la recherche d'un logement...

ANGLAIS : STAGES DE FORMATION PERMANENTE
1. - Anglais - recyclage : 50 heures (5 h. x 10 sem.)
2. - Anglais - initiation : 48 h. (12 h. x 4 s.)

Les réactions au projet de réforme LE SORT DE LA PHILOSOPHIE ET DE L'HISTOIRE

M. René Haby apporte, dans un article publié dans le Figaro, ce lundi 3 mars, des précisions sur le sort réservé à la philosophie et à l'histoire dans sa réforme...

Le syndicat national des administrateurs de l'éducation nationale (UNEAEN), qui vient de publier son rapport...

RECTIFICATIF. - Quelques mois sautes ont rendu incompréhensible une phrase de l'article 'Une telle attitude n'est évitablement...'...

ANDRÉ MEURY.
J'ai lu dans le Monde du 9-10 février les déclarations de M. Chirac sur la francophonie...

CARNET

Naissances

M. Antoine Haas et Mme, née Marie-Odile Bazoche, laissent à Michel, Anne-Lise et Marie-Liesse la joie d'annoncer la naissance de leur petit frère...

Marriages

Mme Simone KUN, née Geneviève KUN, a épousé M. Jean-Louis KUN...

Décès

Le pasteur et Mme Daniel Lachère, née Geneviève Lachère, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

Dr ROBERT SOUPAULT

Nous sommes priés de faire part du décès du docteur ROBERT SOUPAULT, chirurgien de l'oreille, du nez et de la gorge...

JEUNESSE

S'adressant au mouvement Gen Fest PAUL VI ÉVOQUE LA CONTESTATION DU MONDE MATERIALISTE PAR LES JEUNES

Paul VI s'est adressé, le dimanche 2 mars, aux vingt mille jeunes du mouvement international Gen Fest...

M. Jean-François Chanayon et Mme, née Colette Trémoche, ont le regret de faire part du décès de leur petite fille...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles KOSKAS, négociant en bois...

Mme Geneviève KUN, née Geneviève KUN, a épousé M. Jean-Louis KUN...

Le pasteur et Mme Daniel Lachère, née Geneviève Lachère, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

Mme Simone KUN, née Geneviève KUN, a épousé M. Jean-Louis KUN...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

La direction générale et le personnel de SPT-Boisgarnier ont le regret de faire part du décès de M. Georges SEILLE...

De Cannes. Mme Marcelle Viard, née Geneviève Viard, a épousé M. Jean-Louis Viard...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

M. et Mme Georges de Masson d'Autume, ont le regret de faire part du décès de leur fils...

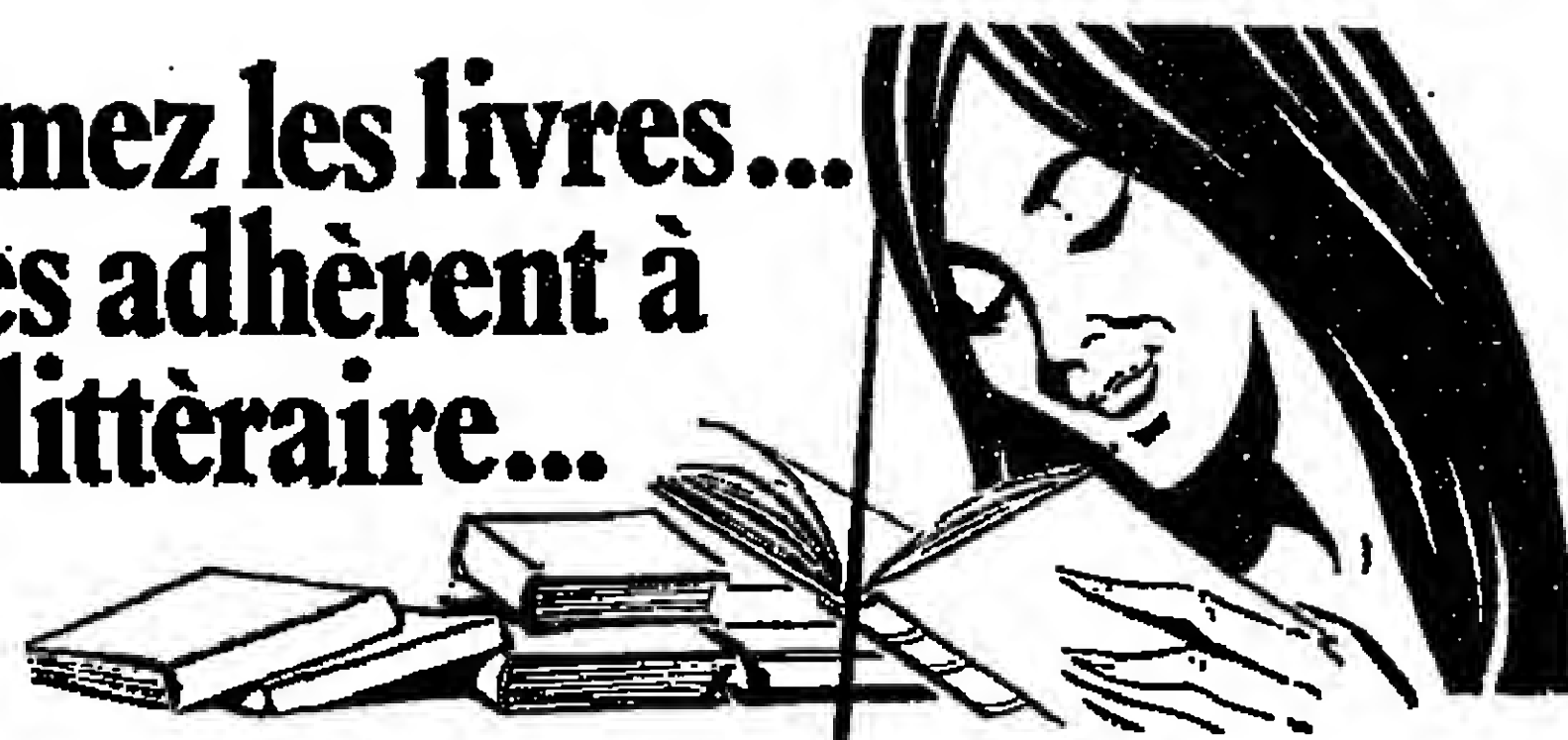
A L'HOTEL DROUOT
Mardi
EXPOSITIONS
S. 1. - Céramique de la Chine et Compagnie des Indes...

Pour Lui...

- De l'Acajou,
- Du Chêne,
- Du Sapelli,
- De l'Afromasia,
- et
- Bien d'autres...



Si vous aimez les livres...
... si vous êtes adhérent à
un club littéraire...



Pour Elle...

- Du Merisier,
- Du Chêne clair,
- Du Stratifié blanc
- Ou Brut à peindre,
- Ou à tapisser,
- etc, etc...

et... si vous ne savez plus où les mettre

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

VOUS OFFRE

100 modèles vitrés

SUPERPOSABLES - JUXTAPOSABLES - DÉMONTABLES
ACCORDABLES - ÉTROITS - LARGES - PROFONDS - HAUTS

...et une infinité de combinaisons

TOUS NOS MODÈLES
SONT EN MULTIPLI
MONTANTS EN AGGLOMÉRÉ,
PLACAGE ACAJOU
TRAITÉ ÉBÉNISTERIE
VERNIS CELLULOSIQUE
SATINÉ,
TEINTE ACAJOU MOYEN
S'HARMONISANT AVEC
TOUS LES STYLES.

FONDS CONTRE-PLAQUE,
VITRES CLAIRES
COULISSANTES AVEC ONGLETS,
BORDS DOUCIS.

STABILITÉ GARANTIE

STANDARD VITRÉES
JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
ACCORDABLES



Installez-vous

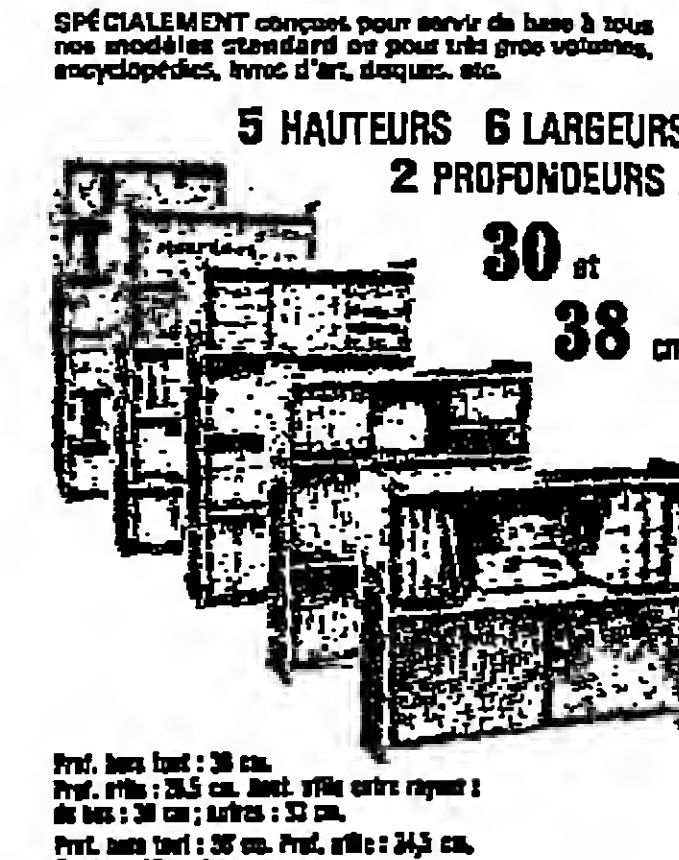
ULTRA RAPIDEMENT

vous-même

à
des

PRIX IMBATTABLES

GRANDE PROFONDEUR
VITRES - JUXTAPOSABLES
SUPERPOSABLES - ACCORDABLES

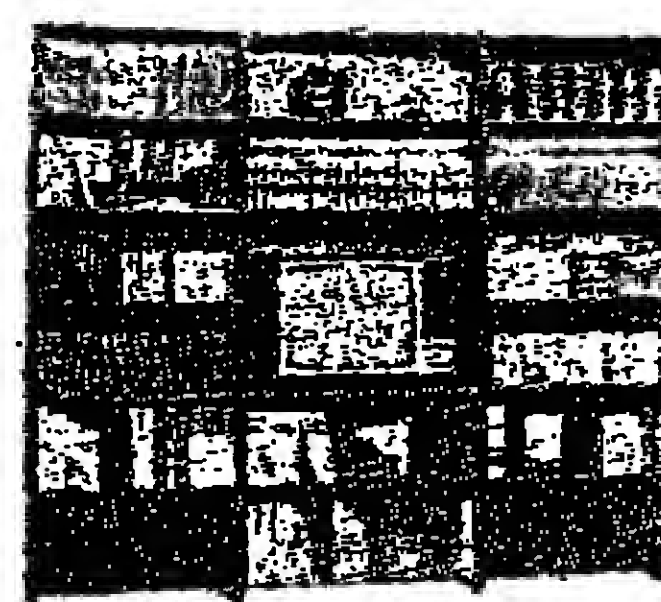
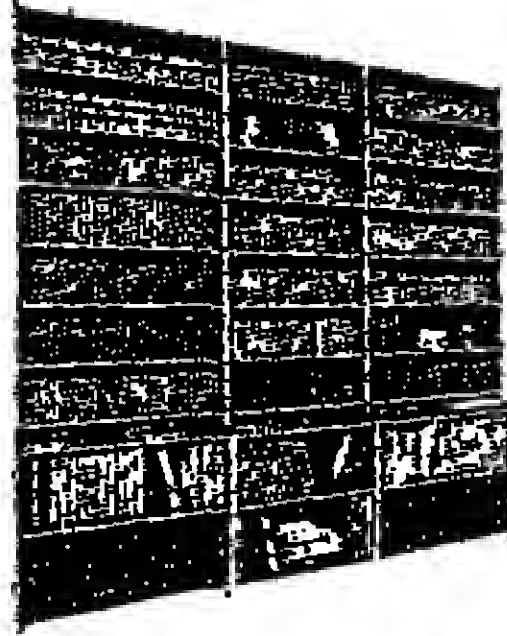
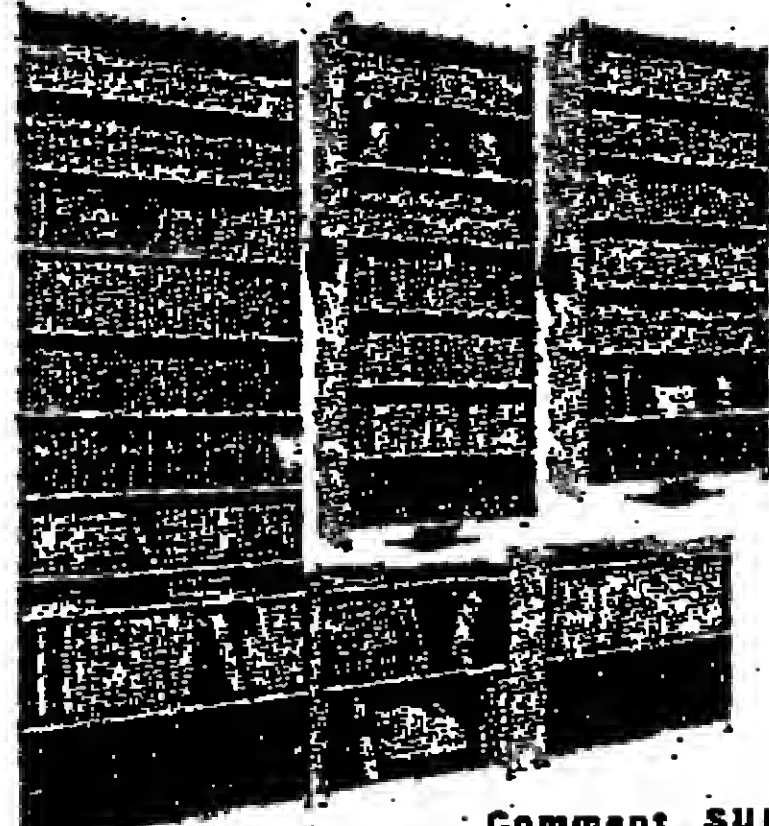


DÉPARTEMENT SUR MESURES
NOMBREUX BOIS

vernis - cirés - struflé blanc
DEVIS GRATUIT RAPIDE
DÉLAIS D'EXECUTION GARANTIS
POSSIBILITE DE GRANDES INSTALLATIONS
ULTRA RAPIDES
AVEC NOS MODELES STANDARD ET DE SERIE.
LIVRAISON FRANCO

Parmi nos dernières installations
Ambassades de Belgique, des Etats-Unis, d'Iran,
Maires de Strasbourg, de Douville,
Préfectures de la Somme, de l'Indre,
de la Gironde, de la Savoie,
Institut des Sciences Politiques,
Ecole Supérieure de Physique et Chimie de Paris,
Centre Universitaire Dauphine,
Ecole Supérieure de Guerre,
Ministère de l'Équipement et du Logement,
de l'Économie et des Finances,
Comité d'Entreprise
Rhône-Poulenc, Pechiney-Ligine-Kuhlmann,
Société Lyonnaise des Eaux, Pommery,
Société Bordelaise, l'Air Liquide,
Centre National du Commerce extérieur, etc.

100 COMBINAISSONS D'ASSEMBLAGE PAR SIMPLE POSE, SANS AUCUNE FIXATION



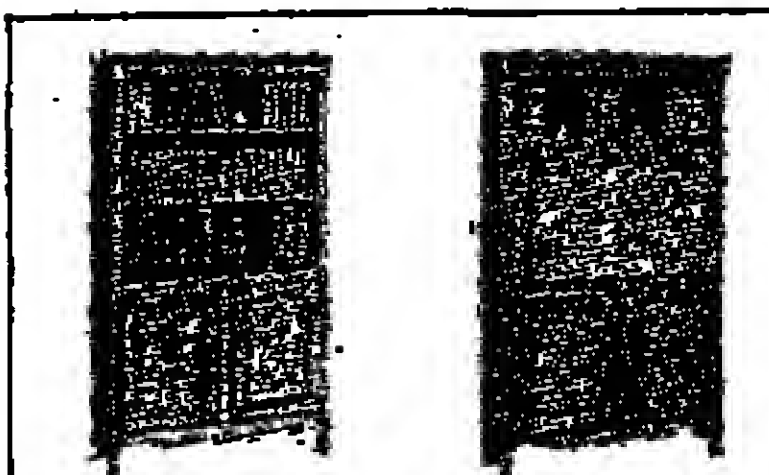
Comment JUSTER
Tous nos modèles de vitres PRO-
FONDEUR, sans aucune fixation,
sont livrés avec nos vitres
sans aucune fixation.

JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION
DE 2 MODÈLES DE SERIE VITRES, SANS AUCUNE FIXATION PAR SIMPLE POSE.
Exemple d'une vitre juxtaponnée de hauteur 94 et 78 cm de large, 11 par
superposition de modèles standard (prof. 20 ou des modèles grande profondeur prof. 30
ou 38 cm) de hauteur 94 et 78 cm de large, 11 par. Hauteur 200 cm.
Largeur 222 cm, profondeur 30 et 38 cm. Coût total : prix de 1.800 francs env.

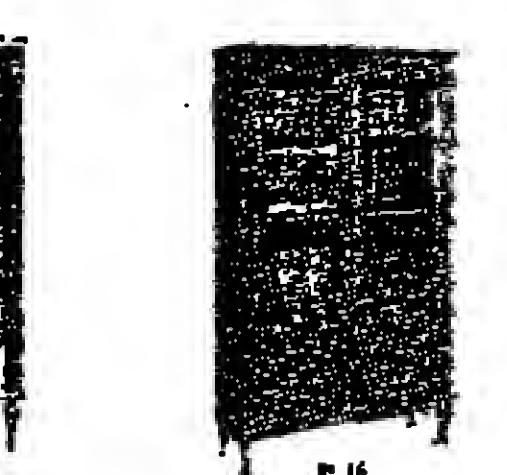
JUXTAPOSITION
DE 3 MODÈLES, PROFONDEURS 20 et 30 cm, VITRES SANS AUCUNE FIXATION PAR SIMPLE
POSE.
Exemple de l'ensemble 222 cm, largeur 222 cm, profondeur 30 et 38 cm, hauteur
222 cm. Coût total : prix de 2.100 francs env.

JUXTAPOSITION
DE 3 MODÈLES, TRES PROFONDES (dont 1 avec étagère et de 2 étages) 1/4 de rang,
sans aucune fixation, par simple pose.
Exemple de l'ensemble 222 cm, largeur 222 cm, hauteur 222 cm, hauteur 222 cm.
Coût total : prix de 2.100 francs env.

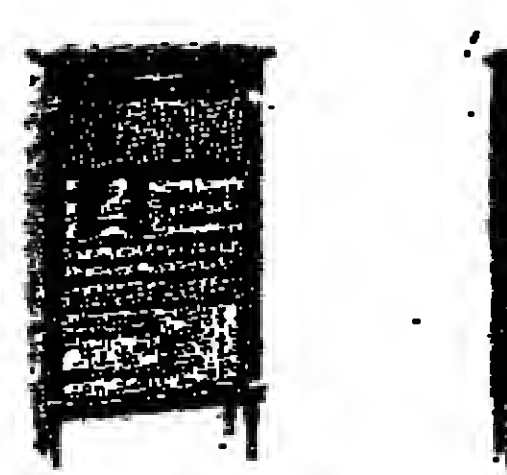
BIBLIOTHEQUES DE STYLE — SPÉCIALITÉ DE RUSTIQUES



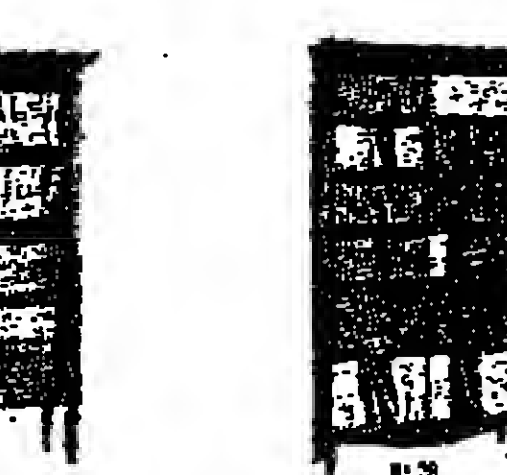
REGENCE
Ce modèle rustique est réalisé en
chêne massif et offre une élégance
particulière. Hauteur 180 cm, largeur 100 cm, profondeur 20 cm.
Coût total : prix de 1.200 francs env.



P-10
Modèle rustique, d'une grande hauteur de
180 cm, largeur 100 cm, profondeur 20 cm.
Coût total : prix de 1.200 francs env.



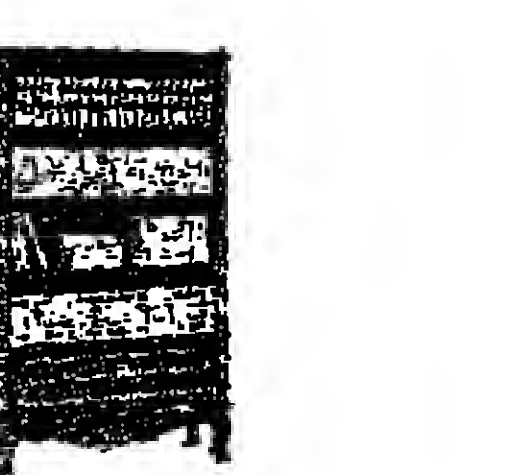
P-11
Modèle rustique, d'une grande hauteur de
180 cm, largeur 100 cm, profondeur 20 cm.
Coût total : prix de 1.200 francs env.



P-12
Modèle rustique, d'une grande hauteur de
180 cm, largeur 100 cm, profondeur 20 cm.
Coût total : prix de 1.200 francs env.



P-13
Modèle rustique, d'une grande hauteur de
180 cm, largeur 100 cm, profondeur 20 cm.
Coût total : prix de 1.200 francs env.



P-14
Modèle rustique, d'une grande hauteur de
180 cm, largeur 100 cm, profondeur 20 cm.
Coût total : prix de 1.200 francs env.

VISITEZ NOS EXPOSITIONS
OUVERTES TOUS LES JOURS
MÊME LE SAMÉDI

FRANCE
BORDEAUX - 10, rue Bouffard - Tél. 44 39 42
CLERMONT-FD - 22, rue G. Clémenceau - Tél. 69 87 06
GRENOBLE - 58, rue Saint-Laurent - Tél. 44 62 24
LILLE - 88, rue Esquermoise - Tél. 55 89 38 (fermé le lundi matin)
LYON - 8, rue de la République - Tél. 28 38 51

MARSEILLE - 109, rue Paradis - Tél. 37 60 54 (fermé le lundi matin)
NANTES - 9, rue J.-J. Rousseau - Tél. 73 78 48
NICE - 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville) - Tél. 80 14 89
RENNES - 18, quai Emile-Zola (près du Musée) - Tél. 30 26 77 (fermé le lundi)
TOULOUSE - 2 et 3, quai de la Daurade - Tél. 21 68 71

ÉTRANGER
BELGIQUE - BRUXELLES 1000 - 54, rue du Midi - Tél. (25) 12 78 16
LIEGE 4000 - 47, bd d'Avroy - Tél. (04) 23 32 04
PAYS-BAS - BUSSUM - 3, Stichtmanlaan, P.O. Box 478
PORTUGAL - FARO - Rua Infante D. Henrique 91 - 1.º Esq.
CANADA - MONTREAL 367 E. P.Q. - 10.485, bd Saint-Laurent

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

La plus moderne des maisons spécialisées
" EN MONTPARNASSE " 61, RUE FROIDEVAUX - 75014 PARIS
Magasins ouverts TOUS LES JOURS MÊME LE SAMÉDI
de 9 h. à 19 heures sans interruption
MÉTRO: DENFERT-ROCHEREAU, GAITÉ, RASPAIL, EDGAR-QUINET AUTOBUS: 26-38-58-68

BON POUR CATALOGUE GRATUIT

Envoyez nous sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRÉES
contenant tous détails, hauteur, largeur, profondeur, bois, coloration, prix, demande
de devis, etc.

ou APPELEZ LE

633.73.33
RÉPONSEUR AUTOMATIQUE (même la nuit et les jours fériés)
VOUS RECEVREZ NOTRE CATALOGUE ILLUSTRÉ PAR RETOUR.

EXPOSITION A LA FOIRE INTERNATIONALE DE NICE
du 6 au 17 Mars 1975

صكزا حن الأصل

SPORTS

AUTOMOBILISME

LE GRAND PRIX D'AFRIQUE DU SUD

Jody Scheckter prophète en son pays

De notre envoyé spécial

Johannesburg. — Le Sud-Africain Jody Scheckter, excepté les trois premiers tours, a dominé de bout en bout le Grand Prix d'Afrique du Sud, troisième épreuve comptant pour le championnat du monde des conducteurs.

Jody Scheckter a remporté, sur le circuit de Kyalami, son troisième grand prix de formule 1. Tout semblait cependant indiquer qu'il n'aurait pas la joie de gagner devant cent mille de ses compatriotes.

UNE JOLIE FEMME DANS LA COURSE

Johannesburg. — Lella Lombardi a du charme et de la gentillesse plain le visage. Elle s'occupe en premier lieu de sa voiture, tant elle s'agit d'attendre au tournant par les ajustements de la direction.

Il n'empêche que le 11 mars elle a livré le plus dur combat de sa carrière de pilote, tant elle savait, sans le lui faire savoir, qu'elle était attendue au tournant par les ajustements de la direction.

Elle a trente-trois ans et une solide expérience de la compétition. C'est tout le contraire d'une bricoleuse d'une tête folle.

Elle a trente-trois ans et une solide expérience de la compétition. C'est tout le contraire d'une bricoleuse d'une tête folle.

Tout s'est ensuite présenté en même temps : une formule 1 pour le Championnat du monde des conducteurs, et un prototype Alpine Renault 2 litres pour les courses du Championnat du monde des marques.

Les Tyrrell s'étaient montrés complètement dépassés. Un autre coup dur frappait Scheckter quelques heures avant le départ de l'épreuve, dans une séance d'essais privés.

Mans avec une autre femme pilote bien connue, Maria-Claudia Beaufort, pour la première fois un équipage féminin.

Bien accueillie par les pilotes de formule 1, Lella Lombardi sait tout bien que la partie n'est pas gagnée mais pas tout fait gagnée.

Comme le veut l'usage, Lella Lombardi n'est pas encore très connue dans son pays.

Volé donc une fille heureuse, sans complexe et peu sensible aux revendications du sexe dit faible.

RUGBY

L'IRLANDE BAT LA FRANCE 25 A 6

Pour Bill McBride, l'essai de la centième heure

Dublin. — Ce fut comme si le pré de Lansdowne-Road, dans la banlieue de Dublin, avait soudainement fleuri des mille joies touchées de sang qu'a connues ce peuple étrange dont les guerres sont gaies et les chansons sont tristes.

Ce n'est pas une grande équipe d'Irlande qui a ainsi pris de vitesse nos joueurs et en a affolé l'équipe de France.

Publiés. Les trois Irlandais aux semelles de vent semblaient se ruer d'eux et c'est Ensor, superbe tout au long du match, qui se jette sous les poteaux français.

L'avocat de Belfast Tout près de la ligne irlandaise Astre, une balle d'essai en main, ajuste mal sa passe.

L'Irlande a battu la France par 25 à 6, à Dublin, en un match comptant pour le Tournoi des cinq nations.

Automobilisme GRAND PRIX D'AFRIQUE DU SUD

Basket-ball CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION

Cross-country NATIONAL A CHARENTES

Alors les deux mille enfants venus de Blackrock et de Glasnevin, de Donybrook et de Chapelisod, deux mille gamins emmitouflés dans leurs écharpes vertes, deux mille gosses fous de joie submergent la pelouse et s'agrippent à Bill le Buffle.

Ce n'est pas une grande équipe d'Irlande qui a ainsi pris de vitesse nos joueurs et en a affolé l'équipe de France.

Un travail obstiné Pour ces chercheurs intolérables de la perfection corporelle, on aurait aimé un public plus nombreux que les 850 spectateurs du samedi 1er mars.

Les résultats DAMES Concours général. — 1. Medvecky (Hong.), 36,50 pts ; 2. Matrasova (Pol.), 34,20 pts ; 3. Dorozovica (Tché.), 32,50 pts ; 4. Schmitt (R.F.A.), 31,35 pts ; 5. Tranova (R.D.A.), 29,50 pts ; 6. N. Audin (Fr.), 28,45 pts ; 7. Servotte (Belg.), 28,40 pts ; 8. Egervari (Hong.), 24,35 pts ; 9. Segarra (Fr.), 23,30 pts ; 10. Chatarova (Bulg.), 21,70 pts.

Handball CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (Séances journalières)

Hippisme Le prix Robert-Hennessy, disputé à Auteuil, et comptant pour les deux derniers jours de la saison.

Gymnastique GRAND PRIX DE PARIS MESEMBREURS

Alors les deux mille enfants venus de Blackrock et de Glasnevin, de Donybrook et de Chapelisod, deux mille gamins emmitouflés dans leurs écharpes vertes, deux mille gosses fous de joie submergent la pelouse et s'agrippent à Bill le Buffle.

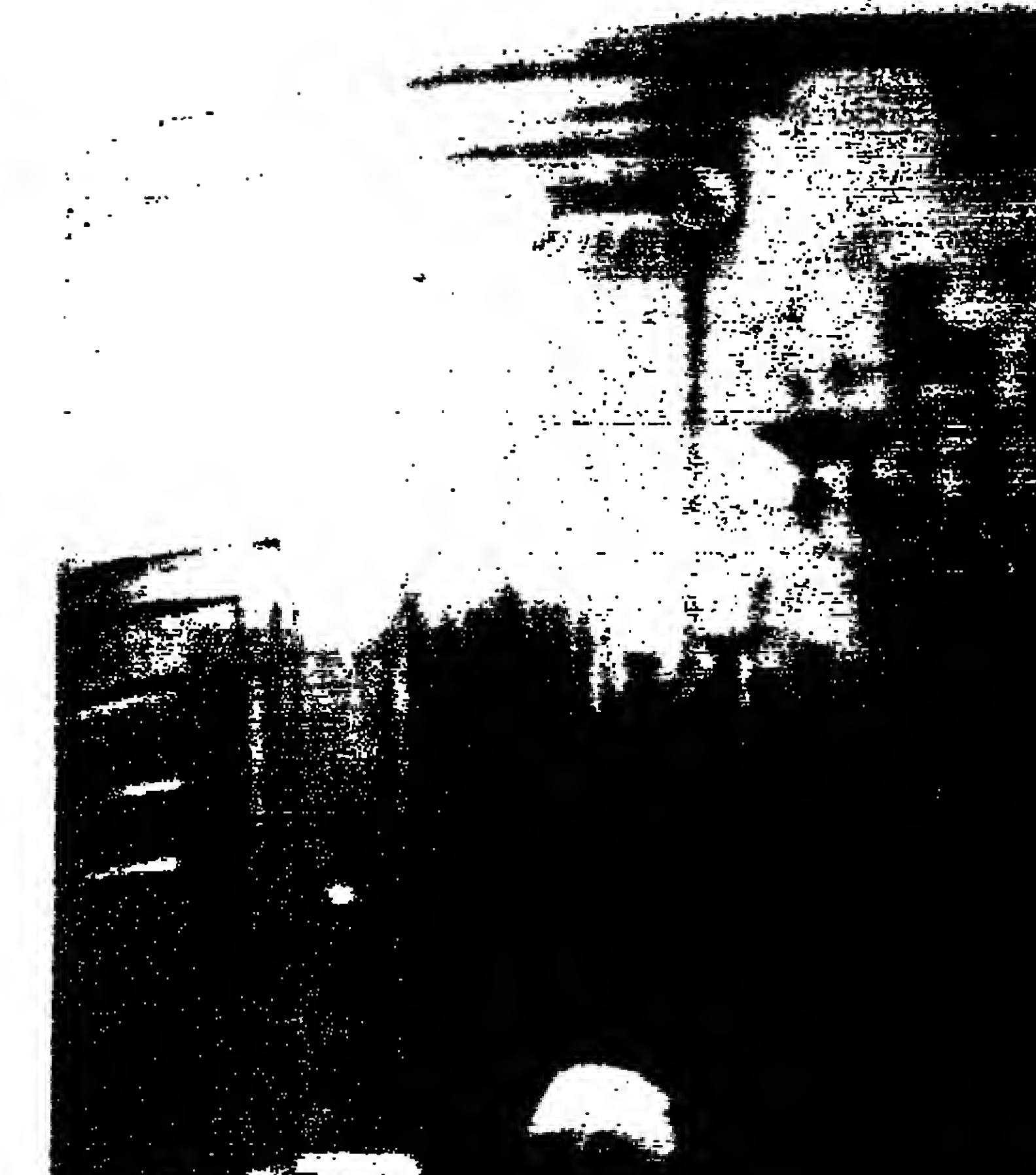
Un travail obstiné Pour ces chercheurs intolérables de la perfection corporelle, on aurait aimé un public plus nombreux que les 850 spectateurs du samedi 1er mars.

Les résultats DAMES Concours général. — 1. Medvecky (Hong.), 36,50 pts ; 2. Matrasova (Pol.), 34,20 pts ; 3. Dorozovica (Tché.), 32,50 pts ; 4. Schmitt (R.F.A.), 31,35 pts ; 5. Tranova (R.D.A.), 29,50 pts ; 6. N. Audin (Fr.), 28,45 pts ; 7. Servotte (Belg.), 28,40 pts ; 8. Egervari (Hong.), 24,35 pts ; 9. Segarra (Fr.), 23,30 pts ; 10. Chatarova (Bulg.), 21,70 pts.

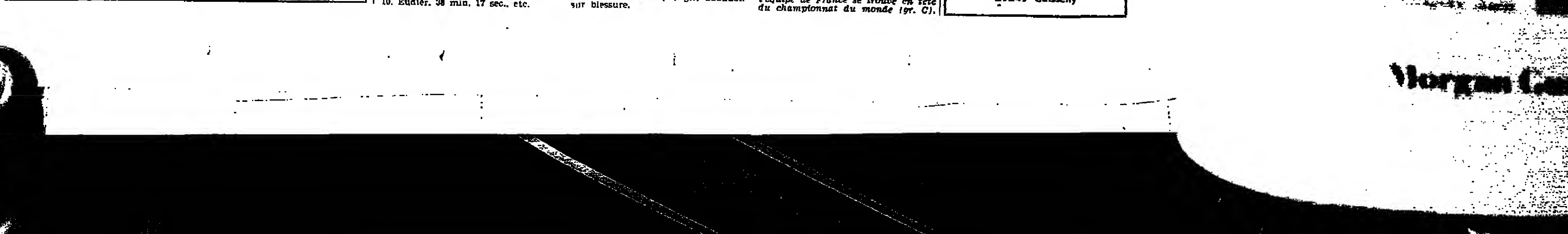
Handball CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (Séances journalières)

Hippisme Le prix Robert-Hennessy, disputé à Auteuil, et comptant pour les deux derniers jours de la saison.

Gymnastique GRAND PRIX DE PARIS MESEMBREURS



Advertisement for 'VOILE EN BRETAGNE' featuring text about sailing events and contact information for C.N. GUISSÉNY. The text includes details about the 17th annual regatta and the location at the Nautical Center of Guissény.



RUGBY

LA FRANCE 25 A 6

l'essai de la centième heure

Après la victoire d'aujourd'hui, la France a gagné son titre de champion du monde. C'est la première fois que l'équipe nationale remporte ce trophée. Les joueurs ont été récompensés pour leur performance remarquable.

Le capitaine de l'équipe a déclaré que c'est une grande fierté pour eux. Ils ont travaillé dur pendant toute la saison pour arriver à ce moment-là.

GYMNASTIQUE

UNE CHANSON DE GESTE

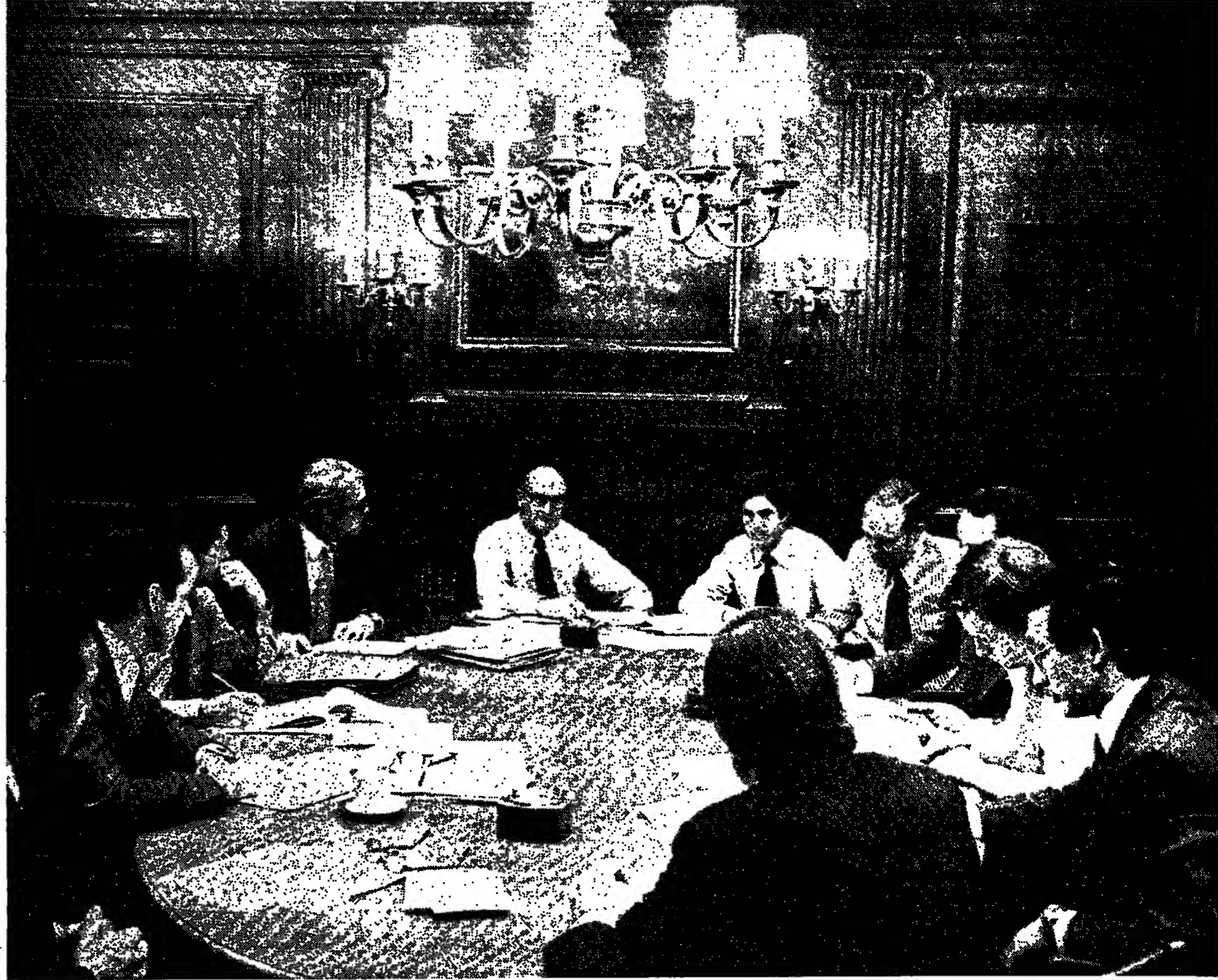
Cette année 1975 a été marquée par de nombreux succès pour l'équipe française de gymnastique. Les athlètes ont montré un niveau de performance exceptionnel lors des compétitions internationales.

Le travail acharné des entraîneurs et des athlètes a permis d'atteindre ces résultats. C'est une véritable chanson de geste pour notre pays.

resultats

Table with multiple columns and rows containing names and results of various events. Includes sections for 'Handball' and 'Hockey sur glace'.

Membre FDIC.



Morgan Guaranty réunit fréquemment dans les principaux centres financiers ses représentants venus du monde entier. A New York, Robert Hill, Senior Vice President (au centre) anime une discussion sur l'actualité bancaire internationale.

Pour trouver des solutions rapides à des problèmes financiers complexes, à l'échelon international, songez à Morgan Guaranty

Toute affaire pose des problèmes plus complexes quand elle est conduite à l'échelle internationale. Là il vous faut une banque qui allie ressources puissantes et expérience approfondie; une banque aux circuits de communication courts avec des équipes soudées, aux réactions rapides. Si tels sont vos besoins, songez à Morgan Guaranty. Les bureaux de Morgan dans tous les centres financiers clés, aux États-Unis, en Europe, au Moyen-Orient, en Extrême-Orient et en Amérique du Sud, sont dirigés par des hommes dont le niveau de compétence en finance internationale est hors du commun. Ces hommes sont en contact permanent avec notre réseau mondial. La plupart d'entre eux, d'ailleurs, ont travaillé dans plusieurs établissements de la Banque Morgan, et connaissent intimement l'économie, l'industrie et le marché financier de différents pays. Ils savent aussi où trouver dans



la banque les compétences plus spécifiques que pourrait exiger votre problème. Cela signifie que chaque responsable chez Morgan peut à tout instant mobiliser les talents et l'expérience nécessaires pour vous apporter les services financiers dont vous pouvez avoir besoin. Quels que soient le pays, la devise ou l'objectif à atteindre. Morgan Guaranty est une banque exceptionnelle, aux structures légères et souples. Elle sert déjà 96 des 100 plus importantes sociétés mondiales. Et un grand nombre de plus petites aussi. Si vous avez besoin d'une banque hors du commun, téléphonez à celui de nos bureaux qui vous conviendra.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23 Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, Place Vendôme, Paris (téléphone : 260.35.60) • AUTRES SUCCURSALES : Londres, Bruxelles, Anvers, Francfort, Düsseldorf, Munich, Zurich, Milan et Rome (Banca Morgan Vonwiller), Tokyo, Nassau • BUREAUX DE REPRÉSENTATION : Madrid, Beyrouth, Sydney, Hong-Kong, Sao Paulo, Caracas • ASSOCIÉS dans 31 pays • FILIALES BANCAIRES INTERNATIONALES AUX ETATS-UNIS : San Francisco, Houston.

Morgan Guaranty Trust Company

مركزنا من الأهل

A GRENOBLE

La cour d'appel réforme le jugement condamnant le directeur de l'agence...

Le Monde LA STAMPA THE TIMES DIE WELT

Europa

EUROPE U R O P A EUROPA

Publié simultanément en Allemagne Fédérale, en France, en Grande-Bretagne et en Italie

Une interview du président de la Banque mondiale

« Il faut frapper la pauvreté à la source : dans les régions rurales » nous déclare M. Robert McNamara

Pendant vos sept premières années à la Banque mondiale, vous avez choisi d'encourager le développement par le haut...

UX temps insoucients où nous tenions la prospérité pour acquise, l'aide au tiers-monde apparaissait comme une grâce qu'il convenait de réserver aux élus...

Et ceux qui ont fait continuellement d'avoir faim. Quel le sait ? Qui s'en soucie ? Réponse : M. Robert McNamara, le président de la Banque mondiale...

accordée à « Europa », expose la stratégie révolutionnaire dans laquelle s'engage la Banque mondiale et révèle les deux nouveaux plans qu'il prépare pour 1975...

ment, c'est une cause de déséquilibre. Economiquement, c'est désastreux. Moralement, c'est indéfendable. Quelle est l'évolution de l'aide économique des pays industrialisés ?

Notre objectif n'a pas changé. Nous cherchons toujours, à améliorer le niveau de vie de tous les peuples en voie de développement...

de nous demander de ne les investir que là où elles assurent aux pays en voie de développement des dividendes substantiels...

de votre mandat à la Banque ? Et même, au-delà, d'ici une ou deux décennies ? Je crois qu'il nous sera possible de progresser lentement vers la direction que je viens d'indiquer...

de nous assurer que nos projets contribuent à réduire cette inégalité et que les conseils d'ordre politique que nous donnons aux gouvernements y contribuent également.

de nous assurer que nos projets contribuent à réduire cette inégalité et que les conseils d'ordre politique que nous donnons aux gouvernements y contribuent également.

Le fort vers le faible

Mais je tiens à souligner que cette condition, si elle est nécessaire, n'est pas suffisante pour justifier l'existence de notre institution. En effet, nous ne sommes pas une banque commerciale.

de nous assurer que nos projets contribuent à réduire cette inégalité et que les conseils d'ordre politique que nous donnons aux gouvernements y contribuent également.

de nous assurer que nos projets contribuent à réduire cette inégalité et que les conseils d'ordre politique que nous donnons aux gouvernements y contribuent également.

de nous assurer que nos projets contribuent à réduire cette inégalité et que les conseils d'ordre politique que nous donnons aux gouvernements y contribuent également.

M. ANSARY : Nous n'aidons pas seulement les pays en voie de développement

A propos de l'aide au tiers-monde, « Europa » a également posé quelques questions à M. Ansary, ministre iranien des finances.

L'Iran a-t-il conscience d'avoir mis les pays les moins développés dans une position particulièrement difficile en favorisant l'augmentation des prix du pétrole, et peut-il le reconnaître ouvertement ?

Nous avons toujours considéré que les prix des biens industriels avaient commencé à flamber bien avant que les prix du pétrole ne décollent. Dès 1970, puis en 1971, 1972 et 1973, dans de nombreux discours à Téhéran, à Tokyo et ailleurs...

L'Iran a-t-il conscience d'avoir mis les pays les moins développés dans une position particulièrement difficile en favorisant l'augmentation des prix du pétrole, et peut-il le reconnaître ouvertement ?

Nous avons toujours considéré que les prix des biens industriels avaient commencé à flamber bien avant que les prix du pétrole ne décollent. Dès 1970, puis en 1971, 1972 et 1973, dans de nombreux discours à Téhéran, à Tokyo et ailleurs...

L'Iran a-t-il conscience d'avoir mis les pays les moins développés dans une position particulièrement difficile en favorisant l'augmentation des prix du pétrole, et peut-il le reconnaître ouvertement ?

Nous avons toujours considéré que les prix des biens industriels avaient commencé à flamber bien avant que les prix du pétrole ne décollent. Dès 1970, puis en 1971, 1972 et 1973, dans de nombreux discours à Téhéran, à Tokyo et ailleurs...

L'Iran a-t-il conscience d'avoir mis les pays les moins développés dans une position particulièrement difficile en favorisant l'augmentation des prix du pétrole, et peut-il le reconnaître ouvertement ?

avez-vous fait des erreurs au cours de vos sept dernières années ? Qu'avez-vous appris ?

J'ai appris que le processus du développement est beaucoup plus complexe que je ne le pensais. Cela peut paraître naïf, mais je crois que c'est une leçon que bien d'autres sont également en train d'apprendre.

Le développement rural à cette échelle échappe à toute solution très simple. On dirait qu'il y a une multitude de problèmes et de solutions. Voilà une idée toute simple qui va remettre les choses au point.

Non, non, je ne crois pas que ce soit un processus simple. Nous pensons au contraire que c'est extrêmement difficile à réaliser. Un très grand risque à prendre. Mais moins grand que tous les autres.

Je dis que c'est risqué parce que nous ne pouvons pas être certains et personne d'autre non plus, que les investissements réussissent à accroître la productivité de ces 800 millions de personnes, comme ils sont censés le faire. Comme le tiers de la terre, 80 % de ces 800 millions d'hommes, soit 640 millions, vivent dans des régions rurales, pour la plupart sur des exploitations de moins de 2 hectares, c'est-à-dire vraiment de toutes petites exploitations.

Le Japon et l'Inde (Forces) démontrent également que les petites exploitations peuvent être rentables, mais en Inde, au Bangladesh, au Pakistan ou en Indonésie, il n'est pas aussi facile d'assurer les moyens matériels, économiques et financiers nécessaires pour élever le niveau de vie de populations aussi nombreuses vivant sur des exploitations aussi réduites.

Et à l'avenir ? Qu'espérez-vous réaliser d'ici à la fin

Comment cette activité se fait-elle moralement ? Les banques classiques prêtent de l'argent à condition d'en tirer un revenu suffisant et elles ne posent pas de questions. Tandis que nous parlez de changements politiques et sociaux.

En effet, parce qu'il s'agit de la condition nécessaire du progrès dont nous parlons. Je voulais simplement faire observer que nous, la Banque, ne sommes pas totalement maîtres de notre destin, puisque le progrès économique ne dépend pas uniquement de nos investissements et de nos conseils dans ce domaine, mais aussi de changements politiques et sociaux.

La voie que nous prenons nous est tracée par les buts mêmes de notre institution : faire bénéficier les pays en voie de développement des ressources réduites fournies en grande partie par les pays industrialisés. Je crois que, depuis des centaines et des milliers d'années, les sociétés reconnaissent que le fort doit venir en aide au faible. C'est la base de toutes les sociétés et de la plupart des religions. Je crois que c'est la base fondamentale de l'assistance économique.

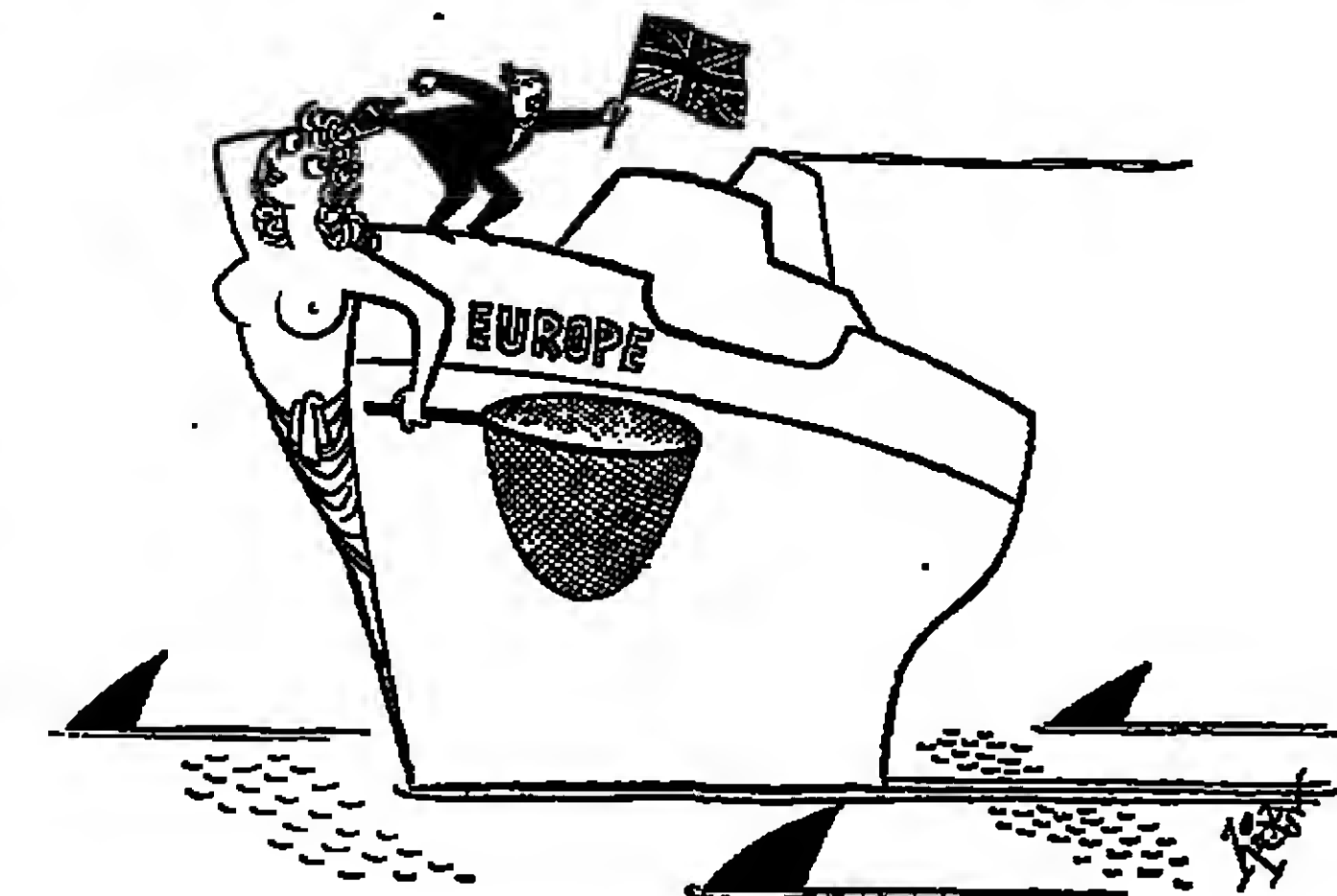
Lorsque j'exprime cette opinion, nombre de mes proches collaborateurs manifestent leur scepticisme : dans quelle mesure les impératifs moraux vont-ils continuer à pousser les pays industrialisés à accroître leur assistance ? Mais, si l'on peut en demander à l'assistance, on peut se tourner vers la morale, on peut se tourner vers l'égoïsme national : l'interdépendance n'est pas seulement un mot, c'est une des conditions mêmes de la vie.

Justime qu'il convient de distinguer un revenu réel par habitant qui diminue, d'un revenu réel qui stagne. Votre question devient alors celle-ci : peut-on demander à l'O.C.D.E. de maintenir le volume de son aide ? Je pense que oui et je pense qu'elle le doit, bien que son revenu réel par habitant en 1974 ait des chances d'être inférieur à celui de 1973. Parce

Propos recueillis par DAVID SPANIER (The Times) (Lire la suite page 26.)

Propos recueillis par DAVID SPANIER (The Times) (Lire la suite page 26.)

Propos recueillis par DAVID SPANIER (The Times) (Lire la suite page 26.)



On the contrary

« SMALL is beautiful », says the title of a well known book. It sounds plausible: think of babies, Shetland ponies, Dresden shepherdesses, family businesses, Provencal villages, the « fioriti » of St Francis. But is it altogether true? A current British pop song celebrates « Your little heart ». What next? « Your dear little eyes »? « Your tiny hand is frozen » from « la Bohème »?

Small countries, in particular, are usually in two minds about their size. « Poor little Belgium » was a slogan coined in World War I; but Belgium's linguistic divisions are the result of Belgians having been pushed together long before by the larger powers. « Union fait la force », yes; but in Belgium's case « la force fait l'union ».

The union of Europe, by contrast, is voluntary. After World War II, the countries of Western Europe were all small by comparison with the giants in East and West; and small wasn't beautiful: it was poor, weak, and dependent. So Europeans have sought — in NATO, OEEC, and the European Community — to get the benefits of size while preserving those of smallness. Nearly thirty years ago, George Orwell warned us that if we fail to unite we should end up subordinate to one Great Power or the other. Today, with America and Russia even planning joint space exploration, small may still be beautiful: but it obviously isn't enough.

PANGLOSS.

La dure condition des plaideurs

L'UNITE européenne est possible dès aujourd'hui : les plaideurs pourraient, sur-le-champ, la créer. Car, qu'ils soient allemands, britanniques, italiens ou français, tous se plaignent que les procès soient longs, coûteux et que l'issue en soit incertaine.

Présentant sur ce point une unité sans faille, leurs gouvernements respectifs sont surtout remarquables par la médiocrité des efforts qu'ils consentent en faveur du justiciable.

(Lire notre étude comparative page 27.)

صكزا من الأمل

Sur le devant de la scène

LES CAPITAUX PÉTROLIERS

EUROPE

مركز من الأمل

BONN

PAYS à monnaie forte et à taux d'inflation bas, la République fédérale d'Allemagne est la cible privilégiée des investisseurs du Moyen et du Proche-Orient. La législation libérale sur les devises n'empêche aucun étranger qui entend placer son argent en Allemagne de le faire. Personne ne redoute que les sorties de capital étranger puissent un jour être rendues plus difficiles. La nationalisation des industries clés et des banques, réclamée à l'intérieur du parti social-démocrate, actuellement au pouvoir, par ceux qui se situent à gauche, n'est pas considérée comme un danger à prendre au sérieux. Aussi n'est-il pas étonnant que Bonn offre un climat à peu près idéal pour les investisseurs internationaux de capitaux.

Cette situation, les producteurs du pétrole l'exploitent aussi naturellement, mais personne ne sait exactement où et

combien de capitaux ils ont déjà investis en République fédérale. On a été informé seulement de deux engagements spectaculaires : la prise de participation de 25 % de l'Iran dans les usines Krupp de Bochum, en mai 1974, et l'entrée des Koweïtiens chez Daimler-Benz en décembre de l'année dernière. Pour sa prise de participation chez Krupp, dont le prix peut seulement être estimé, le chah a versé environ 200 millions de DM. Le gouvernement de Koweït a payé de son côté environ 1 milliard de DM à Mme Inge Quandt, veuve de l'industriel, et à son beau-frère, M. Herbert Quandt, pour les 14 % de participation au capital des prestigieux constructeurs de Mercedes, capital qui se monte à près de 1,3 milliard de DM.

Ce sont là les seules véritables grosses transactions et elles resteront sans doute les plus fortes prises de participation effectuées par les Etats pétro-

liers en République fédérale. Car le gouvernement de Bonn est en train d'élever des remparts de protection qui doivent empêcher les nouveaux riches, c'est-à-dire les potentats du pétrole, d'acquiescer trop de puissance sur les entreprises qui doivent rester, par exemple, pour des motifs de sécurité, exclusivement sous contrôle allemand. Ces efforts contre un excès d'aliénation sont devenus tout à fait visibles après que la Deutsche Bank eut acquis une participation de 29 % qui appartenait à Flick dans l'entreprise Daimler-Benz pour 2 milliards de DM en invoquant comme justification qu'elle entendait empêcher le départ de ce paquet d'actions vers l'étranger.

Certes il existe quelques doutes sur la version selon laquelle le chah d'Iran aurait voulu d'acquiescer ce paquet d'actions. Le manager de Flick, M. Eberhard Von Braunschweig, dément que les Iraniens aient

fait une offre pour ce paquet d'actions de Daimler-Benz. Mais il reste incontestable que les dirigeants financiers des pays exportateurs de pétrole sont intéressés à l'achat de participations dans les entreprises allemandes et cela aussi bien directement qu'en passant par la Bourse.

On peut soutenir avec certitude aussi que les cheikhs du pétrole ont contribué pour leur part à la remontée des cours des actions allemandes depuis leur niveau très bas du début d'octobre, remontée qui, jusqu'au milieu de février, atteignait 20 %. Les rois du pétrole trouvent accès aux Bourses allemandes en passant de préférence par les banques suisses, mais aussi par les sociétés d'investissements britanniques. Le secret bancaire empêche de savoir quels papiers ont déjà émigré. Mais on suppose qu'à l'heure actuelle des paquets d'actions de Mannesmann va-

lant des millions de deutschemarks — on les estime à au moins 10 % du capital, — ainsi que de la Deutsche Bank, de la Dresdner Bank et d'autres joyaux du marché des actions allemandes, se trouvent au fond des coffres-forts du Proche-Orient.

Mais les fonds pétroliers ne sont pas seulement investis sous forme d'actions. Ils le sont aussi en obligations. De plus en plus fréquemment, des sociétés financières koweïtiennes, par exemple, font leur apparition lorsque des entreprises, des Etats ou d'autres corporations lancent des emprunts libellés en deutschemarks. On peut supposer que davantage de pétrodollars ont déjà été investis en empruntant ce chemin que par l'achat d'actions allemandes, si l'on fait abstraction des deux prises de participation spectaculaires chez Krupp et Daimler-Benz.

CLAUS DERTINGER
(Die Welt)

LONDRES

LORSQUE la banque d'investissements Slater-Walker vendit pour à peine plus de 4 millions de livres sterling ses 207 % d'actions dans la société de construction Richard Costain à M. Al Tajar, ambassadeur des émirats arabes unis à Londres, c'était la première fois que des intérêts arabes entraient de façon massive dans un groupe industriel britannique. D'une façon générale, les capitaux arabes se sont placés, dans le secteur privé britannique, sous forme de valeurs de portefeuille ou dans l'immobilier. Il y eut cependant quelques autres opérations spectaculaires. Ainsi le consortium de commerce international Lombro a vendu huit millions de ses actions pour 6 millions de livres sterling au sheikh Nasser Sabah al Ahmed,

gendre du dirigeant koweïtien. Si l'on ajoute les parts qu'il détenait déjà auparavant, ses avoirs s'élevaient aujourd'hui à un total de 14 % de la compagnie, représentant, dit-on, à la fois ses propres intérêts et divers autres intérêts arabes privés. Il a acquis plusieurs autres participations dans l'industrie, dont une dans British Leyland. A l'âge de vingt-six ans, il vient de se voir offrir un siège au conseil d'administration de Lombro. Sa famille contrôle le consortium arabe d'investissements Gulf International.

Dans le secteur de l'immobilier, c'est l'Office d'investissements koweïtien et le sheikh d'Abou-Dhabi qui ont fait les titres des journaux, le premier pour avoir acheté l'an dernier

la société immobilière Saint-Martins pour 81 millions de livres sterling et le second pour avoir pris une participation de 36 millions de livres dans l'immobilier du siège de la compagnie d'assurances Commercial Union. Mais, à d'autres niveaux, on a pu assister à des achats continus d'immobilier par les Arabes, que ce soit à Londres ou en province, et notamment dans la région de Manchester. Les capitaux d'Abou-Dhabi, par exemple, ont été investis sous forme de participation majoritaire dans le Park Tower Hotel de Londres.

Une société a été créée pour gérer les intérêts arabes ; elle opère dans la région de Manchester sous le nom de Man-ream. Bien que certaines de

ses opérations aient fait les manchettes des journaux, les sommes investies ne représentent que quelques gouttes dans l'océan des capitaux arabes à placer dans les pays industrialisés, dont le Royaume-Uni. Le plus important et le plus actif des bureaux d'investissements est celui d'Abou-Dhabi, qui agit comme n'importe quel conseil en placements. L'office koweïtien a fait preuve récemment, lui aussi, d'un certain dynamisme, et il semble que le Qatar ait pour sa part l'intention d'accroître ses investissements. Aucun signe n'indique une telle détermination en Iran ou en Arabie Saoudite, que ce soit au niveau officiel ou au niveau privé.

Le volume de tous les inves-

tissements directs ou de portefeuille reste cependant très faible si on le compare à celui des capitaux arabes qui, au Royaume-Uni, sont placés en fonds d'Etat. Les Anglais n'ont, jusqu'à présent, du moins, que très peu réagi contre l'agressivité des investissements arabes, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne fédérale.

Cependant, la loi sur l'industrie, présentée actuellement au Parlement, donnera au gouvernement le pouvoir d'intervenir lorsqu'une société menacerait de passer sous contrôle étranger. Il est clair que le recyclage des pétrodollars continuera d'être, dans bien des cas, du ressort du gouvernement britannique.

HUGH STEPHENSON
(The Times)

La cible privilégiée

Les fonds d'Etat, premiers servis

Un nouveau rendez-vous
41^{ème}
samia

habillement féminin
automne-hiver 1975-76

TURIN (Italie)
8-11 Mars 1975
Palazzo del Lavoro - Italia '61
Via Ventimiglia 211

Renseignements et facilités de voyage :
SAMIA

Salon Marché International de l'Habillement
10135 Turin - Corso Traiano 84
Téléph. : 612.612 - Télégr. : Samiato



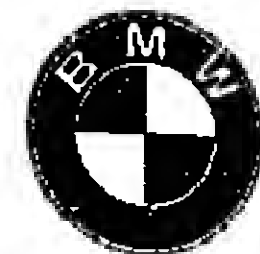
La nouvelle BMW 1502.
Devenez tout de suite le conducteur
que vous avez toujours voulu être.

La 1502, dernière-née des BMW 2 portes compactes, s'adresse à tous ceux qui se sentaient proches de l'esprit BMW. Et qui n'étaient retenus que par des considérations financières. La 1502 est une vraie BMW, une voiture unique où toutes les techniques sont intégrées pour offrir au conducteur exigeant sécurité, confort, vivacité hors du commun. Ainsi sur la BMW 1502, vous bénéficiez d'origine, de la sécurité du pare-brise en verre feuilleté et des 2 circuits de freinage totalement séparés et doublés. Le confort et la tenue de route de la fa-

meuse suspension BMW à 4 roues indépendantes. Le moteur 1573 cm³ Il permet de rouler à l'essence ordinaire, tout en développant 75 CV DIN à 5800 tr/mn. Seule différence le prix: 23 900 F* C'est aujourd'hui un peu plus facile de se mettre au volant d'une BMW. BMW 1502, une première grande voiture qui vous mènera loin.

BMW Import S.A. 116, av. Aristide-Briand, 92220 Bagneux.

*Prix TTC au 17.2.75, plus frais de préparation et de transport.



BMW. Le plaisir de conduire.

AUX PÉTROLIERS EN EUROPE

Sur le devant de la scène

UN POINT DE VUE OFFICIEL IRANIEN

EUROPA a également posé à M. Ansary, ministre des finances dans le gouvernement iranien, une question concernant le thème de cette page :

« Ressentez-vous en Europe des réactions de délices à l'égard des investissements qui peuvent être faits dans tel ou tel pays par des pays producteurs de pétrole ?

« Laissez-moi d'abord vous dire que si les investissements étrangers, et en particulier de circulation des capitaux, sont bons pour les uns, ils le sont aussi pour les autres ; et que s'ils sont mauvais ils le sont aussi pour tous. L'Iran a de nombreux accords avec la communauté internationale. Nous pensons que c'est une bonne chose, et il semble que les pays qui travaillent chez nous soient aussi de cet avis. Alors pourquoi la réciproque ne serait-elle pas vraie ?

Cela dit, nous n'avons jamais cherché à investir dans des pays européens, ce sont les propositions qui sont venues et qui continuent de venir à nous. En outre, nous avons une politique bien définie qui consiste à ne jamais chercher à obtenir la majorité dans une entreprise. Toutes les opérations que nous avons faites, et celles que nous ferons encore, sont conçues avec l'accord des entreprises intéressées et celui des gouvernements concernés.

« J'ajouterais que dans les cas où nous avons pris des participations industrielles, notre capacité d'absorber une importante partie de la production européenne s'est révélée bénéfique, particulièrement dans la période difficile que viennent de traverser les économies occidentales. En 1985, le total des importations iraniennes sera de 40 milliards de dollars par an. C'est un marché nouveau des plus intéressants pour tout le monde. Toutes ces raisons font que les prises de participation que nous pouvons prendre ont des chances d'être agréables et seront bénéfiques, tant pour nous que pour nos partenaires. »

ALAIN VERNHOLEX (Le Monde)

RENZO VILLARE (La Stampa)

PHILIPPE LEMAITRE (Le Monde)

Ministère de l'Industrie et de la Recherche

collection études de politique industrielle

- 1 - Problématique d'une stratégie industrielle... 2 - Industrie en milieu rural...

Krupp ou Kowalt prendre 14 % de Daimler-Benz se s'est produite. Les pouvoirs publics français ont cherché à empêcher cela, mais n'en est pas moins clair sur plusieurs points importants : le gouvernement français, a déclaré M. Fourcade, est nettement défavorable au rachat d'affaires existantes. En revanche, la France verrait d'un bon œil des prises de participation minoritaires (de l'ordre de 10 à 15 % du capital) dans la mesure où celles-ci ont pour résultat de créer des activités et des emplois.

Reste enfin l'immobilier. Les achats étrangers dans ce secteur ne sont soumis à autorisation que dans la mesure où ils donnent lieu à la création de société ou d'entreprise exerçant une activité en France (décret de 1967). En revanche, l'achat d'appartements ou d'immeubles à titre de placement est libre. Ce fut le cas pour la « tour Manhattan ».

Il s'agit d'autre part, que des terres agricoles et des pépinières aient été achetées pour le compte des producteurs de pétrole, dans les Landes notamment.

ALAIN VERNHOLEX (Le Monde)

RENZO VILLARE (La Stampa)

à intérêt à établir une collaboration harmonieuse avec les pays producteurs et que, par conséquent, elle doit se montrer déterminée à déjouer les tentatives, avouées ou dissimulées, visant à saboter la conférence pays producteurs - pays consommateurs proposée par M. Giscard d'Estaing ?

Les conditions dans lesquelles se réunira, en principe à la fin du mois, la conférence préparatoire entre pays producteurs et pays consommateurs et la voix qu'y fera entendre la Communauté donneront sûrement l'occasion d'apprécier dans quelle mesure celle-ci est décidée à promouvoir une politique énergétique qui lui soit propre.

L'intérêt des Neuf est d'établir chaque fois que possible les causes de tension avec les pays producteurs. Les Etats-Unis, en laissant chuter le dollar, font

placements très mobiles - du genre prêts bancaires et achats d'obligations que par des prises de contrôle ou des engagements à long terme. 1) Les placements mobiliers. L'année dernière, la France a emprunté quelque 13 milliards de francs sur le marché des eurodollars sous forme de placements obligatoires et de prêts bancaires. Il est quasi impossible de connaître l'origine de ces eurodollars qui identifient leurs possesseurs. Mais comme la masse des eurodollars a été gonflée par le renchérissement brutal des prix de brut à la fin de 1973, on peut supposer qu'une partie importante de cette somme est constituée par des eurodollars. En annonçant, l'année dernière, que 4 milliards de francs allaient être prêtés par le Crédit national aux firmes françaises exportatrices, M. Fourcade avait précisé que la moitié de cette somme serait fournie par un consortium bancaire lui-même alimenté par un producteur de pétrole du golfe Persique.

2) Les dépôts en France. Comment classer les prêts et les dépôts que les producteurs de pétrole ont consentis ou vont consentir à la France ? L'Iran a accepté de déposer un milliard de dollars en France, ce qui constitue en quelque sorte un paiement anticipé des commandes passées par le chah auprès de l'industrie française : 300 millions de dollars ont déjà

leurs importations. La moitié va à la Libye pour des motifs historiques, traditionnels et politiques. Même si les exportations vers ces pays se sont accrues de 50 à 60 % au cours de l'année dernière, elles demeurent en effet insuffisantes pour combler le déficit pétrolier qui, cette même année, a dépassé les 6 000 milliards de francs. Les investissements industriels en pétrodollars pourraient donc se révéler très utiles.

Pour l'instant, il ne s'agit que d'une hypothèse de travail. La chambre de commerce italo-arabe elle-même n'a connaissance d'aucun projet concret. Il semble qu'un pays arabe manifeste de l'intérêt pour la construction de complexes hôteliers et touristiques en Sicile et en Calabre, que l'Iran notamment se proposerait d'acquiescer une partie de la Costa Smeralda en Sardaigne. Il ne s'agit toutefois que d'annonces. D'autres rumeurs font état de l'achat éventuel

préciser selon quelle méthode (à savoir avec quel prix de vente du pétrole avec quel mécanisme de garantie aux investissements), l'envisagement de développer leur production d'énergie, notamment nucléaire. Quel rôle faire pour atténuer sa dépendance. L'approvisionnement de la Communauté continuera à dépendre largement de l'extérieur. Sa situation est, en fait, au moins partiellement de la politique commune et appelle par conséquent en bonne logique une stratégie différente. Trouvera-t-elle le courage de se doter au moins partiellement de la politique commune de Washington en fonction des besoins spécifiques des Etats-Unis, politique que M. Kissinger cherche maintenant à faire avaliser au sein de l'Agence internationale de l'énergie ? Comprendra-t-elle que, plus qu'importe, elle

sur les intentions plus lointaines de M. Wilson, s'assurer que, une fois la question de la contribution budgétaire tranchée, le gouvernement britannique jouera le jeu communautaire sans restriction mentale ou, dit autrement, que l'on ne s'installera pas dans une sorte de négociation permanente des conditions d'adhésion du Royaume-Uni à la C.E.E. L'année 1975 doit être celle de la politique commune de l'énergie », a proclamé récemment M. Ortoli, le président de la Commission de Bruxelles. De fait, après les escarmouches et manœuvres diplomatiques de l'année passée, les vrais problèmes, impossibles à éluder, se trouvent maintenant posés : les Neuf ont-ils le courage de décider dans quel esprit ils abordent le dialogue avec les pays producteurs et, question liée,

de plus de 10 milliards de DM. Il a pu ainsi enregistrer avec ce résultat une augmentation de son chiffre d'affaires de 21 % par rapport à l'année précédente. - LE CHIFFRE ELEVE DES CHOMEURS en République fédérale ont l'évaluation actuelle à 1,2 million - a causé un trouble profond dans la classe des services fédéraux du travail de Nuremberg, compétents pour le paiement des indemnités de chômage. Le gouvernement de Bonn a déjà dit tenir à sa disposition 2,5 milliards de DM. La Cour des comptes fédérale considère même comme possible un déficit de 5 milliards de DM dans le financement des indemnités. - LES 14 MILLIONS DE TRAVAILLEURS ET D'EMPLOYES DES SERVICES PUBLICS relevant du gouvernement fédéral, des Länder et des communes, recevront cette année des salaires augmentés de 6 %. C'est la première fois, depuis la dernière fois, que le résultat des nouvelles conven-

GRANDE-BRETAGNE - LES SALAIRES ONT AUGMENTÉ l'an dernier de 2,1 % en moyenne. Ce chiffre a été battu par la partie des hausses substantielles des rémunérations du mois de décembre dans le secteur de l'électricité et des chemins de fer. - LE DEFICIT COMMERCIAL est tombé en janvier à 28 millions de livres sterling, ce qui correspond à la moitié du chiffre de novembre. Mais cette bonne nouvelle a été gommée par la baisse de la contribution à l'Union européenne qui a atteint un rythme annuel d'environ 26 %.

ITALIE - L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE pour 1974 a augmenté de 14 points par rapport à l'année précédente. L'Institut central de statistique a rendu publiques les variations suivantes : mécanique + 12 %,

PARIS

L'ECONOMIE française a jusqu'ici bien résisté à l'invasion des capitaux pétroliers. Bien résisté parce que apparemment aucune attaque d'envergure ne s'est produite. Depuis des mois, la seule information un peu croustillante - dont on ait eu connaissance - a été l'achat par Kowalt pour 39 millions de livres sterling, soit 483 millions de francs, de la tour Manhattan, en cours de construction dans le quartier de la Défense, encore que le chiffre de 39 millions n'a pas été confirmé.

ROME

On parle depuis très peu de temps en Italie d'investissements des pétrodollars. Même si rien d'officiel n'est encore annoncé, le premier à dire quelque chose de concret a été l'armateur Glauco Lolli Ghetti qui a confirmé que des négociations sont en bonne voie avec un groupe financier iranien pour lui vendre un bon paquet d'actions de la N.A.I. (Navigazione Alta Italia) dont M. Ghetti est propriétaire. Les instruments permettant de développer une collaboration économique avec le monde arabe sont en tout cas insuffisants.

La C.E.E. demain

AFFAIRE anglaise et politique de l'énergie, tels sont les deux dossiers qui retiendront le plus l'attention des Neuf au cours du mois de mars, et plus exactement les 3 et 4 mars, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères, et les 10 et 11 mars à Dublin, lors du premier « conseil européen ». Le référendum sur le maintien ou la sortie de la Grande-Bretagne du Marché commun approche. Il est temps, maintenant, pour les autres Etats membres, d'indiquer l'exacte portée des concessions qu'ils sont prêts à faire en matière de contribution budgétaire. Les huit sont partagés entre le désir de favoriser une victoire du camp européen et le souci de ne pas altérer l'esprit de la réglementation financière communautaire. Ils voudront sans doute aussi en savoir davantage

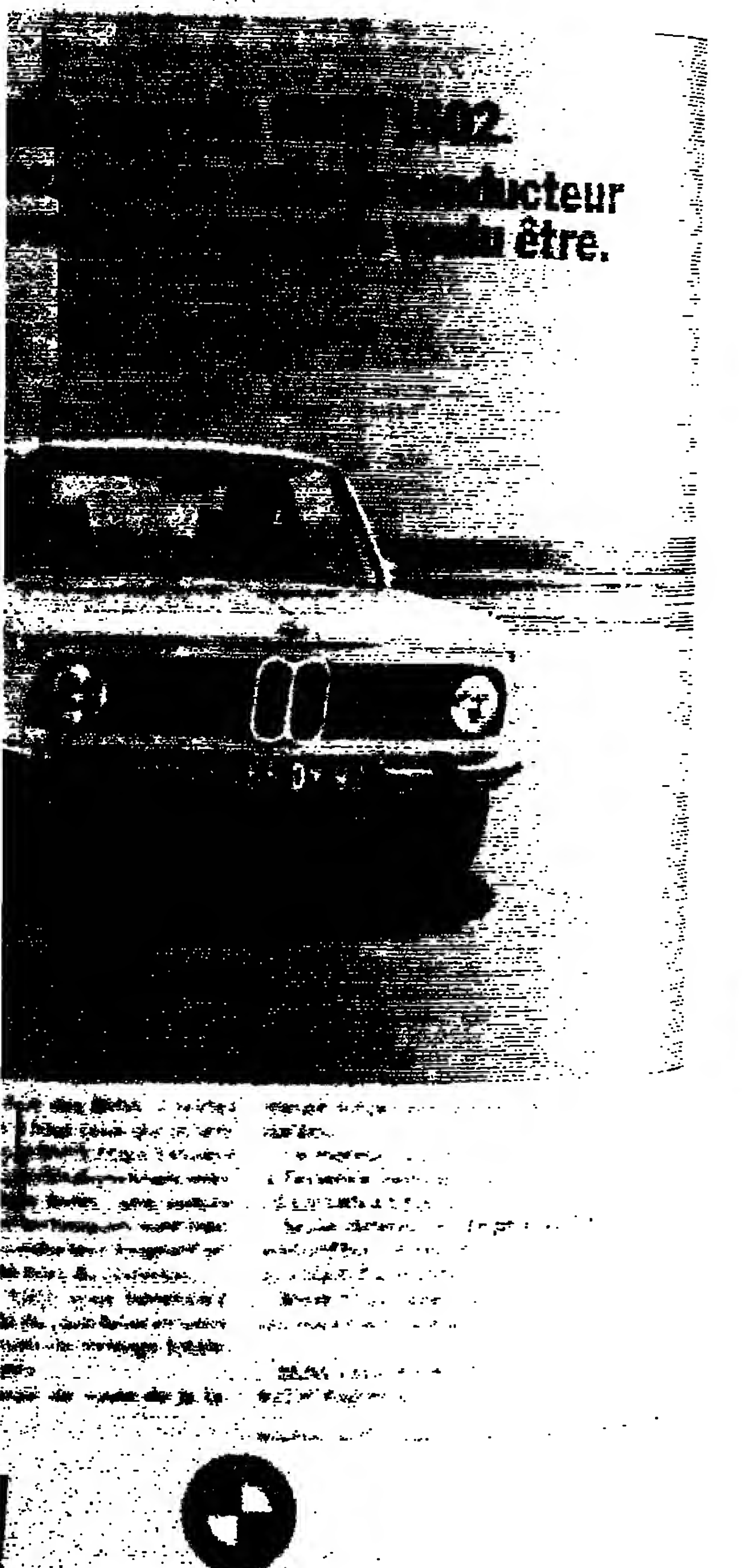
A retenir

ALLEMAGNE FÉDÉRALE - LA PLUS GRANDE SOCIÉTÉ PRIVÉE DE CONSTRUCTION DE LA REPUBLIQUE FÉDÉRALE, le groupe Heiss-Mosch de Wiesbaden, a été, après des difficultés notables depuis des mois, sollicité par un contrat devant le tribunal. Jusqu'en 1972, Heiss-Mosch, semi-privé originaire de Lodz, en Pologne, avait financé et vendu quinze mille logements pour une somme totale figurant à son bilan de 1,2 milliard de DM. 50 millions de DM de dettes bancaires et des factures d'articles restés impayés, ainsi que des impôts s'élevant à des millions de DM en non soldés, ont conduit maintenant à la faillite. Les entreprises Mosch de Berlin ne sont pas atteintes. - LE GROUPE DES ENTREPRISES KRUPP a, en 1974, pour la première fois, réalisé un chiffre d'affaires

Pas d'attaque d'envergure

Seulement des miettes

Texte très déformé et difficilement lisible, probablement dû à une mauvaise qualité de reproduction ou à un effet de flou.



صكرا من الأصل

Les clés de la conjoncture

LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjonctionnistes européens avec la collaboration de Cécile-Economia.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, gonflement de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme :

- a) croissance la plus forte possible ;
- b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ;
- c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissements suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

Gérer les déficits

FAIT saillant de cette situation : une note plus optimiste pour les échanges extérieurs. En effet, les taux de couverture des importations par les exportations tendent tous à remonter, chaque pays restant néanmoins en quelque sorte à son étage : tout en haut l'Allemagne augmente encore ses performances déjà étonnantes, et plus bas la Grande-Bretagne elle-même semble reprendre le chemin de l'équilibre. Malheureusement ce parallélisme ne se retrouve pas pour l'évolu-

tion des prix. Si l'Italie commence à retirer quelque bénéfice de son austerité, ainsi que la France, l'Allemagne, elle, ne fait que stabiliser son avance ; quant à la Grande-Bretagne elle évolue rapidement en direction inverse.

On constate ici le caractère insuffisant des mécanismes d'ajustements globaux qui ne jouent que sur le court terme.

L'examen des avantages et des inconvénients des politiques d'austerité amène plus ou moins à les reconsidérer.

Malheureusement cette situation ne restera que provisoire tant qu'elle ne sera pas avalisée par un recul réel de l'inflation.

On peut néanmoins saluer l'effort réalisé, même si pour le moment il n'a qu'une portée provisoire : le but était surtout de lutter contre les excès et les effets pervers de taux qui tendaient à devenir aberrants et à maintenir les Bourses dans le marasme. Chaque pays était bien obligé de suivre la baisse, avec plus ou moins de retard, une fois celle-ci lancée, ne serait-ce que pour éviter des mouvements de capitaux intempestifs.

Le deuxième mouvement est, lui, plus récent du moins dans quelques pays qui restaient traditionnellement attachés à des règles de gestion rigoureuses.

Sous la pression des nécessités on tend maintenant à accepter des déficits budgétaires de plus en plus élevés. Ce n'est que le premier pas qui coûte ! Mais engagé dans cette nouvelle direction, comment ne pas aller loin ?

Mais la relance ne va-t-elle pas compromettre alors le deuxième objectif, celui de l'équilibrage des balances commerciales ? Ceci n'est pas un inconvénient dans le cas allemand, tout au contraire ! Mais pour les autres pays ? Car finalement les réductions de déficit constatées sur nos graphiques sont surtout dues à la compression des importations sous l'effet de la baisse d'activité.

Et on court donc le risque de perdre le bénéfice des politiques restrictives. Deux évolutions sont possibles suivant que les pays arrivent plus ou moins rapidement à réorienter leurs économies vers des exportations plus élevées en volume et en valeur.

La France semble avoir des chances d'y arriver rapidement et de se rapprocher du modèle allemand, pendant le temps de répit que lui laisse son plan d'austerité et ses capacités d'endettement. Un des faits les plus remarquables à noter est la bonne tenue du franc : elle s'est encore renforcée au cours des derniers mois et lui permet d'ores et déjà de vendre plus cher sa valeur ajoutée nationale par un double bénéfice sur les importations et les exportations.

Normalisation fragile

Ce changement de politique est engagé avec beaucoup de prudence et de circonspection, même par l'Allemagne, qui pourtant se trouve dans la position la meilleure pour une relance. Les pays prennent le virage mais ils hésitent à le dire, car ils ont bien peur de relancer aussi les anticipations inflationnistes.

la première composante est déjà ancienne. C'est la diminution progressive des taux d'intérêt qui a tendance à s'accroître. Deux faits remarquables sont à signaler ici : d'abord les taux à court terme arrivent maintenant à n'être plus qu'à « un chiffre », même dans les pays où l'inflation est encore à « deux chiffres ». Ensuite ces mêmes taux reviennent à la normale, repassant au-dessous des taux à moyen et long terme.

Avant, seules la Grande-Bretagne ou l'Italie avaient des déficits dépassant les 5 % du produit national brut, plutôt par manque de contrôle que par véritable volonté de relance. Maintenant l'Allemagne fédérale avec plus de 50 milliards de marks et les Etats-Unis avec 50 milliards de dollars y arrivent aussi. Quant à la France, après avoir été un modèle d'équilibre, elle pourrait se voir contrainte également à renfermer ses principes. Pourquoi ?

Parce que c'est le seul moyen qui permette de lutter rapidement contre une dépression qui menace de devenir cumulative. Le déficit est obtenu par des réductions fiscales massives, à l'avantage des entreprises et des ménages ; ce qui permet en principe d'aller plus vite. Du moins si les bénéficiaires veulent bien augmenter leur consommation ou reprendre leur rythme d'investissement. Ce qui n'est nullement certain.

Mais on peut se demander si le succès même de cette relance ne va pas compromettre les objectifs de réduction de l'inflation

Un risque sérieux

Pour la Grande-Bretagne et l'Italie, l'effort s'annonce beaucoup plus long, et à court terme les améliorations ne peuvent être attendues que de l'extérieur : soit par les relances qui pourront avoir quelques effets sur les exportations, soit par une amélioration des termes des échanges.

C'est seulement sur ce dernier point et pour le moment que ces pays peuvent compter : baisse des matières premières qui continue toujours et stabilisation en valeur nominale du pétrole pour 1975 (surement dit baisse en valeur réelle). Baisse aussi du dollar, qui peut leur permettre, dans la mesure où leurs devises cessent de glisser, de vendre un peu mieux leurs produits. Ceci nécessite une consolidation de leurs déficits associés à des plans de redressement.

Nous sommes ainsi entrés dans l'ère des déficits budgétaires ou commerciaux inévitables pour tous les pays occidentaux. Savoir les organiser et les gérer, de manière à les résorber progressivement, sera le grand problème des prochaines années.

MAURICE BOMMENSATH.

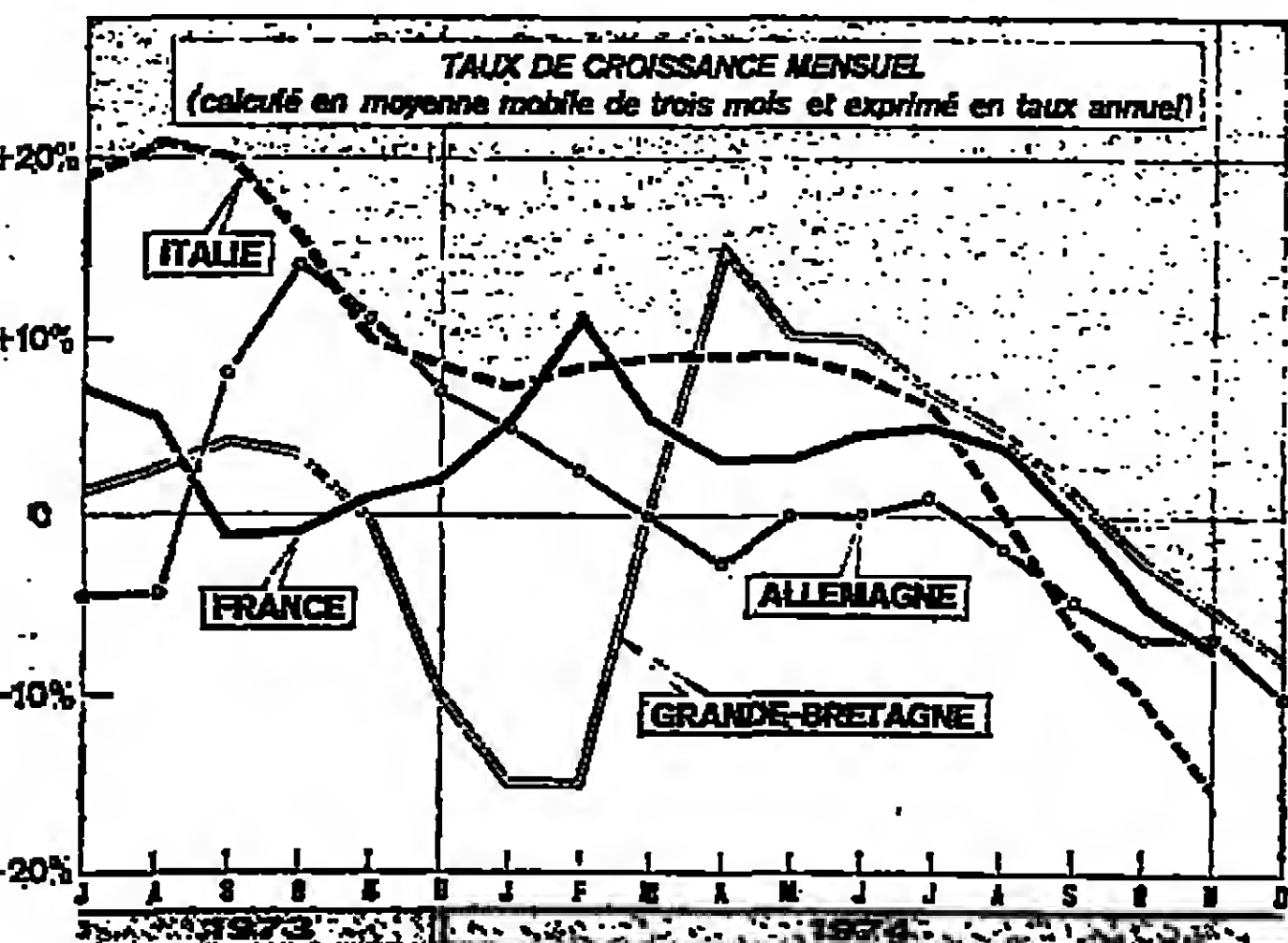
NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Emploi	Capacité production	Finances	Sensibilité (marché int.)	Stabilité (marché int.)
ALLEMAGNE	---	+	---	+	+++	++
FRANCE	---	-	---	+	+	+
ITALIE	---	---	---	+	-	---
GR ^e BRETAGNE	---	---	---	---	---	---

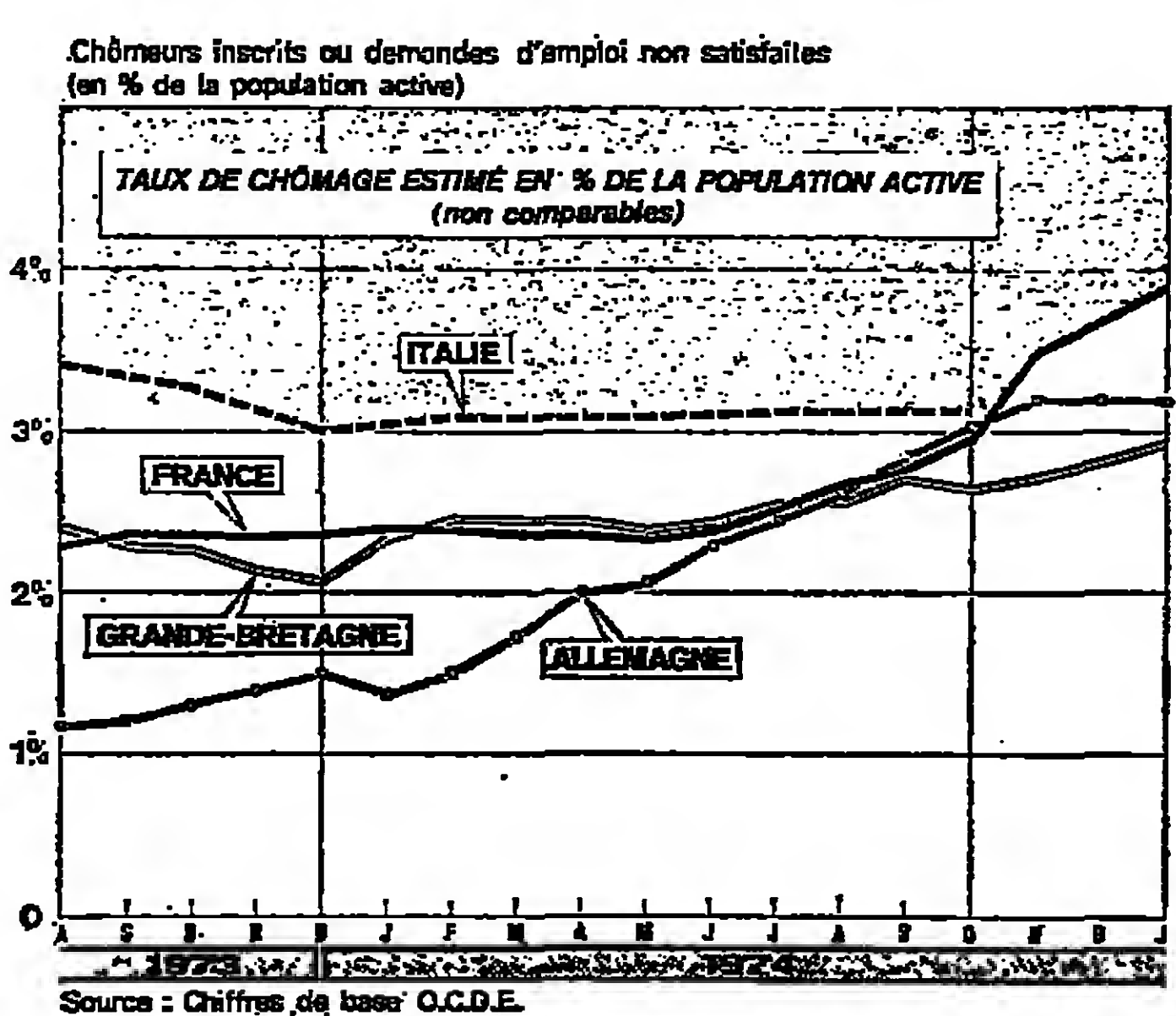
Legend: +++ excellent, ++ bon, + assez bien, - médiocre, --- mauvais, --- très mauvais. tendance précédente

(*) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour le pays à court terme.

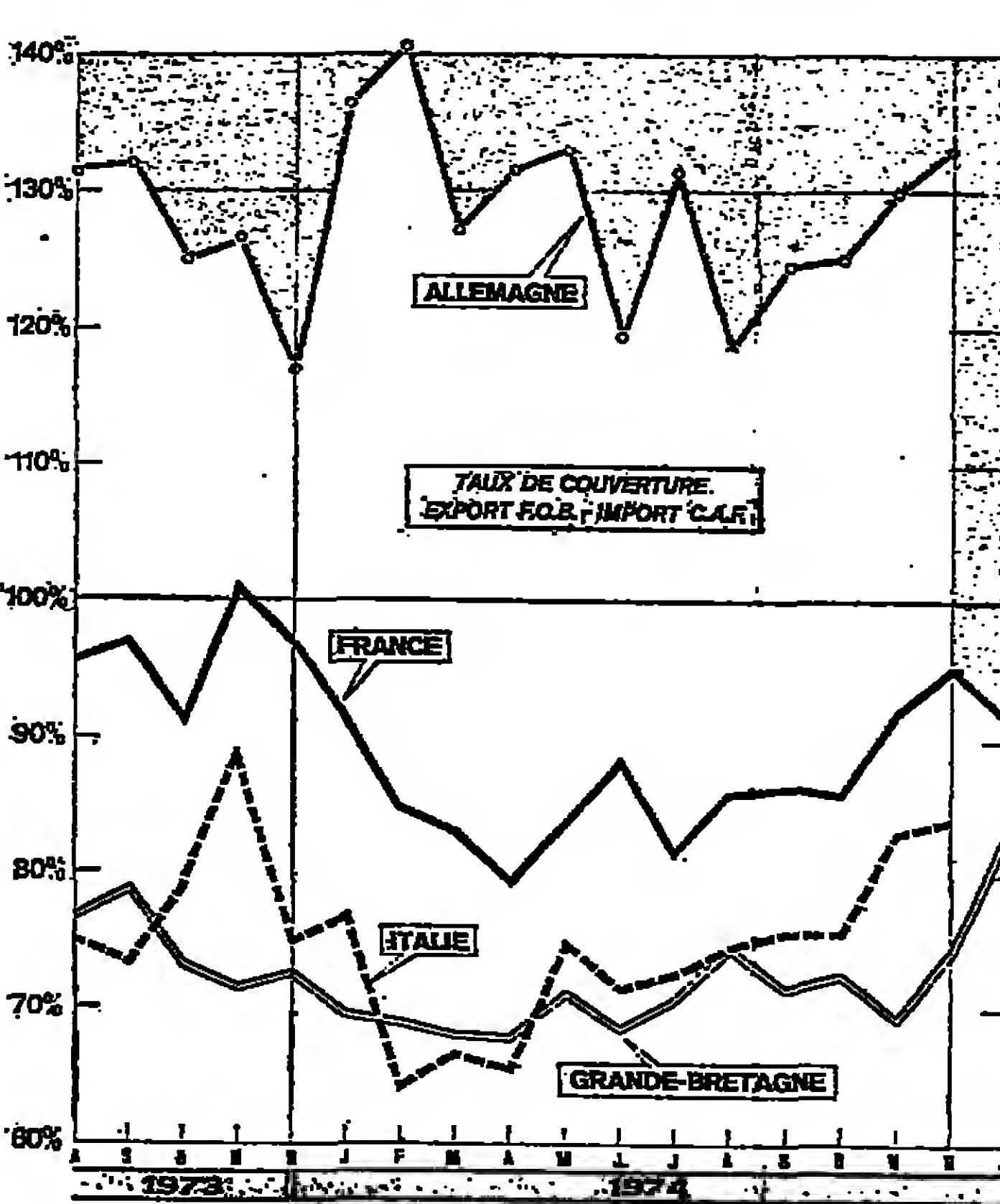
I. — TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE



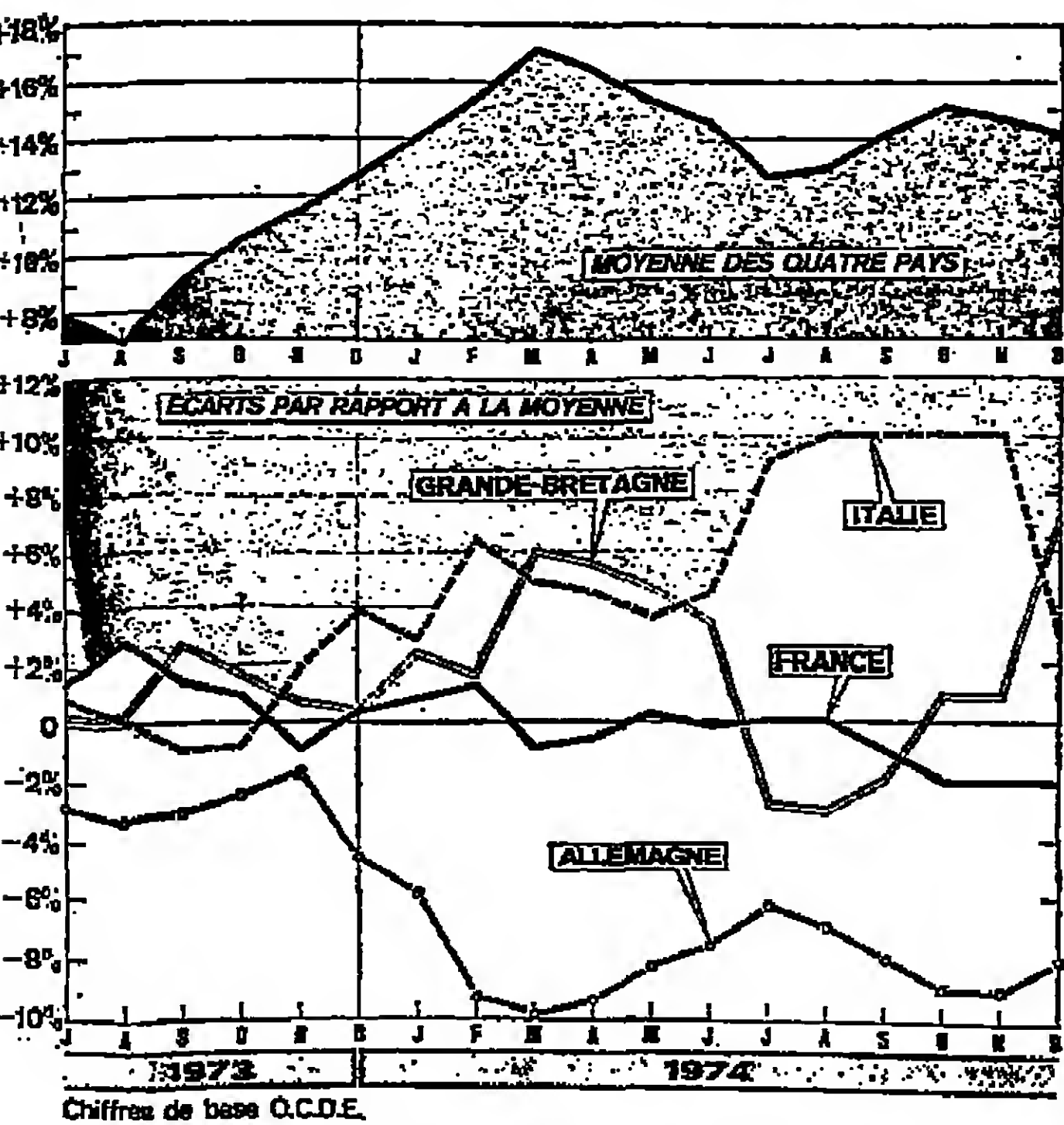
III. — NIVEAU DE L'EMPLOI



IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



II. — ÉVOLUTION DES PRIX



Paris Belfort Paris Colmar
vois directs
2 aller-retour par jour
rapidité, confort
en jet corvette

air alsace
Réservations toutes agences de voyages
ou GIECAR téléphone 266 57 40

MONTPELLIER
CENTRE COMMERCIAL DU POLYgone

TÉLEX-SERVICES — PHOTEX

Nous recevons et émettons pour votre compte tous messages par Télex et Photo-Téléphonie

Télex n° 49.805 - Tél. : (67) 58-05-96



déficits

de la régularité de la balance commerciale.

C'est le premier pas à un meilleur équilibre de la comptabilité nationale et de l'économie. Le second est de réduire le déficit de la balance commerciale de la France de 10 à 20 milliards de francs par an. C'est l'objectif de la loi de finances pour 1975.

Ce sera réalisé si les entreprises françaises produisent plus que les entreprises étrangères. C'est le rôle de la loi de finances pour 1975.

Un risque sérieux

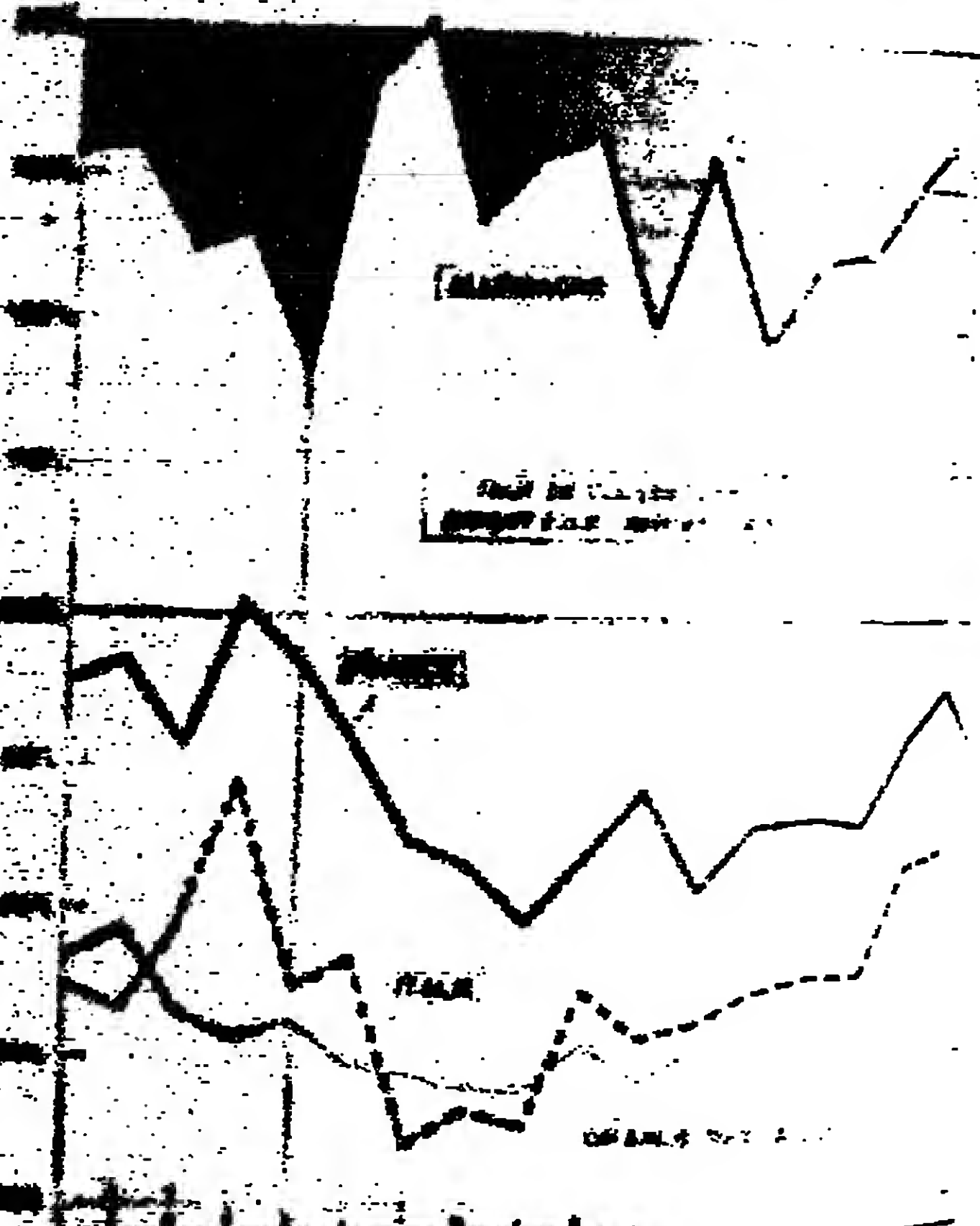
Nous le répétons en ce début de semaine, nous ne sommes pas sûrs de l'avenir de l'économie française. C'est un risque sérieux. Mais nous ne devons pas nous laisser aller à la désespérance. Les entreprises françaises ont des atouts. Elles ont une main-d'œuvre qualifiée. Elles ont une technologie avancée. Elles ont une expérience de l'exportation. Elles ont une tradition de qualité.

Elles ont aussi un avantage décisif : elles ont la volonté de réussir. Elles ont la volonté de produire plus, de travailler plus, d'innover plus. Elles ont la volonté de rester compétitives sur le marché mondial.

La France compte sur ses entreprises. Elle compte sur leur dynamisme, sur leur capacité d'adaptation, sur leur esprit d'initiative. Elle compte sur leur contribution à la croissance et à l'emploi.

MAURICE LOMBAUD

IV. — ÉCHANGES EXTERIEURS

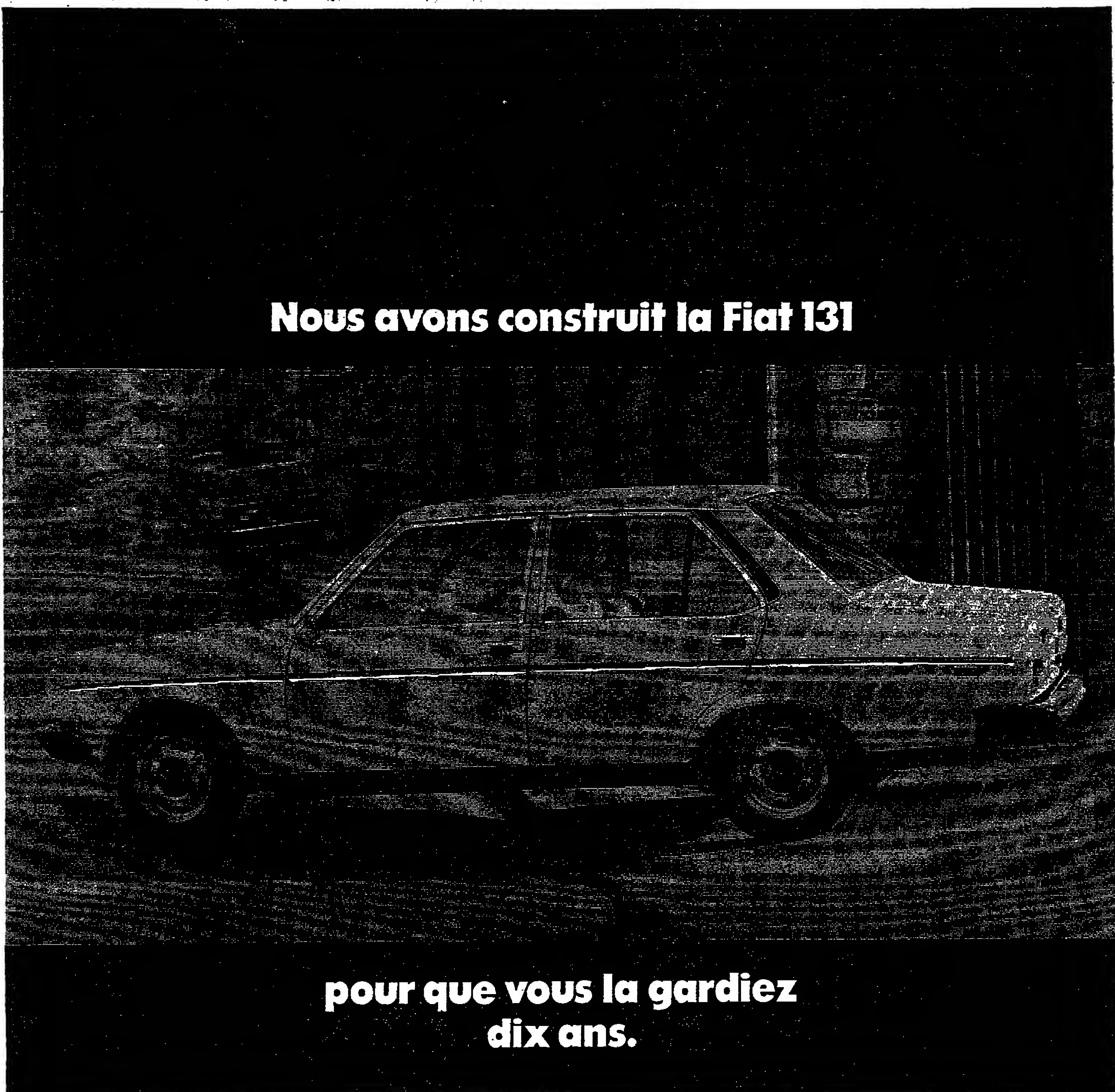


Notes de la Banque pour les échanges extérieurs...

MONTPELLIER
SERVICES COMMERCIAUX P. 100.000.000

TÉLEX-SERVICES — PHOTEX

Télex n° 60 805 — Tél. 67 58 01 55



Nous avons construit la Fiat 131

pour que vous la gardiez dix ans.

Nous avons construit beaucoup de voitures. Des voitures pour aller à son travail. Des voitures pour partir en week-end, pour emmener sa famille en vacances.

Aujourd'hui, nous vous proposons quelque chose de plus. Une voiture que vous voudrez garder pendant dix ans.

La nouvelle Fiat 131. Nous l'avons construite pour durer. Sans gadget. Sans innovation hasardeuse. Nous avons simplement appliqué les techniques les plus éprouvées de l'industrie automobile.

Le moteur n'a pas besoin de tourner vite pour donner des chevaux. Il fatigue moins. Et il consomme moins : à 90 km/h, à peine 7 litres aux 100.

La 131 est robuste. Elle pèse plus lourd que la plupart de ses concurrentes. Et une série de traitements anti-

corrosion relèguent la rouille au rang des mauvais souvenirs.

La 131 vous protège. L'habitacle est rendu indéformable par un triple ceinturage au niveau du plancher, des portières et du pavillon.

Autrefois, une voiture était facile à réparer. C'est aussi le cas de la Fiat 131. Par exemple, les ailes avant sont boulonnées et démontables.

A l'intérieur, il y a autant de place que dans les très grosses berlines. En dix ans, votre famille aura eu le temps de s'agrandir.

Et puis, la 131 est suffisamment belle pour que vous ne vous lassiez pas de la regarder. Même au bout de dix ans.

Nous avons construit la Fiat 131 pour vous offrir davantage, à prix égal, que n'importe quelle autre voiture sur le marché.

Dix ans d'avantages.



Je souhaite recevoir une documentation complète sur la Fiat 131.

Mon nom : _____

Mon adresse : _____

Fiat 131 - 1300 (7 CV) ou 1600 (9 CV) - 2 portes, 4 portes ou break - A partir de 16950 F + forfait de transport et de livraison. Versions avec boîte 5 vitesses ou automatique.

مركز امتحان الأصيل

حزب العمال الموحد

(PUBLICITE)

VERS LA TRANSFORMATION DE L'ECONOMIE NATIONALE DU NIGERIA

Le lancement du troisième plan de développement aura lieu le 1er avril

Le IIIe plan national de développement du Nigeria, dont la mise en application doit commencer le 1er avril, est...

liors, la pétrochimie, la pâte à papier et le papier, le sucre, etc. Deux nouvelles raffineries seront créées à Warri et à Kaduna...

LE REVENU NATIONAL

En valeur actuelle, on pense que le produit national brut passera de 12 942 millions de livres en 1974-1975 à 24 225 millions de livres en 1977-1978...

AGRICULTURE

L'agriculture continuera à avoir une importance cruciale dans l'économie du pays en raison de son rôle essentiel dans l'emploi, la production alimentaire et celle de matières premières...

Le présent plan prévoit le développement des cultures alimentaires et forestières, celui de la production des fruits et des légumes, celui de la formation des agriculteurs...

Le programme prévoit une amélioration des techniques agricoles, la formation des fermiers devant se faire de façon systématique et coordonnée, sous la surveillance des spécialistes...

INDUSTRIE

Une somme d'un montant de 4 000 millions de livres a été affectée par les gouvernements fédéral et locaux au développement de l'industrie au cours du IIIe plan...

TRANSPORTS MARITIMES ET FLUVIAUX

La part des transports par eau qui est prévue pour le IIIe plan est de 387 millions de livres, qui seront répartis entre la marine nationale, l'administration des ports et celle des canaux intérieurs...

En dehors de cette intervention directe du gouvernement dans le domaine industriel, le programme prévoit des mesures qui leur permettront de financer plusieurs projets industriels viables dans le secteur privé.

ENERGIE

Une pénurie d'électricité inadéquatement et peu fiable a été à l'origine de réclamations fréquentes de la part des utilisateurs industriels et privés. Au cours du IIIe plan, un effort déterminé et soutenu sera fait pour résoudre ce problème...

TRANSPORTS

Une somme totale de 4 100 millions de livres sera affectée au réseau national de transports. La plus grosse partie de ce montant sera à l'origine de la construction d'un réseau routier, qui absorbera ainsi 3 400 millions de livres...

CHEMINS DE FER

Le IIIe plan prévoit l'affectation d'une somme d'un montant de 400 millions de livres à l'amélioration du réseau de chemin de fer. En particulier, les voies ferrées à écartement normal seront équipées de rails plus lourds...

TRANSPORTS AERIENS

Une somme d'un montant total de 200 millions de livres doit être consacrée au développement des transports aériens et elle doit couvrir les programmes d'appariement des Nigeria Airways et du ministère de l'aviation civile...

COMMUNICATIONS

C'est là un secteur dans lequel les équipements existants sont très en retard par rapport aux besoins. On estime que ces équipements seront considérablement améliorés au cours du IIIe plan...

La société Nigerian External Communications Limited a un programme de 16 millions de livres, qui doit couvrir l'amélioration des services téléphoniques internationaux...

EDUCATION

L'importance de ce secteur réside de la nécessité d'assurer la formation convenable de main-d'œuvre hautement qualifiée, au service de l'économie. En conséquence, un montant total de 200 millions de livres sera affecté à ce secteur...

EDUCATION

Les sommes affectées à la santé publique dans le IIIe plan sont de 620 millions de livres. Dans ce domaine, l'objectif est de donner à la population en expansion du Nigeria un accès plus équitable aux services de soins médicaux...

conséquence, le programme prévoit la création de centres de formation pour ceux-ci. On estime que, en 1976, un total de 48 000 étudiants seront nécessaires...

L'éducation tertiaire est considérée comme ayant une priorité absolue en raison des besoins de main-d'œuvre qualifiée du pays. Dans ce domaine, environ 200 millions de livres seront affectés...

En ce qui concerne l'éducation supérieure, six nouvelles universités seront créées. L'objectif idéal est de faire passer le nombre de étudiants de plus de vingt mille actuellement à cinquante-trois mille en 1980...

Les sommes affectées à la santé publique dans le IIIe plan sont de 620 millions de livres. Dans ce domaine, l'objectif est de donner à la population en expansion du Nigeria un accès plus équitable aux services de soins médicaux...

Un autre projet important dans ce domaine est celui qui se rapporte à l'exécution des phases initiales de programme d'éducation de la santé. Une somme de 20 millions de livres a été affectée à la construction d'un

Le général Yakubu Gowon, chef de l'Etat et commandant en chef des forces armées...



Le général Yakubu Gowon, chef de l'Etat et commandant en chef des forces armées.

Dans ce secteur, le Plan prévoit un investissement de 133 millions de livres. Un projet très important est celui relatif au service national d'emploi des jeunes...

En ce qui concerne le bien-être social, il est prévu de créer des centres de soins pour la jeunesse. Quatre centres doivent accueillir cinq cents enfants par centre...

Dans ce secteur, le Plan prévoit un investissement de 133 millions de livres. Un projet très important est celui relatif au service national d'emploi des jeunes...

Les sommes affectées à la santé publique dans le IIIe plan sont de 620 millions de livres. Dans ce domaine, l'objectif est de donner à la population en expansion du Nigeria un accès plus équitable aux services de soins médicaux...

Un autre projet important dans ce domaine est celui qui se rapporte à l'exécution des phases initiales de programme d'éducation de la santé. Une somme de 20 millions de livres a été affectée à la construction d'un

Le programme prévoit une amélioration des techniques agricoles, la formation des fermiers devant se faire de façon systématique et coordonnée, sous la surveillance des spécialistes...

Le présent plan prévoit le développement des cultures alimentaires et forestières, celui de la production des fruits et des légumes, celui de la formation des agriculteurs...

BALANCE COMMERCIALE

EN 1974, le commerce extérieur a connu un accroissement continu par rapport à ce qu'il avait été en 1973. L'excédent visible de la balance courante a atteint 45,3 millions de livres...

La valeur des exportations y compris les réexportations, a été de 7 762 millions de livres au cours de l'année 1974, ce qui est plus du double de la valeur enregistrée en 1973...

L'accroissement de la valeur des exportations a été principalement dû, au cours de ces dernières années, au pétrole brut, qui a lui-même été en hausse de 82 % des exportations totales...

La diminution en volume des exportations de biens et services, accompagnée d'une chute des recettes pour ces produits, en dépit du relèvement des prix payés pour les produits primaires...

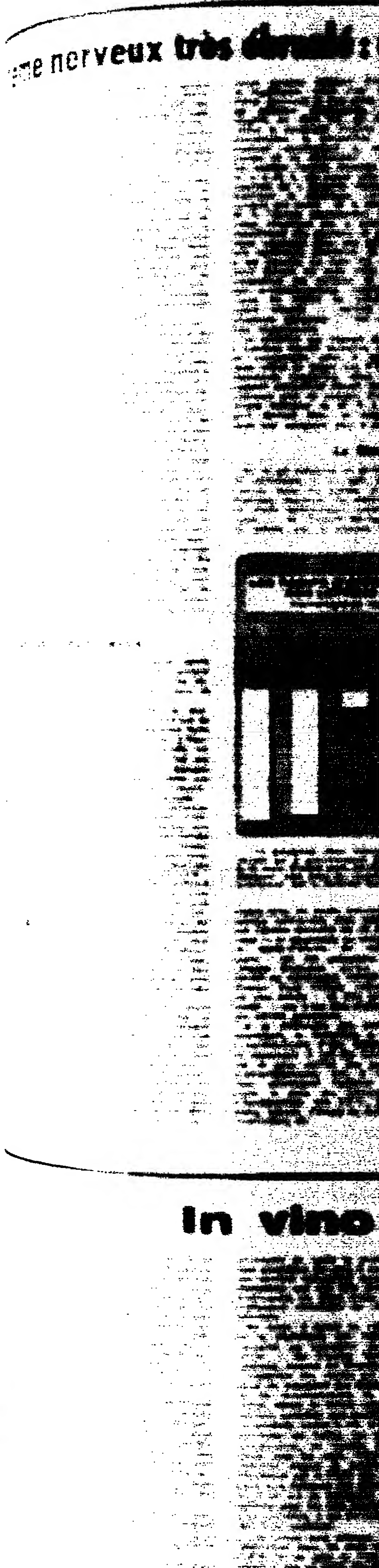
augmenté en raison de l'effet combiné de relèvement des cours et de l'accroissement des volumes. Comme au cours de l'année précédente, les exportations d'huile de palme ont été défectueuses...

L'accroissement de la valeur des importations est principalement dû, à l'accroissement des entrées de machines et de matériel de transport (11,9 milliards de livres de produits manufacturés, principalement des matériaux (1 982 millions de livres)...

L'accroissement de 36,4 millions de livres pour les importations de matières premières est dû à l'augmentation des entrées de coton brut, de fibres industrielles et de fibres synthétiques...

Les importations gouvernementales ont été de 8,2 milliards de livres, passant de 61,9 milliards de livres à 70,1 milliards de livres. Cette augmentation est due à l'accroissement des entrées de produits manufacturés (2,3 milliards de livres)...

Le programme prévoit la construction de centrales hydro-électriques dans les zones rurales, le programme prévoit la construction de puits et la réalisation de forages en vue de la fourniture de l'eau nécessaire aux besoins humains et animaux.





Le général Yakubu Gowon, chef d'Etat et responsable de la chute des militaires...

TRAVAIL ET BIEN-ETRE SOCIAL

Dans le monde d'aujourd'hui, confronté à la récession, à l'inflation, aux prises avec les bouleversements du marché énergétique, les traces causées par les retards du courrier ou l'encouragement des lignes téléphoniques pourraient paraître mineurs, et seraient déclassées les récriminations contre les P.T.T.

SANTÉ

La chimie est en notre « La chimie est en notre... nous inquiète pas. En dépit de toutes les enquêtes, la justice ne trouvera aucune preuve. Il faut donc nous méfier... »

DEVELOPPEMENT REGIONAL

En Grande-Bretagne, le salaire hebdomadaire de base du postier a augmenté l'an dernier de 4,1 %... Les dépenses des P.T.T. ont augmenté de 14,5 % en 1974...

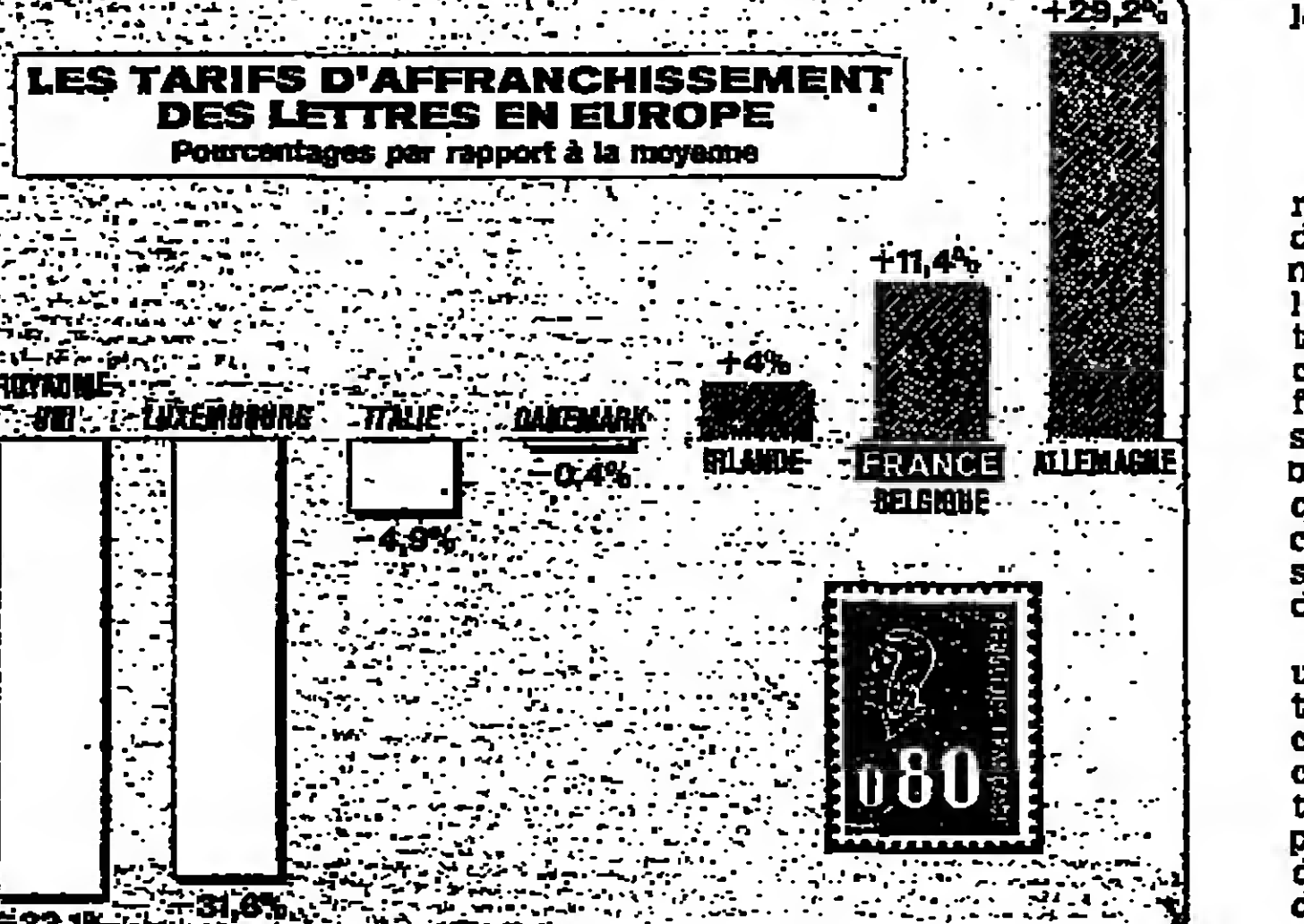
Dossier Un système nerveux très ébranlé: celui des postes et télécommunications

DANS le monde d'aujourd'hui, confronté à la récession, à l'inflation, aux prises avec les bouleversements du marché énergétique, les traces causées par les retards du courrier ou l'encouragement des lignes téléphoniques pourraient paraître mineurs, et seraient déclassées les récriminations contre les P.T.T.

En ce qui concerne les services de télécommunications, il est évident que le secteur des télécommunications est en crise...

En Grande-Bretagne, le salaire hebdomadaire de base du postier a augmenté l'an dernier de 4,1 %... Les dépenses des P.T.T. ont augmenté de 14,5 % en 1974...

Elles étaient plongées dans le chaos par une grève du sépi qui durait depuis... En Grande-Bretagne, le salaire hebdomadaire de base du postier a augmenté l'an dernier de 4,1 %...



Ce graphique tient compte des nouveaux tarifs d'affranchissement décidés par le gouvernement italien, qui s'entrent en vigueur vers le 15 mars... En Grande-Bretagne, le salaire hebdomadaire de base du postier a augmenté l'an dernier de 4,1 %...

Parce qu'il doit financer par ses propres ressources... En Grande-Bretagne, le salaire hebdomadaire de base du postier a augmenté l'an dernier de 4,1 %... Les dépenses des P.T.T. ont augmenté de 14,5 % en 1974...

Les autres innovations

En Grande-Bretagne, le salaire hebdomadaire de base du postier a augmenté l'an dernier de 4,1 %... Les dépenses des P.T.T. ont augmenté de 14,5 % en 1974...

ALANCE COMMERCIALE In vino veritas ?

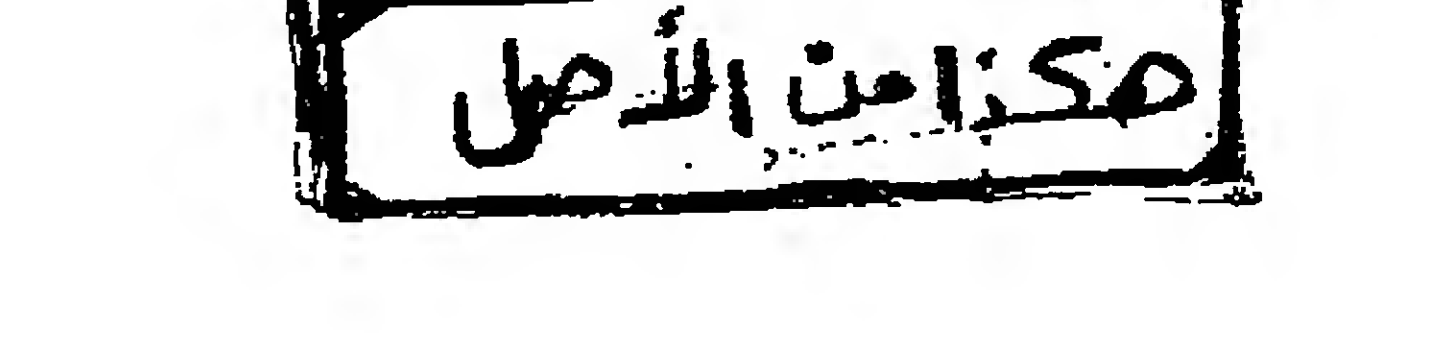
« La chimie est en notre... nous inquiète pas. En dépit de toutes les enquêtes, la justice ne trouvera aucune preuve. Il faut donc nous méfier... »

seulement de toute la production... En Grande-Bretagne, le salaire hebdomadaire de base du postier a augmenté l'an dernier de 4,1 %... Les dépenses des P.T.T. ont augmenté de 14,5 % en 1974...

30 novembre. Des contrôles semblables existent également en Grande-Bretagne... En Grande-Bretagne, le salaire hebdomadaire de base du postier a augmenté l'an dernier de 4,1 %... Les dépenses des P.T.T. ont augmenté de 14,5 % en 1974...

Consommation

30 novembre. Des contrôles semblables existent également en Grande-Bretagne... En Grande-Bretagne, le salaire hebdomadaire de base du postier a augmenté l'an dernier de 4,1 %... Les dépenses des P.T.T. ont augmenté de 14,5 % en 1974...



Placements

LE MARCHÉ DES ÉPREUVES PHOTOGRAPHIQUES

Le double jeu de l'unique et du multiple

La photographie est-elle un art ou une industrie? Ce faux débat, hérité du dix-neuvième siècle, dissimule des stratégies économiques moins contradictoires que complémentaires.

graphie à ses fondations, qui se multiplie aux foires-expositions, dont la plus importante est la Fotokina de Cologne, exposition biennale organisée pour la première fois en 1950.

trielles de reproduction telles que les tirages. Dès lors que le marché des épreuves photographiques tend à s'organiser sur le modèle du marché des œuvres d'art, au sens restreint du terme, la contradiction éclate entre unicité et multiplicité, rareté et abondance, art et industrie.

Quant l'œuvre n'est pas objectivement fixée, bien des facteurs, dont nous n'épuiserons pas la liste, contribuent à faire monter les prix. La rétrospective Paul Strand, organisée aux Etats-Unis en 1974, a vu la cote des épreuves — selon les reporters de Time-Life — à 40 dollars pièce.

ves, acquiert sa signification monétaire dans tous les secteurs de la photographie « appliquée » susceptibles de grands tirages : le portrait, le reportage, la mode, la publicité, l'illustration des rapports annuels des sociétés, etc.

phose actuelle en art. La valorisation culturelle de l'épreuve unique assure la promotion des épreuves multiples.

Depuis la fin des années 60, deux nouveaux marchés se développent, celui des épreuves photographiques et celui des albums de photos. Dans le second, le photographe commercialise ses œuvres comme le romancier ses romans et dans le premier — qui nous intéresse ici — comme le peintre ses tableaux.

Le certificat de rareté

Les épreuves tirées par les maîtres du passé se négocient à des prix dont la tendance s'élève à un rythme rapide.

Si la photographie a gagné en appel son procès devant le tribunal de l'art, c'est au prix d'un malthusianisme technologique et d'une régression féodaliste.

Si la photographie a gagné en appel son procès devant le tribunal de l'art, c'est au prix d'un malthusianisme technologique et d'une régression féodaliste.

Si la photographie a gagné en appel son procès devant le tribunal de l'art, c'est au prix d'un malthusianisme technologique et d'une régression féodaliste.

Le label artistique

« Quel homme digne du nom d'artiste, écrit Baudelaire, et quel amateur véritable a jamais confondu l'art avec l'industrie? »

Les épreuves tirées par les maîtres du passé se négocient à des prix dont la tendance s'élève à un rythme rapide.

Si la photographie a gagné en appel son procès devant le tribunal de l'art, c'est au prix d'un malthusianisme technologique et d'une régression féodaliste.

Si la photographie a gagné en appel son procès devant le tribunal de l'art, c'est au prix d'un malthusianisme technologique et d'une régression féodaliste.

Si la photographie a gagné en appel son procès devant le tribunal de l'art, c'est au prix d'un malthusianisme technologique et d'une régression féodaliste.

Une interview du président de la Banque mondiale, M. McNamara

(Suite de la page 19.)

« Nous leur avons proposé récemment de financer une nouvelle activité de la Banque mondiale, ce qu'on pourrait appeler la troisième créneau »

« C'est pourquoi nous essayons d'accroître l'afflux de capitaux étrangers vers les pays les plus pauvres... »

« Le monde peut augmenter sa production alimentaire dans des proportions suffisantes pour équilibrer l'accroissement de la population... »

« J'affirme que le monde peut y parvenir. Quant à savoir s'il le fera, c'est une autre question. Mais je crois que c'est possible et qu'il le voudra. »

RAYMONDE MOULIN.

EUROPE UNIVERSELLE... Rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (Le Monde), Piero de Garzaroli, Gianni Gambarotta (La Stampa), John Greg, coordonnateur, David Spanier (The Times), Fritz Wirth, Hans Stollhans (Die Welt).

D'autres places dans le canot de sauvetage... Nous sommes déjà en pleine crise de pétrole et nous sommes menacés maintenant d'une crise alimentaire.

Portrait UN ACCROCHEUR... C'est le dernier, le seul survivant de ces garçons particulièrement doués, rapides et sûrs eux-mêmes, que John Kennedy fit venir à Washington.

C.D.S. à la recherche d'un DIRECTEUR DE L'AUDIT annonce en rubrique Offres d'Emplois.

Anthèses et adhésives RHMATISMES PLOMBIERS VOSGES LES BAINS VOSGES INTÉSTIN

LA DURE CONDITION DES PLAIDEURS

GRAPHIQUES

Et du multiple

Les tribunaux de première instance sont de plus en plus nombreux. On compte en France 110 tribunaux de première instance, contre 100 en 1965. Cette augmentation est due à la création de nouveaux tribunaux, mais aussi à la suppression de certains. Le nombre de juges est également en augmentation, ce qui permet de réduire les délais de jugement. Cependant, les frais de justice restent élevés, ce qui constitue une lourde charge pour les plaideurs.

Victoire à la Pyrrhus

Le procès de la photographie a été jugé par la Cour d'appel de Paris. L'accusé a été condamné à une peine de prison, mais celle-ci sera suspendue sous certaines conditions. Les avocats de la défense ont obtenu un verdict partiellement favorable à leur client, bien que la condamnation subsiste.

mondiale, M. McNamara

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. David D. McNamara, a été élu pour un mandat de deux ans. Sa nomination a été saluée par la communauté internationale pour son rôle de médiateur dans les conflits mondiaux.

UN ACCROCHEUR

Portrait d'un homme politique connu pour ses prises de position tranchées et ses interventions remarquées. Ses actions ont souvent été décrites comme provocatrices, mais aussi courageuses.

Plus d'arrangements, moins de procès

Le système judiciaire français est confronté à une crise de confiance et à des délais de jugement excessifs. Des réformes sont en cours pour encourager l'arbitrage et la médiation, afin de réduire le nombre de procès et améliorer l'efficacité du système.

Fabricant anglais de machines à mouler le plastique par injection et de machines à mousse de polyuréthane cherche sociétés pour le représenter sur les principaux marchés européens.

Les politiques de stabilisation

É. Alphandery G. Delupepe, 192 pages - 32 F.

Allemagne fédérale

Dans le quadrillage des tarifs

France

Méfiance des justiciables

Grande-Bretagne

Le plus mal loti : l'Anglais moyen

Italie

Plus d'arrangements, moins de procès

Fabricant anglais de machines à mouler le plastique par injection et de machines à mousse de polyuréthane cherche sociétés pour le représenter sur les principaux marchés européens.

Les politiques de stabilisation

É. Alphandery G. Delupepe, 192 pages - 32 F.

Le chemin des tribunaux est ouvert à quiconque cherche à faire reconnaître son droit selon la lettre de la loi. Le nombre des procès civils s'accroît d'année en année, provoquant un surmenage quasi permanent des juges. Dans de nombreux cas, les litiges concernent des questions d'argent.

Les frais de procédure et d'avocat ne sont pas minces. Le client débouté ayant, en plus de ses propres frais de procédure, à supporter ceux de son adversaire vainqueur, il n'est pas rare qu'un procès intenté, par exemple, pour une somme de 1 000 DM soit grevé de droits et taxes représentant plus de la moitié de la somme en litige.

L'apprenti aventurier désireux d'affronter l'inconnu, ne pourrait-on conseiller d'engager un procès ? Les occasions ne manquent pas de découvrir du neuf dans un domaine dont parlent tant de gens sans que le particulier soit informé de ce qui l'attend avant de commencer son procès. Combien de temps celui-ci durera-t-il, et, au-delà, combien coûtera-t-il ?

La première question n'a jamais été de réponse satisfaisante et, sur ce point, avocats et magistrats sont toujours unis — ce qui, en d'autres circonstances, tend à devenir moins vrai en France — pour dire que tout dépend de la nature du litige et de l'intérêt que chacun des plaideurs y attache. Pour peu que l'un des deux soit procédurier, les expertises seront suivies de contre-expertises ; les jugements, d'appels ; ceux-ci, de pourvois en cassation ; ces derniers d'arrêts de renvoi, etc.

Seuils des riches ou des pauvres peuvent se permettre d'intenter une action en justice en Grande-Bretagne. Les riches pour des raisons évidentes, les pauvres parce que depuis 1949 un système d'assistance légale a été mis en place pour permettre à tous ceux qui n'ont que des revenus peu importants d'avoir, aux frais du gouvernement, la possibilité d'obtenir des conseils juridiques et, si nécessaire, de porter l'affaire devant un tribunal.

Le gouvernement aurait voulu faire bénéficier de cet avantage une part de plus en plus importante de la population, mais les ravages exercés par l'inflation, et la difficulté, pour des raisons politiques, de décaler les fonds nécessaires à un service social qui ne jouit pas d'une popularité particulière, ont freiné l'extension prévue de ce système. L'an dernier, quelque deux cent mille personnes ont

En Italie, les ouvrages les plus chers ne s'achètent dans d'antiquités mais aux greffes des tribunaux. En effet, les actes d'un procès sont hors de prix tant dans les juridictions civiles que pénales. Ainsi, au cours d'un congrès de magistrats qui s'est tenu récemment, un juge, M. Daniele Cusani, est allé jusqu'à intimer son rapport : « La justice est moins égale pour les pauvres », soulignant ainsi que la qualité de la défense dépend des possibilités financières du justiciable.

Le célèbre Pietro Valpreda, accusé d'être l'auteur de l'attentat de la Piazza Fontana, à Milan, a dépensé 47 800 livres pour que lui soit communiquée l'ordonnance par laquelle le juge d'instruction le renvoyait devant la juridiction pénale, mais 2 millions de livres ont été nécessaires pour que ses défenseurs aient la faculté d'étudier l'ensemble du dossier constitué au cours de l'instruction (interrogatoires, rapports de police, expertises, etc.). A cela doivent s'ajouter les frais de déplacement des avocats et des témoins jusqu'à Catanzaro, ville où a lieu le procès, qui a déjà été ajourné par deux fois. Au total, les frais s'élèveront à plus de 10 millions de livres.

Certes, le procès de Pietro Valpreda a un caractère exceptionnel, mais même une affaire « courante » nécessite des dépenses importantes. La procédure civile n'est pas mieux lotie. Il ressort d'une enquête réalisée

seront sensiblement égaux à cette somme.

Les tarifs des avocats allemands sont fixés par les Bundes-Resschenswirts - Gebührensordnungen. Ils sont déterminés en fonction de la valeur réelle de l'objet ou de celle du litige. Les frais atteignent par exemple : 15 DM pour un objet d'une valeur de 150 DM, 110 DM pour un objet valant de 1 801 à 2 000 DM, etc. Ils atteignent 430 DM pour un litige d'une valeur comprise entre 19 501 et 20 000 DM. Si la valeur est supérieure à 100 000 DM, les frais supplémentaires sont de 25 DM par tranche de 5 000 DM jusqu'à 1 million de deutschemarks et de 30 DM par tranche de 10 000 DM au-dessus.

S'agissant par exemple d'un procès civil portant sur 5 000 DM

l'adversaire ? Le temps est alors son principal allié, et il ne craint de mettre en cause ni son honneur ni son crédit. Enfin quand, par hasard, une décision judiciaire est définitivement acquise contre l'Etat, tous les juristes français sont d'accord pour déplore que nul texte ne puisse obliger celui-ci à exécuter les décisions qui sont pourtant rendues, non pas en son nom, mais sous son autorité.

Personne, en tout cas, ne s'est jamais vanté qu'un procès pût être court. A moins qu'il n'ait été jugé en flagrant délit — s'il s'agit d'un procès pénal, — auquel cas le citoyen se plaint plutôt, non sans raison souvent, que les choses, cette fois, aillent trop vite.

Ah ! combien de temps ? Pour celui que le procès préoccupe, pour celui qui en attend la satisfaction de son honneur ou la réparation d'un dommage ; pour longtemps. Couramment plusieurs années, au point qu'il n'est pas rare, au vingtième

siècle, de voir un procès figurer au rang des biens d'héritage, comme une terre, des actions, un passif ou à l'actif des successions, selon ce qu'on espère.

Mais, quel qu'il arrive, le procès est coûteux. En proportion des « facilités contributives » de chacun. Une récente étude (mai 1974) sur le coût de la justice, menée par la revue 50 millions de consommateurs, a fait apparaître qu'une procédure unique devant la plus petite juridiction française, fondée sur un litige évalué à moins de 10 000 francs, revenait au moins à 1 038 francs, soit au minimum 10 % du litige ; devant un tribunal de droit commun, sans appel ni pourvoi en cassation, à 3 244 francs ; à un divorce sans complication à 1 893 francs minimum.

Encore cela ne concerne-t-il que les frais de procédure, et il faut y ajouter les honoraires dus à l'avocat. Dans ce domaine règne l'improvisation la plus grande, pour ne pas dire

Centre de prévention et de défense sociale de Milan qu'un procès civil où le litige porterait sur une valeur inférieure à 100 000 livres pourrait coûter jusqu'à 170 000 livres.

On remarque aussi que le pourcentage des coûts de la procédure tend à diminuer au fur et à mesure que les sommes en litige s'accroissent. Ainsi, pour les procès portant sur une somme variant entre 100 000 et 200 000 livres, les frais de procédure représentent en moyenne 61 % de la somme principale, alors qu'ils s'établissent à 9 % dans les procès portant sur plus de 6 millions de livres.

Il existe une désaffection croissante du citoyen pour les juridictions de l'Etat, qui s'est traduite par une nette diminution du nombre des procès civils. Dans bien des cas, on préfère avoir recours à un « tribunal » privé composé de trois experts choisis par les parties.

IMMEUBLES et **LOCAUX COMMERCIAUX** en République Fédérale d'Allemagne

SITUATION EXCEPTIONNELLE ZONE PIÉTONNIÈRE

Depuis plus de 10 ans, nous connaissons un grand succès dans la vente et la location immobilières de qualité.

Contactez-nous : 43 Essen, Kettwiger Strasse 29 Demander M. BEISEMANN Tél. 0201/22 70 92 ou 22 48 88 ou 22 47 67

et les services des avocats des deux parties ayant été sollicités trois fois, les frais s'élèveront à 230 DM pour chacune des trois interventions ; frais de procès, frais de conciliation et frais de preuve, soit deux fois 650 DM. La partie déboutée aura donc à déboursier 1 300 DM, auxquels s'ajouteront les frais de constitution de dossier et la T.V.A. de telle sorte qu'au total le débours portera environ sur 1 500 DM. Sur ce montant viendront se greffer les frais de tribunal, qui, dans notre exemple, représenteront trois fois 103 DM (frais de procès, de preuve et de jugement) soit 309 DM. Au total, les frais d'avocat et de tribunal dépasseront 1 800 DM.

Il est supposé que le plaignant n'ait pas obtenu satisfaction en première instance et en appelle à une plus haute juridiction, les

l'arbitraire. D'autant que rares sont les avocats qui se préoccupent de connaître les prix de revient réels dans leur cabinet.

Quelques avocats groupés dans un même immeuble parisien qui sont réputés pour essayer de proposer un service juridique abordable ont ainsi établi que, s'il voulait gagner convenablement sa vie, par exemple en se référant au traitement d'un magistrat de même âge et d'expérience équivalente, un avocat devrait travailler sur la base de 100 francs de l'heure. Cela représente, pour une affaire pénale de toute petite envergure, un montant de frais d'au moins 1 300 francs.

Cependant, les justiciables — bien qu'il s'agisse d'un terme vague — protestent vivement contre l'impressionnisme qui est en France l'une des caractéristiques du fonctionnement de la justice, pour ce qui concerne aussi bien sa rapidité que son coût. D'où une réaction grandissante de méfiance contre le service public de la justice, de

ne siège qu'un seul jour. Les honoraires de l'avocat seront de quelque 150 livres, les frais d'avoué de 35 livres, le reste étant constitué par les taxes de justice.

Dans le cas d'un litige passant devant la Haute Cour, les frais augmentent considérablement, et un procès ne durant qu'une seule journée peut facilement coûter 500 livres ; l'avocat recevra 350 livres, et l'avoué 100 livres. Plus le procès dure, plus les frais sont élevés.

Si le litige est compliqué, les services d'un conseiller de la couronne peuvent être nécessaires. La facture de ce membre éminent du barreau sera de 150 livres pour un procès d'une journée (y compris la préparation) et de 75 livres pour chaque jour consécutif en plus. Une règle veut, de surcroît, qu'un conseiller de la couronne

Cette solution est légèrement plus coûteuse, mais beaucoup plus rapide. Pour une procédure pénale, il faut attendre en moyenne quatre à cinq ans avant qu'un jugement définitif ne soit rendu. Au « civil » les délais sont encore plus longs : six ou sept ans. Cela tient à la réforme de la procédure pour les conflits du travail, qui a donné de bons résultats puisqu'un jugement est obtenu dans le délai d'un an, mais qui mobilise un grand nombre de magis-

affaires civiles est, une obligation devant les tribunaux des Länder et les plus hautes juridictions, en particulier la Cour fédérale de justice (Bundesgerichtshof). Plaignant ou accusé ne peuvent se défendre eux-mêmes devant ces juridictions, sauf s'ils sont eux-mêmes avocats.

Les tribunaux des Länder sont habilités à connaître toutes les affaires civiles en première instance dont la valeur réelle dépasse 3 000 DM (au lieu de 1 500 DM jusqu'à fin 1974). En cas de litige inférieur à ce montant, les parties peuvent recourir aux tribunaux administratifs, devant lesquels elles peuvent plaider elles-mêmes, sans avocat.

plus en plus nettement accusée d'être dure aux pauvres et indulgente aux riches. La procédure d'aide judiciaire, qui donne droit à des prestations gratuites (totales pour un revenu inférieur à 1 350 francs par mois et partielles pour un revenu situé entre 1 350 et 2 250 francs) n'est pas, dans son principe, de nature à remettre en cause le bien-fondé d'une telle observation.

Les plus éclairés des avocats sont conscients du risque qui plane. Certains, avec d'autres juristes, essaient de lancer des « boutiques de droit » — déjà florissantes dans d'autres pays — où le citoyen trouve au moindre prix une information juridique convenable. Satisfaisante pour de petits litiges qui demandent une conciliation plutôt qu'un procès, une telle initiative ne saurait suffire à mettre un terme à ce qu'on risque un jour d'appeler la révolte des justiciables.

soit assisté par un jeune avocat, dont la facture s'élèvera à la moitié ou aux deux tiers de celle de son aîné. Un litige difficile peut nécessiter aussi la consultation ou le témoignage de médecins spécialistes ou d'autres experts. Il n'est pas rare que le cas d'une affaire complexe jugé pendant deux ou trois jours, de parvenir à des frais globaux excédant 1 000 livres.

Il faut se rappeler aussi que le défaut d'un procès devra payer non seulement ses propres frais, mais aussi les dépens du gagnant. De plus, les chiffres précités s'appliquent à un simple plaideur utilisant les services d'hommes de loi moyens. Les services des meilleurs avocats et avoués sont sans doute uniquement à la portée de citoyens très aisés ou de compagnies fort riches.

trats, et a ainsi aggravé la situation dans les autres juridictions.

En fait, c'est le plaideur qui supporte presque exclusivement les frais de justice en Italie. L'administration judiciaire ne reçoit que 350 à 380 milliards de lire par an de l'Etat, soit moins de 1,5 % de son budget général.

Le citoyen paye de plus en plus cher un service qui ne cesse de se dégrader.

ALIMENTS DIÉTÉTIQUES

Une occasion unique d'acquiescer une part importante d'un marché britannique en pleine expansion, l'alimentation diététique.

La gamme des produits comprend certaines des premières marques mondiales de cette branche. Avoir net : 350.000 livres, comprenant une fabrique au N.-O. de l'Angleterre.

Ecr. : The Times, Box 1380 M, P.O. Box 7, London WC1X 8EZ

صكزامن الاصل

Dar-es-Salaam, mars 1975

Frugalité « à la chinoise » et capitaux étrangers



DIMANCHE, il fait nuit. Le chauffeur qui nous accueille au dernier avion en provenance de Nairobi a son laissez-passer ! Pour cause d'économies, la circulation dominicale est interdite à partir de 14 heures jusqu'à lundi 6 heures du matin. Le sombre ruban de route qui nous achemine passe devant la gare centrale du chemin de fer Tanzanie (Tanzanie-Zambie), en cours de construction avec l'assistance de la Chine. Apparition miraculeuse : cela ressemble aux thermes d'une grande ville d'eau d'Europe centrale du début du siècle. Somp-tueuses illuminations des réverbères flamboyants neufs : rien n'a encore été inauguré.

Le macadam meurtri par le climat tropical s'étire jusqu'à un pont dominant l'embouchure du port : une dizaine de grands cargos attendent visiblement en pleine mer leur tour de pénétrer dans la rade embouteillée. Arrive enfin l'hôtel, le deuxième plus important du centre de la capitale, ouvert il y a moins de cinq ans. L'ascenseur est cassé, le proposé conduit donc le visiteur et ses bagages à sa chambre via l'arrière des cuisines, la piscine, la chaufferie, et un monte-charge où il fait bien 35 degrés.

L'intense activité diplomatique de cette ville est-afrique contraste étrangement avec la situation économique du pays. Socialiste dit modéré, le président Julius Nyerere s'approprie à gagner à l'extérieur une partie de plus en plus difficile à l'intérieur ?

Décalages

Quelques jours à Nairobi suffisent pour percevoir, en arrivant à Dar-Es-Salaam, le caractère artificiel de l'alliance entre la Kenya et la Tanzanie. Avec l'Ouganda, ils forment la Communauté d'Afrique de l'Est. Mais sur le haut plateau du Nord tout est fait pour attirer les affaires et la prospérité d'où qu'elles viennent, alors qu'ici le meilleur hôtel n'a pas de piscine, et que les conseillers commerciaux se morfondent. Celui de l'ambassade de France ne reçoit plus guère qu'un visiteur par semaine depuis le milieu de l'année dernière. Faute d'être un centre économique, la Tanzanie reste un haut lieu politique.

En fournissant un siège à l'Organisation de l'unité africaine, Dar-Es-Salaam lui a aussi offert un centre de gravité. La Tanzanie donne des facilités de transit aux militants indépendants africains vers la Rhodésie, la Sud-Ouest africain, l'Angola. Des camps d'entraînement révolutionnaires lon-

tionnent, notamment sous assistance technique chinoise, et fournissent des cadres à différents pays.

Ainsi que les présidents alliés de la Tanzanie, du Kenya et de l'Ouganda ne se sont pas réunis depuis l'accession au pouvoir en 1971 du général Idi Amin Dada (dont le prédécesseur destitué a trouvé asile à Dar-Es-Salaam), on peut penser que les bonnes relations du président Julius Nyerere avec les dirigeants de la Zambie (M. Kaunda) et du Zaïre (M. Mobutu) préfigurent un renversement des alliances est-africaines. D'autant plus que l'accession du Mozambique à l'indépendance sous la houlette du Fretilin progressiste est de nature à faire dériver vers le sud le courant établi.

Mais la poire est-elle mûre ? Quand, le 25 juin prochain, le Mozambique deviendra indépendant, la voie ferrée qui doit relier Dar-Es-Salaam à la « ceinture de cuivre de Zambie » viendra d'entrer en service. D'avance, le gouvernement provisoire du Mozambique se serait entendu avec la Zambie pour qu'elle achemine via le Malawi une partie de sa production par le port de Nacala au lieu d'aller grossir les stocks divers déjà entreposés en attente de chargement à Dar-Es-Salaam (8 500 tonnes de marchandises destinées à plus de soixante ministères et organismes para-étatiques relaient au port en novembre dernier). Le succès de ses alliés risque de coûter cher à la Tanzanie. Les événements donneraient-ils raison à ceux qui préten-

dent que la Banque mondiale a bien fait de repousser le projet de chemin de fer Tanzam, considérant que les problèmes politiques qui génèrent un trafic plus économique dans la région pourraient être résolus avant l'achèvement de l'ouvrage ?

Toujours est-il que ce superbe paquebot vert vermillon qui mouille sous nos yeux dans la rade de Dar-Es-Salaam débarque plusieurs centaines de techniciens chinois chaque mois. C'est « pour le chemin de fer », dit-on. Mais la Chine s'est aussi lancée dans la construction d'une base navale, d'une grande usine textile et d'un émetteur radio, fournit des équipes médicales, des instructeurs de police, etc.

Elle a aussi fourni le modèle de développement tanzanien : la philosophie de l'indépendance, l'accent mis sur la croissance agricole, l'apologie de la frugalité, le refus de l'intellectualisme, mais l'instauration d'un système d'éducation permanente pour les adultes... ce qui n'a pas miné pour autant le régime local des pourboires et des « bakichis ».

Les rayons des magasins en tont foi : la Chine a remplacé la Grande-Bretagne comme premier fournis-

seur de la Tanzanie. Dans son commerce avec Pékin, en 1970, la Tanzanie exportait pour 255 millions et importait pour 58 millions de shillings de marchandises (1). En 1973 le courant était inversé : elle vendait à la Chine pour 98 millions (principalement de coton, d'ivoire et de café), alors qu'elle lui achetait pour 700 millions de shillings de matériel ferroviaire et de biens de consommation courante.

« Il est stupide de compter sur l'argent comme principal instrument de développement », a dit le président Julius Nyerere dans la célèbre déclaration d'Arusha en février 1967. « L'indépendance veut dire dépendance de soi-même. » La balance des paiements tanzanien n'en a pas moins connu en 1974 un déséquilibre grave et profond qui s'annonce durable et accru en 1975, malgré des transferts importants de capitaux étrangers et une aide considérable. Dès la fin de 1973, les échanges commerciaux tanzaniens étaient déficitaires de 925 millions de shillings. En mars 1974, les réserves monétaires du pays n'étaient plus que de 911 millions. Et il est clair, malgré l'absence de chiffres récents publiés, que le déficit de 1974 a été supérieur à celui de l'année précédente et que les réserves sont virtuellement épuisées.

Certes, il fallait s'attendre à une dégradation de la situation économique due à l'augmentation des prix du pétrole et des produits importés. Malgré la propagande sincère du président Nyerere en faveur de l'union des pays producteurs de

matières premières, les émissions envoyées dans les capitales pétrolières amies pour obtenir du carburant à bon marché n'ont guère obtenu satisfaction.

Mais c'est surtout la baisse des exportations qui justifie l'inquiétude. La conjonction de deux saisons particulièrement sèches et d'une politique de socialisation de l'agriculture parfois maladroite a rendu le pays gros acheteur de produits agricoles dont il était auparavant vendeur : sucre, farine, céréales. La campagne nationale de groupement de la population en « villages planifiés » dits « ujamaa » (2) n'aurait pas donné tout à fait les résultats escomptés. Il aurait fallu détruire certains villages pour obliger certains paysans à rejoindre un « village » ou les empêcher de retourner à leur ancienne demeure. Une partie des récoltes auraient été sacrifiées : la productivité aurait commencé à diminuer ; des stocks se constitueraient par endroits, accroissant la pénurie.

Ainsi, la Tanzanie n'a guère profité, par exemple, de l'augmentation des cours du sisal, en raison de l'insuffisance de sa production. Dans la région du Kilimandjaro, la récolte de café aurait diminué de 50 % l'année dernière. L'appel du

Une marge de manœuvre

président de la République à l'intensification des cultures vivrières (certaines hautes personnalités du régime montraient le bon exemple dans leur jardin). L'obligation pour l'armée de subvenir à ses propres besoins en faisant cultiver à chaque unité au moins 200 hectares, la modification des emplois du temps scolaire pour faciliter la participation des jeunes aux travaux agricoles avertis raison de la grande pénurie de denrées alimentaires qui menace, alors que l'Etat est à bout de ressources financières ?

« L'Etat tanzanien a obtenu le Fonds monétaire international se précisant, en outre, en raison de l'accroissement de son déficit. La négociation de fournitures agricoles et alimentaires est aussi amorcée, à travers notamment l'achat de 40 000 tonnes de céréales aux Etats-Unis, qui ont décidé, par ailleurs, de faire don de 20 000 tonnes de riz, de sorgho et de blé.

Le recours à la solidarité financière de la riche Ile de Zanzibar (qui a formé la Tanzanie avec le Tanganyika) est quant à lui, de plus en plus exclu : la récolte des clous de girofle, l'une des traditionnelles ressources de l'Ile avec le copra, est menacée par le parasite des girofliers, ces arbres fragiles dont il faudrait même après la révolution « épargner les rameaux au moment de la cueillette.

(1) 1 shilling tanzanien = environ 0,88 F.
(2) Dans la politique définitive par la déclaration d'Arusha en 1967, le concept d'Ujamaa est central. Le socialisme Ujamaa consiste en principe à développer les valeurs traditionnelles de solidarité, de propriété collective et de travail en commun qui devaient être démo-cratie, répartition égalitaire des ressources et coopération dans le nouveau régime. Ce serait l'individualisme hérité de la période coloniale qui ferait obstacle à son développement, en particulier dans les zones rurales les plus riches.

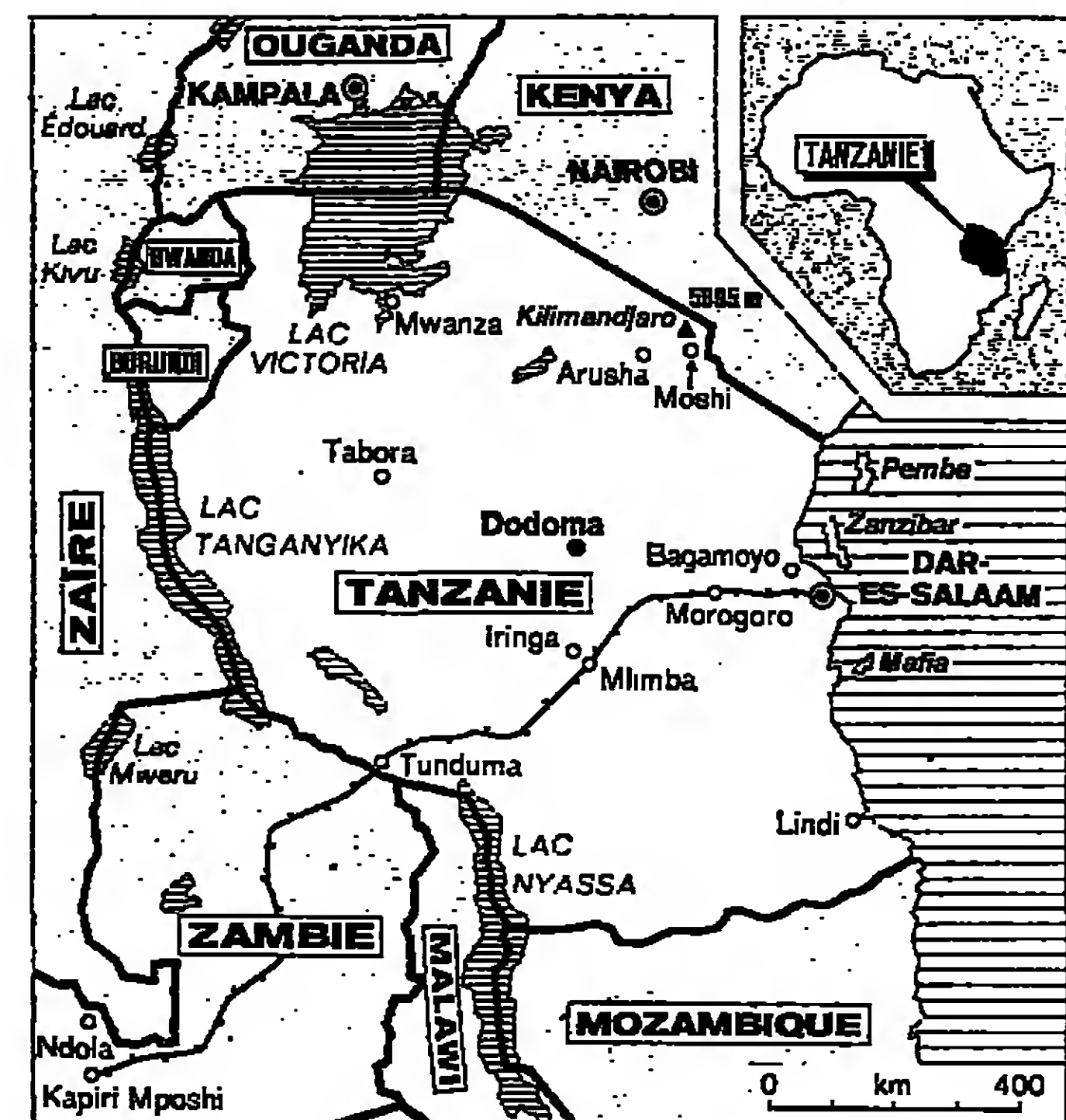
éviter de blesser les écorces et tenir au long de l'année les pieds parfaitement desherbés.

A Dar-Es-Salaam, le prix de la farine de maïs est passé de 1,40 shilling à 2 shillings le kilo, celui du sucre de 3 à 6 shillings à la fin de 1974. Les réformes, cependant, se poursuivent. L'inspection primaire sera rendue obligatoire en 1977. L'admission directe des lycéens à l'Université est abolie : les étudiants devront être sélectionnés et recommandés par les cellules du parti unique, le TANU (Tanganyika African Union). Le système judiciaire hérité de l'administration britannique est aussi en cours de réexamen, notamment pour voir si les procédures de défense donnent toujours satisfaction. Un texte législatif récent fait dépendre les recours en justice des particuliers (donc notamment des paysans) d'une autorisation

écrite du ministère de la justice. Et on apprend que les paysans ayant rejoint un village Ujamaa dans la région de Tabora doivent, pour pouvoir sortir de ses limites, prouver qu'ils ont terminé les travaux agricoles dont ils ont la charge sur le lopin de terre qu'ils ont alloué et obtenu une autorisation du secrétaire général du parti.

Les douze millions de Tanzaniens seront appelés à voter prochainement, en ce mois de mars. Si le parti TANU est unique, le choix sera offert entre plusieurs candidats. Il n'est pas exclu que des changements en résultent dans l'équipe qui entoure le président Nyerere. Celui-ci a en tout cas annoncé le projet de construction à Dodoma, dans le centre du pays, d'une nouvelle capitale.

JACQUELINE GRAPIN
(Le Monde)



« L'Etat tanzanien a obtenu le Fonds monétaire international se précisant, en outre, en raison de l'accroissement de son déficit. La négociation de fournitures agricoles et alimentaires est aussi amorcée, à travers notamment l'achat de 40 000 tonnes de céréales aux Etats-Unis, qui ont décidé, par ailleurs, de faire don de 20 000 tonnes de riz, de sorgho et de blé.

Le recours à la solidarité financière de la riche Ile de Zanzibar (qui a formé la Tanzanie avec le Tanganyika) est quant à lui, de plus en plus exclu : la récolte des clous de girofle, l'une des traditionnelles ressources de l'Ile avec le copra, est menacée par le parasite des girofliers, ces arbres fragiles dont il faudrait même après la révolution « épargner les rameaux au moment de la cueillette.

(1) 1 shilling tanzanien = environ 0,88 F.
(2) Dans la politique définitive par la déclaration d'Arusha en 1967, le concept d'Ujamaa est central. Le socialisme Ujamaa consiste en principe à développer les valeurs traditionnelles de solidarité, de propriété collective et de travail en commun qui devaient être démo-cratie, répartition égalitaire des ressources et coopération dans le nouveau régime. Ce serait l'individualisme hérité de la période coloniale qui ferait obstacle à son développement, en particulier dans les zones rurales les plus riches.

Grain de sel Ist die Frau denkmalschutzwürdig ?

ES war keineswegs reiselhaft, wie manche Kritiker meinten, sondern voll des tieferen Sinns und der Logik, als die britische Koenigin am Beginn dieses Jahres den greisen Charlie Chaplin und P.G. Wodehouse, der gerade gestorben ist, in den Adelsstand erhob. Es war dies ohne Zweifel der hoefische Tribut zum « Jahr des Internationalen Denkmalschutzes », denn die Welt ist auferufen, seine Schatze zu pflegen.

Das Wort Schatz muss nun bei irgendeinem Menschen maennlichen Geschlechts auf hoehchst verwunderliche Weise eine Gedankenverbindung zu irgendeiner ihm nahestehenden (und hoffentlich eigenen) Frau hergestellt haben und nur so ist der ausserordentliche und zugleich ungeheuerliche Zufall zu erklaren, dass das « Jahr des Denkmalschutzes » zugleich zum « Jahr der Frau » auferufen worden ist.

Wer nun immer noch nicht erfasst haben mag, in welch bedeutsamen Jahr er 1975 lebt, mag daran erinnert werden, dass dies zugleich auch ein « heiliges Jahr » ist. Nachdem dieses Jahr also dermassen mit hoeheren Slingehall beladen worden ist, muss die Frage erlaubt sein : wer ist es eigentlich, der fuer ein Jahr unsere Gedanken in eine feste Richtung lenkt ? Wer knuepft uns da fuer zwei Monate einen Knoten ins Taschentuch, kurz : wer erfindet eigentlich fuer jedes Jahr ein neues Motto und Leitmotiv ?

Einer der Uebeltaeter ist bekannt. Es ist Henry Kissinger, der beispielsweise 1973 der Welt kurzerhand ein « Jahr Europas » verordnete. Wie sich herausstellte, beging Europa gegen dieses Dekret einen Akt kollektiver Befehlsverweigerung, denn 1974 wurde zum Jahr der bisher gressten Europakrise, mit Emsiedlungsputzen und einem katastrophalen Giftpfretzen in Kopenhagen.

Nun mag Henry Kissingers « Jahr Europas » schlicht ein Fehlurteil gewesen sein, das Jahr 1975 zum « Jahr der Frau » zu erklaren, ist jedoch ein viel schwerer wiegender Verstoess gegen die guten Sitten, kurz : ein ueberaus ernst zu nehmendes Kavaliersdelikt. Denn fuer zwei Monate die Frau auf Haenden zu tragen, sich ihrer Probleme zu widmen, sie zu pflegen, wie ein Denkmal ist die Bankrotterklaerung des Kavalliers. Casanova, der sein ganzes Leben der Frau widmete und damit nicht auskam, muss im Grabe roeten und die Frauen selbst haben guten Grund zur Klage : das « Jahr der Frau » kann nur die Erfindung eines Maennlichkeits-Chauvenisten gewesen sein.

Das Problem ist akut : wie kann man dieser Inflation der Gedachtnisjahre Herr werden ? Wie kann verhindert werden, dass 1976 zum « Jahr der Schwiegermutter », 1984 zum « Jahr des grossen Bruders » und 2000 zum « Jahr der Jahre » erklart wird ? Ein bescheidener Vorschlag : einen Tag des Jahres zum « Tag des schlechten Gewissens » erklaren. Er ersetzt ein ganzes Jahrhundert von Gedachtnisjahren.

FRITZ WIRTH
(Die Welt)



Tous les trésors de Londres ne sont pas au British Museum.
L'un d'eux se trouve à Portman Square.

LOEWS
CHURCHILL
PORTMAN SQUARE, LONDRES, W1

Pour les réservations, rendez-vous à votre librairie de voyage ou spécialiste Loews-Reservations à Paris, 17, rue...

A VENDRE
Avion d'affaires
appartenance à société
Beech King Air Turbo
Propulseur type E90
A peu près 400 heures depuis neuf en décembre 1973. Piloté et entretenu par professionnel, 6 sièges luxe, vaste cabine entièrement pressurisée et climatisée. Equipement radio catégorie 1.
Prix 275.000 livres
S'adresser à :
Captain J.J. Muldoon, Central Air Services - Birmingham Airport U.K. - Té. : 38745.

droit et pratique du commerce international
INTERNATIONAL TRADE LAW AND PRACTICE
Revue trimestrielle
destinée aux juristes des affaires internationales
Textes en français ou en anglais
Abonnement 1975 - 4 numéros
• France et zone franc : 200 F
• Autres pays (sauf l'Italie) : 240 F
Pour toute documentation et abonnement adressez-vous à votre libraire.
MASSON

droit et pratique du commerce international
INTERNATIONAL TRADE LAW AND PRACTICE
Revue trimestrielle
destinée aux juristes des affaires internationales
Textes en français ou en anglais
Abonnement 1975 - 4 numéros
• France et zone franc : 200 F
• Autres pays (sauf l'Italie) : 240 F
Pour toute documentation et abonnement adressez-vous à votre libraire.
MASSON

homme qui volait 3 000

LES PROGRAMMES

UNDI 3 MARS

MARS

Afrique No

RADIO-TÉLÉVISION

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudications

ADJ. TRIBUNAL COMMERCE PARIS Jeudi 13 mars 1975 à 14 h. 15 FONDUS DE COMMERCE Fabrication-vente caillans et...

ADJ. TRIBUNAL COMMERCE PARIS Jeudi 13 mars 1975 à 14 h. 15 « LE REVENU FRANÇAIS » comprenant : le titre « Le Revenu Français », les archives et la liste des abonnés à ce journal...

ADJ. TRIBUNAL COMMERCE PARIS Jeudi 13 mars 1975 à 14 h. 15 « ENTREPRISE GÉNÉRALE DE BATIMENT » A PARIS - 224, boulevard Voltaire...

ADJ. Palais Justice Versailles, 3, pl. Louis-Barthou, mercredi 28 mars 10 h. MAISON 6 à 15 ca - Commune des ESSARTS-LE-ROI (78)...

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 13 mars 1975, à 14 heures 1) BOUTIQUE et APPARTEMENT - M. à Px: 60.000 F...

Vente s. licit. Pal. Just. Versailles, 3, pl. L.-Barthou, mercr. 28 mars 1975, 10 h. PROPRIÉTÉ 5 ARES 43 CENTIAIRES - BOUGIVAL (78)...

Vente aux enchères publiques par appropriation forcée sur subrogation et revendu au Palais de Justice à MARSILLE, LE JEUDI 13 MARS 1975, à 10 h. du matin...

Vente au Palais de Justice à Boulogne, le mardi 11 mars 1975, à 13 h. 30 PROPRIÉTÉ GOURNAY-SUR-MARNE (93) 12 et 14, rue de la Botonde...

au Palais de Justice à Paris, le lundi 10 mars 1975, à 14 heures D'UN IMMEUBLE SIS A PARIS (16^e arrondissement) AVENUE INGRES N° 1...

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE Réservez aux lecteurs résidant à l'étranger

L'homme qui valait 2500 francs

On ne peut pas voir « Un ticket de rétro » de Jean-Christophe Averty d'un œil innocent. Il faut consulter, autour, les programmes, pour déceler l'italien « aujourd'hui » auquel se mesure la distance d'un « hier ».

LES PROGRAMMES

LUNDI 3 MARS

- CHAÎNE I: TF 1 18 h. 20 Le fil des jours. 18 h. 40 Pour les jeunes: Chapi Chape. 18 h. 50 Pour les jeunes: L'île aux enfants.

MARDI 4 MARS

- CHAÎNE I: TF 1 18 h. 20 Le fil des jours. 18 h. 40 Pour les jeunes: Chapi Chape. 18 h. 50 Pour les jeunes: L'île aux enfants.

L'Afrique Noire, c'est notre affaire.

40 vols hebdomadaires* à destination de 24 escales africaines. Pour recevoir régulièrement l'horaire en cours des vols Air Afrique vers l'Afrique noire, adressez-vous à votre agent de voyage habituel.

AIR AFRIQUE



Capitales étrangères

Grain de sel Ist die Frau denkmalschutzwürdig?

Le Monde publie tous les samedis, numéros datés du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

Le Monde publie tous les samedis, numéros datés du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

Le Monde publie tous les samedis, numéros datés du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.



ACHILL

ARTS ET SPECTACLES

Expositions

LES DONATEURS DES MUSÉES NATIONAUX CRÉENT UNE ASSOCIATION DE DÉFENSE

Des donateurs d'œuvres d'art aux musées nationaux français viennent de fonder une association. Elle a pour président Claude Laurens, fils du sculpteur et exécuteur Louis-Ernest de Braque.

L'association s'est donné pour but la culture a promis aux donateurs de créer dans l'ancien bâtiment du Musée national d'art moderne, un musée des donateurs.

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture a promis aux donateurs de créer dans l'ancien bâtiment du Musée national d'art moderne, un musée des donateurs.

On apprend la mort du pianiste Stanislas Niedzielski, survenu à Paris le 23 février. Il était âgé de soixante-dix ans.

Cinéma

« LE COCHON » ET « L'ORDRE »

Un programme pour ceux qui s'intéressent aux recherches - non commerciales - des jeunes auteurs du cinéma français : le Cochon, de Jean-Michel Barjol et Jean Eustache, et l'Ordre, de Jean-Daniel Pollet.

Le Cochon date de bien avant la « révolution » de la Maman et le Papi. Eustache travaillait alors en marge, produisant lui-même ses films.

Maxime Le Forestier est au Palais des Congrès. Pour une fois, un chanteur français navigue loin de la médiocrité.

Musique

Jacques Delacote et l'Orchestre de Paris

Grâce à son étiquette « de prestige », l'Orchestre de Paris s'accorde parfois le droit de manifester en public ses allergies et ses humeurs.

C'est ainsi sans doute que Jacques Delacote a détesté l'Orchestre de Paris. Une première fois en 1974, dans une symphonie de Mahler.

Le premier Printemps musical de Poitiers se déroulera du 15 au 22 mars sur le thème de l'Europe musicale des XVII^e et XVIII^e siècles.

Variétés

MAXIME LE FORESTIER

Maxime Le Forestier s'est imposé, à l'évidence, il y a deux ans. Depuis, cela a pris encore plus d'ampleur. Sans doute parce qu'il est un chanteur différent des autres.

Les résonances du quotidien se répètent par des chansons qui prennent de plus en plus souvent une forme anecdotique quand elles n'épousent pas carrément la chronique.

PRESSE

Échec des négociations

« LE PARISIEN LIBÉRÉ » SUPPRIME SES ÉDITIONS RÉGIONALES

La tentative de conciliation entre la direction du Parisien libéré et le Syndicat du livre (C.G.T.) organisée samedi 1^{er} mars a échoué.

Ce lundi 3 mars, après-midi, les membres du comité d'entreprise du Parisien libéré devraient être informés des mesures de compensation de personnel décidées par la direction.

En Allemagne fédérale

LE SECRET PROFESSIONNEL EST DÉSORMAIS RECONNU AUX JOURNALISTES DANS LES PROCÉDURES CIVILES ET PÉNALES

Bonn. - Les journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision ont désormais le droit de refuser de témoigner dans les procédures civiles et pénales.

A l'avenir, toute personne préparant, produisant ou distribuant une œuvre imprimée ou une émission de radio-télévision, aura le droit de se taire devant les tribunaux.

Les documents qu'ils solent destinés à la publication ou aux archives, sont également protégés par le droit au refus de témoigner.

En bref

Décentralisation

Le sort de l'O.P.P.L. en suspens

Nantes. - M. Michel Guy, qui inaugurerait vendredi à Nantes les nouveaux bâtiments du musée Dobrée, a longuement développé les grandes lignes de sa politique d'action régionale.

M. Michel Guy s'est contenté d'affirmer que l'effort commun de l'Etat et des collectivités locales devrait être maintenu à un niveau convenable.

Galeries

Ève Gramatzki : un art de précision

Eve Gramatzki prend le temps qu'il faut, et il lui en faut beaucoup, pour « finir » chacun de ses dessins.

C'était une étape. Gramatzki semble se détacher de l'objet, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'y reviendra pas un jour.

Variétés

Mercedes Sosa

Mercedes Sosa chante la terre exploitée, blessée, humiliée, des gens assoiffés de liberté et de justice.

Toute l'enfance, toute l'adolescence de Mercedes Sosa a eu pour cadre la pauvreté, du côté de Tucuman, en Argentine.

Informations Spectacles

Le spectacle de la Fête de la Musique aura lieu le samedi 15 mars à 20 heures au Grand Théâtre de Bordeaux.

Cinéma

Le Centre Cinématographique National présente le film « Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol.

Les films nouveaux

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

« Le Cochon » de Jean Eustache et Jean-Michel Barjol. « L'Ordre » de Jean-Daniel Pollet.

Advertisement for 'AUX TROIS QUARTIERS' chemise. Features a photo of a man in a shirt and text: 'UN RETOUR EN BEAUTE: LE CHEMISIER'. Price 39F and 69F.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

صك زامن الأصل

MINI-CALCULATRICE scientifique DE POCHE
 4 opérations - 8 fonctions
 LOG - EXP - TANG - ARCTANG
 SIN - COS - ARCOS
 CAPACITÉ 10 - 99 à 10 + 99
280 F T.T.C.
BARANGER-BLANCHETON
 14-16, rue de la Botte-aux-Celliers, Paris-18^e - Téléphone : 369-98-12
 Fermé le samedi

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
 Aucun diplôme exigé
 Aucun limite d'âge
 Demandez le nouveau guide
 FRUITS NUMÉRIQUES
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
 Ecole privée fondée en 1873
 soumise au contrôle pédagogique de l'État.
 4, rue des Petits-Champs, 75008 PARIS - CEDEX 02

rustiques
 ou mont st-michel
 104, rue de la République, 93000 Paris 13^e
 tél. 525 08 59

LETTRES

« Changer la ville »... et la vie

(Suite de la première page.)
 Voilà, résumé, le réquisitoire que l'on peut entendre et lire chaque jour. Paul Granet ne le rejette pas en bloc, mais il refuse aussi d'y adhérer les yeux fermés et d'entourer la thèse de l'apocalypse. Il tente, point par point, d'en faire l'inventaire.

La pollution ? Elle existe, certes, mais encore faut-il éviter de mélanger pêle-mêle sous ce vocable des phénomènes qui n'ont rien de commun ni par leur ampleur, ni par leur nature, ni par leurs effets. La pollution bactériologique, loin de s'aggraver, a diminué au cours des siècles et depuis le début du nôtre. Nos villes sont moins pestilentielles et moins contagieuses qu'autrefois, l'air y est plus pur et même de plus en plus. La pollution industrielle, au contraire, d'origine récente, est plus inquiétante, en particulier pour l'eau ; ce ne sont pas cependant la planète et la race humaine qui sont menacées, mais notre environnement naturel et les jouissances qu'il nous procure. Les solutions techniques existent et ne sont pas hors de portée ; celle qui consiste à arrê-

ter l'évolution de l'écosystème est une absurdité.
 L'automobile est incontestablement génératrice d'une partie de la pollution de l'air et surtout du bruit. Mais il est faux que la circulation dans les villes soit de plus en plus lente, même à Paris ; faux que les transports en commun soient plus rapides ; en moyenne, la voiture individuelle représente un gain de temps d'environ 50 % ; faux que l'auto soit de plus en plus polluante ; elle l'est de moins en moins, même si la production de la voiture antipollution, qui serait possible, tarde curieusement.

La révolte contre la ville, cette révolte qui, demain peut-être, éclatera dans la ville, tient à d'autres causes. L'air y est plus pur et même de plus en plus. Le siège de tout l'appareil oppressif et autoritaire de la société : police, justice, bureaucratie, directions et administrations. Elle est conçue pour la consommation, crée des besoins, donc des insatisfactions, et incite à la dépense. Elle dépersonnalise, privilégie l'indifférence et finalement l'ultra-violence gratuite, réduit le travail à sa rémunération,

le loisir à l'argent dont on dispose. L'habitat urbain est conçu par des architectes et des urbanistes qui rêvent de tours géantes au bord d'une rivière, avec des espaces verts et des parkings tout autour, et qui n'ont que mépris pour ce qu'ils nomment la prolifération des banlieues. Au contraire, l'écrasante majorité des Français n'aiment que les maisons individuelles avec de petits jardins, aussi fonctionnelles et agréables que possible. Résultat : nous détenons le record du monde des résidences secondaires (environ 1 500 000), alors que l'addition des coûts des résidences principales et secondaires aurait permis de résoudre la plupart des problèmes d'implantation et de déplacement.

Cette démythification n'est évidemment un des aspects du livre de Paul Granet dont il faudrait aussi examiner et discuter les propositions. Bornons-nous à noter qu'il élargit son propos à une méditation sur l'utopie, sur l'organisation sociale et politique et à énumérer quelques-uns des choix qu'il prononce et argumente.

La ville de demain, expose-t-il, doit être conçue pour la participation :

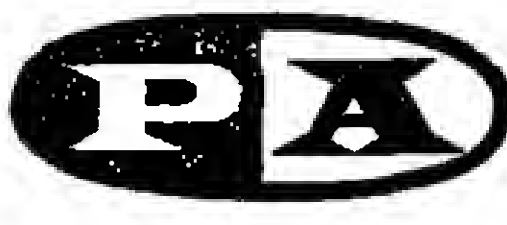
elle ne peut être qu'une ville moyenne et traditionnelle. La priorité donnée à l'insertion de la population dans un ensemble communal, et non à la mobilité de la main-d'œuvre, suppose une politique industrielle de décentralisation. Le maintien de la commune, le renforcement de son statut individuel, la lutte contre la ségrégation sociale, exigent une politique dirigée. La voiture sera acceptée comme un élément de la civilisation de demain, les équipements de loisirs seront prioritairement réduits, la maintenance des sols assurée par la création d'agences foncières. Il faut, estime-t-il encore, imposer les gains en capital, faire de la région le cadre essentiel de la planification urbaine, réformer l'allocation-logement pour l'attribuer selon le niveau de revenus et non selon le type de logements.

Bref, il ne s'agit de rien d'autre que de rééquilibrer la France. L'objectif est ambitieux, la discussion ouverte, la démonstration serrée. Voilà un livre que tous ceux qui sont au pouvoir — qu'il s'agisse du pouvoir politique, administratif ou économique — se doivent de méditer ; puisse-t-il,

au moins pour l'essentiel, aiguillonner leur réflexion et — qui sait ? — inspirer leur action.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.
 * Paul Granet, « Changer la ville », Grasset, 350 p., 39 F.

VU LU
 avez-vous / avez-vous
MONSIEUR GISCARD
 N° spécial Reporter Objectif
 Préface d'Yvan Audouard et André Chambraud
 chez votre marchand de journaux



DIRECTEUR DES PROGRAMMES 140.000 F
Promotion immobilière — Un important constructeur-promoteur multinational passé maître dans l'art de la réalisation de programmes immobiliers (villages de maisons individuelles) cherche à renforcer sa Direction Générale en s'adjoignant un Directeur de Programmes. Après une formation initiale, le responsable se verra confier la prospection, la négociation et l'acquisition de terrains permettant la conception de programmes importants, la définition des projets en liaison étroite avec la Direction Commerciale et la coordination des contacts d'une part avec les Administrations (préfectures, villes nouvelles...) et d'autre part avec les hommes de l'art (architectes, ingénieurs...). Il assurera le montage des affaires financières et juridiques en vue d'une commercialisation adoptée des programmes. Ce poste conviendrait à un cadre de haut niveau diplômé d'études juridiques et fiscales, ayant une solide expérience de la promotion immobilière et une connaissance pratique du Droit de l'Urbanisme et de la fiscalité immobilière. La connaissance courante de la langue anglaise est un atout supplémentaire. A la rémunération annuelle de l'ordre de 140.000 francs, qui pourra être supérieure pour un candidat de grande valeur, s'ajoutent des avantages substantiels. Des informations complémentaires seront données au cours d'un entretien strictement confidentiel. Écrire à Paris. Réf. A/20558M

INGÉNIEURS COMMERCIAUX + 90.000 F
Télé-Informatique — Une division d'un très important groupe industriel français spécialisée dans la fabrication et la vente de terminaux intelligents, recherche dans le cadre de son expansion continue plusieurs ingénieurs commerciaux. Basés à Paris, ils s'intégreront à l'équipe existante et auront pour mission de prospecter les grands clients des secteurs privés et publics afin de proposer un terminal et ses périphériques, entièrement programmable et aux nombreuses applications. Ces postes conviendront à des candidats, ingénieurs diplômés d'une grande école (Supélec par exemple) ou de niveau équivalent, ayant acquis une solide expérience de la vente de matériel informatique (mini-ordinateurs, terminaux, équipements de saisie de données à la source de préférence), et possédant de bonnes connaissances en télétraitement (réseaux et procédures). La pratique de la langue anglaise serait appréciée. La rémunération annuelle de l'ordre de 90.000 francs sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à Paris. Réf. A/21348M

INFORMATICIEN-ORGANISATEUR 80.000 F
Paris — Une Société Internationale de distribution parmi les leaders en Europe dans sa spécialité, recherche, pour son siège parisien, un « Chef de département statistiques ». Dépendant du Directeur Administratif et Financier, il animera une vingtaine de personnes réparties en trois services : gestion des factures, ventes, mécanographie. Ce département est équipé d'un petit ordinateur de bureau (évolution à court terme vers le télétraitement). Il sera chargé de réécrire certains programmes et d'en faire évoluer d'autres. Il veillera à l'adaptation et au respect des méthodes et procédures. En outre, il lui sera confié diverses études statistiques (analyse de résultats, études de rentabilité...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans au moins, ayant de préférence une formation supérieure (ESC ou ingénieur), bon organisateur et aimant les chiffres. Une expérience de deux ans minimum en analyse et en programmation est nécessaire ainsi qu'une assez bonne connaissance de l'anglais parlé. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 80.000 francs et fonction de l'expérience acquise. Écrire à Paris. Réf. A/2227M

CADRE COMPTABLE 80.000 F
 Une société filiale d'un groupe anglais employant en France 500 personnes réparties dans cinq usines, recherche le responsable au siège de ses services comptables. Basé à Paris, assistant du Directeur Administratif et Financier, le titulaire du poste aura pour mission d'assurer le fonctionnement de la comptabilité générale dans le cadre d'une gestion par centres de profit. Pour celle-ci, il supervisera le travail exécuté au niveau de la cellule comptable de chaque usine, il prendra en charge la centralisation et il assurera l'établissement périodique des comptes d'exploitation et des bilans, et participera à la gestion des services généraux du siège. Le poste convient à un candidat âgé de 28 ans minimum, possédant une excellente formation et pratique comptable et ayant une bonne connaissance de l'anglais. Le salaire annuel de départ sera fonction des compétences acquises. Écrire à Paris. Réf. A/22028M

CHEF DE SERVICE PORTEFEUILLE 70.000 F
Assurances Risques Divers — Un groupe d'assurances en développement très rapide, recherche pour Paris un Chef de service portefeuille. Rendant compte à la Direction, sa mission portera sur l'animation et la supervision d'un service groupant une vingtaine de personnes chargées de l'étude, de l'établissement et de l'enregistrement des contrats relatifs aux risques à assurer. Il sera en mesure de prendre en charge les cas particuliers, d'organiser les procédures et de former des collaborateurs. Ce poste convient à un jeune juriste diplômé ou de formation équivalente, âgé de 28 ans minimum pouvant justifier d'une solide compétence technique en matière de risques divers acquise à un poste similaire. Des qualités de gestionnaire et d'animateur sont indispensables. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience acquise et pourra atteindre 70.000 francs. D'intéressantes perspectives d'évolution sont possibles pour un candidat de valeur. Écrire à Paris. Réf. A/2226M

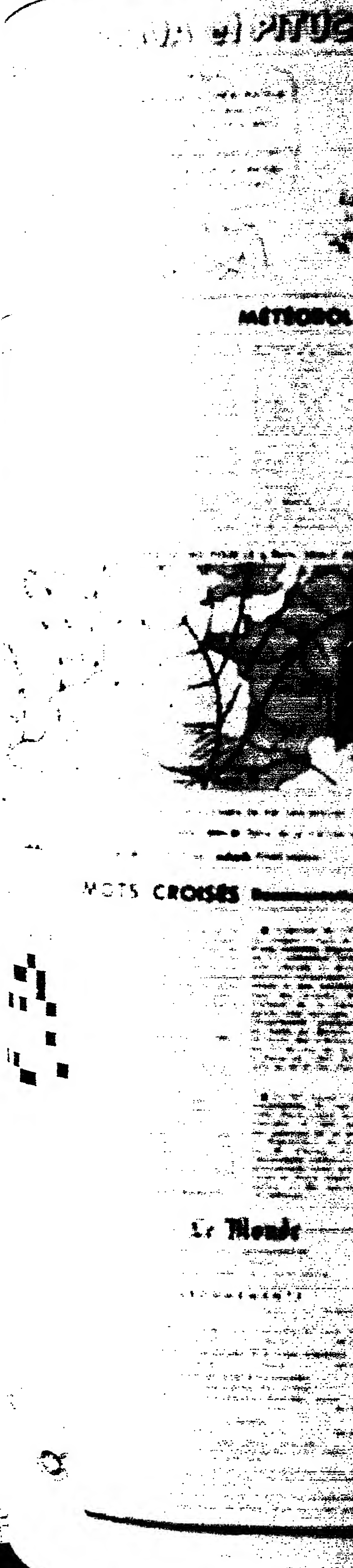
INGÉNIEUR CÉRAMISTE OU CHIMISTE 70.000 F
Contrôle qualité réfractaires spéciaux — Cette même société (cf. Réf. A/2228), recherche un ingénieur céramiste ou chimiste pour lui confier l'ensemble des fonctions de contrôle. Sous l'autorité de la Direction de production, il sera responsable du contrôle général des fabrications : définition des standards de qualité, mise sur pied d'une politique préventive visant à maintenir la qualité... Ses responsabilités s'étendront vers le contrôle des matières premières et de l'outillage. Il se verra confier aussi le développement des nouveaux produits. Ce poste conviendrait à un jeune cadre, âgé d'au moins 28 ans, ingénieur diplômé de l'École de Sèvres ou d'une Grande École de Chimie, justifiant de trois années d'expérience dans le domaine de la chimie des métaux ou des produits réfractaires, possédant bien les problèmes haute température, et ayant déjà animé une équipe. La connaissance de la langue anglaise est indispensable. La rémunération annuelle de départ, liée à l'expérience acquise, sera de l'ordre de 70.000 francs. Écrire à Paris. Réf. A/2229M

CHEF EXPLOITATION Lyon
Informatique de Gestion — Une société en expansion recherche pour son siège à Lyon, un Chef d'Exploitation. Sous l'autorité du responsable informatique, il se verra confier la gestion d'un service important et devra mettre en place une organisation garantissant la qualité des prestations fournies et le respect des délais. Il dirigera une équipe d'une trentaine de personnes et devra s'imposer comme l'interlocuteur valable tant auprès des études qu'avec les utilisateurs. Ce poste conviendrait à un cadre âgé de 32 ans minimum possédant l'expérience d'un poste similaire et souhaitant s'intégrer dans un service appelé à un fort développement constant de la qualité du service rendu. La connaissance du matériel type IBM 360 ou 370 constitue un atout important. La rémunération de départ sera étroitement liée à l'expérience acquise. Écrire à Lyon. Réf. A/32988M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. : (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich



... et la vie

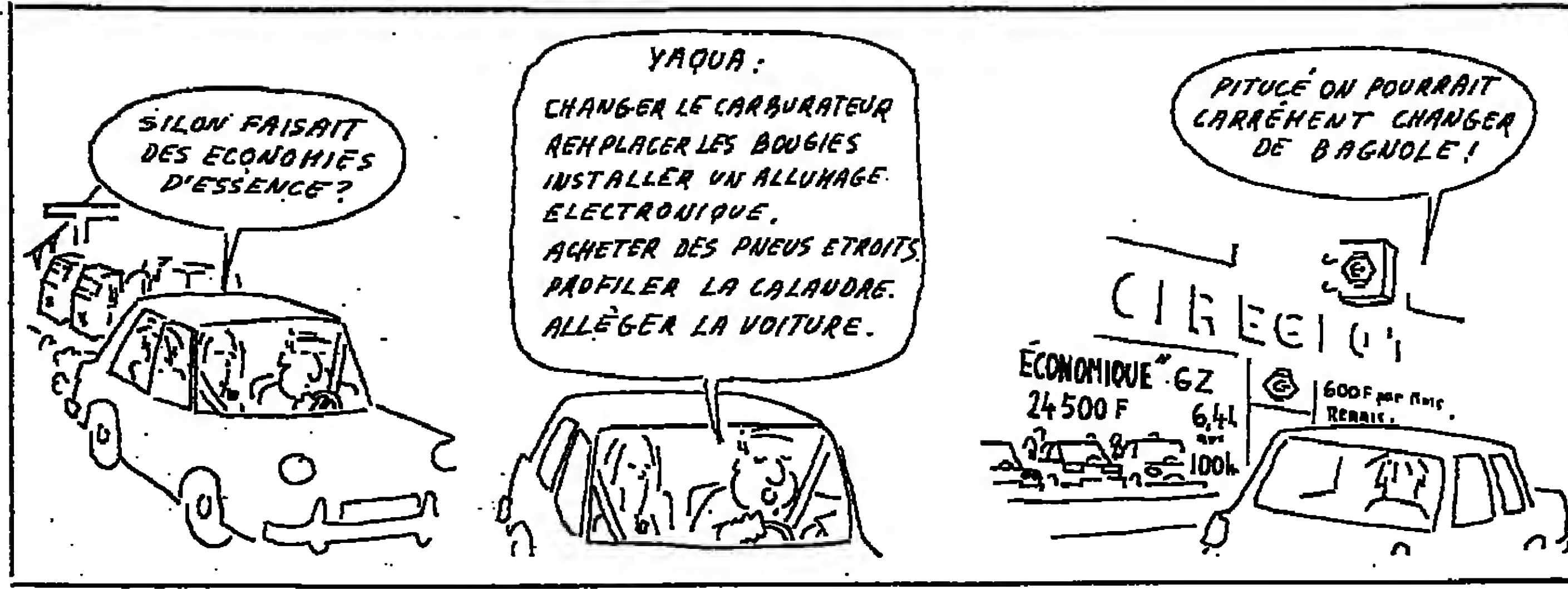


PIERRE VIANCONSON... M. Michel Jobert... M. Bourges... Information pour les droits du soldat...

AUJOURD'HUI

ARMÉE

SILON, YAQUA et PITUCÉ



DE GUY BÉART
DESSINS DE KONK

M. Michel Jobert : vers une armée de métier

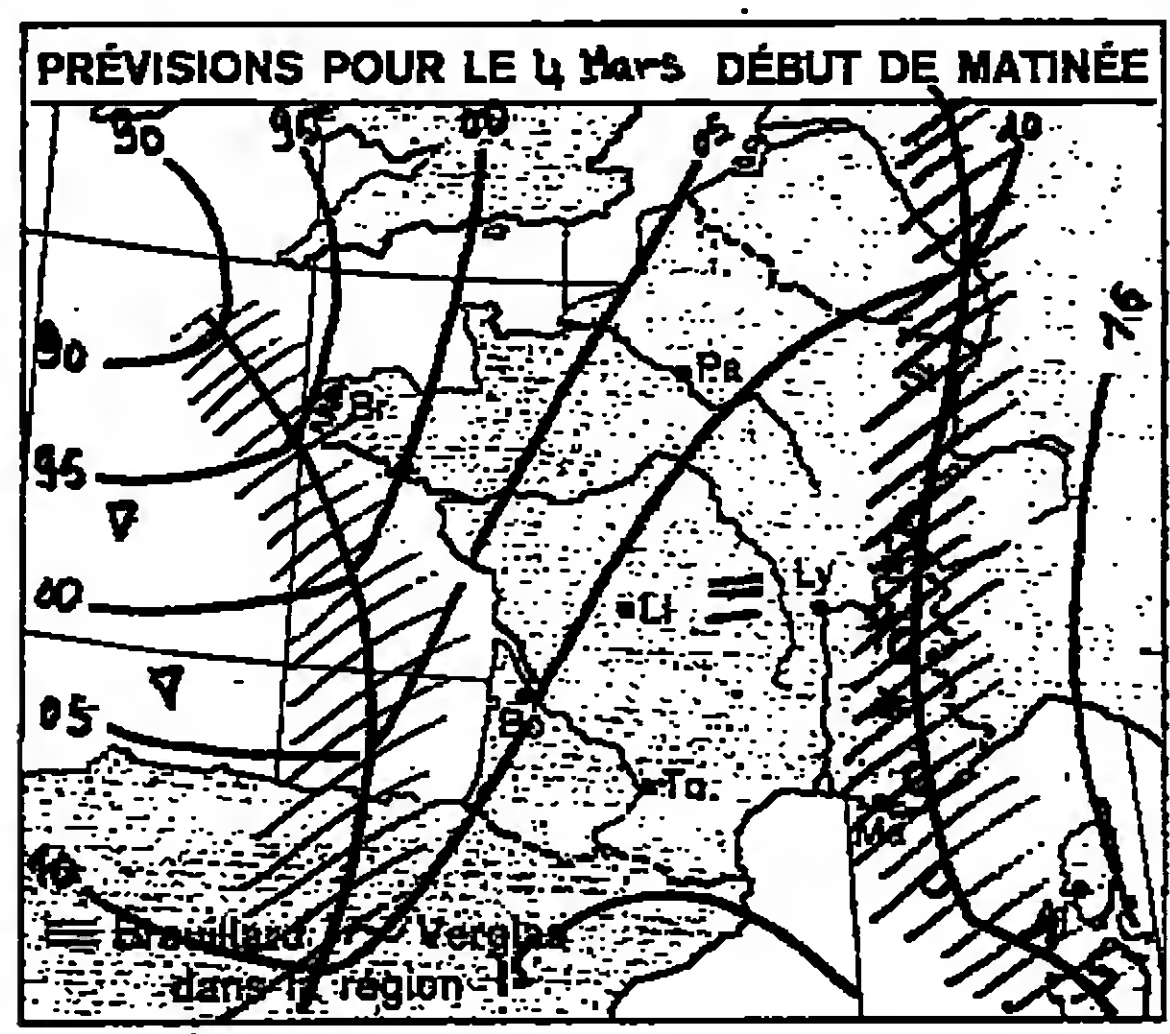
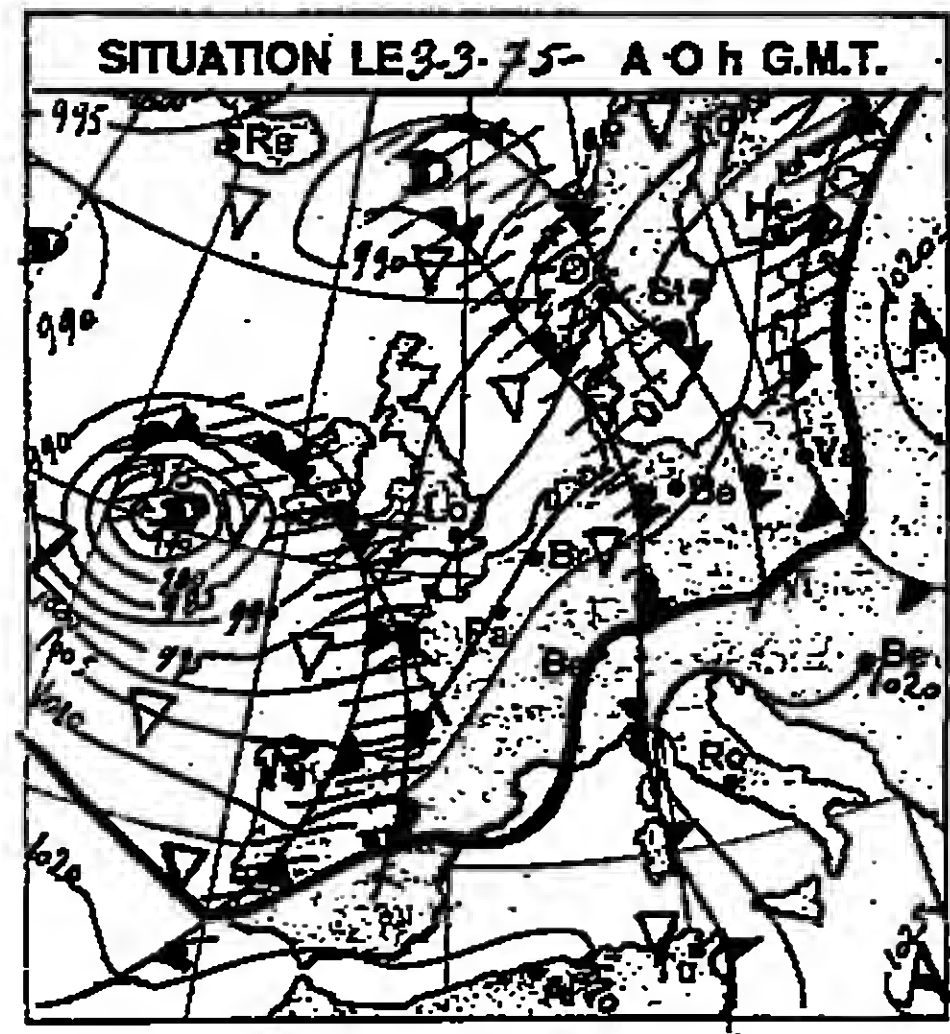
M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, fondateur du Mouvement des démocrates, expose dans une interview à l'agence France-Presse ses positions sur le service militaire et sur la défense. M. Jobert se demande si, à notre époque et compte tenu de l'adaptation du service, il n'y a pas de différences entre le gendarme, le C.R.S., la police, tous des professionnels, et une armée de métier... M. Jobert tient pour essentielles les conditions d'utilisation de l'armement atomique (le plutonium) : à Le Grand Débat, en effet, est de savoir si nos missiles atomiques tactiques vont tenir un rôle dans la dissuasion... M. Jobert dit qu'il ne voit pas, dit M. Jobert, qui, aujourd'hui, pourrait être persuadé de défendre le service militaire obligatoire, à ce point de vue, il est sceptique face au danger que ferait éventuellement couvrir à la démocratie une armée de métier, à ce point de vue, il est sceptique face au danger que ferait éventuellement couvrir à la démocratie une armée de métier... M. Jobert dit qu'il ne voit pas, dit M. Jobert, qui, aujourd'hui, pourrait être persuadé de défendre le service militaire obligatoire, à ce point de vue, il est sceptique face au danger que ferait éventuellement couvrir à la démocratie une armée de métier... M. Jobert dit qu'il ne voit pas, dit M. Jobert, qui, aujourd'hui, pourrait être persuadé de défendre le service militaire obligatoire, à ce point de vue, il est sceptique face au danger que ferait éventuellement couvrir à la démocratie une armée de métier...

M. Bourges : l'armée doit demeurer hors du débat politique

Répondant à une question écrite de M. Gilbert Schwartz, député communiste de Meurthe-et-Moselle, qui lui demandait la levée des conscrits pour le 15 février, M. Y. Bourges, ministre de la Défense, écrit notamment : « Les formations politiques ont, comme il se doit dans une démocratie libre, toute latitude pour exposer leurs vues et leurs propositions. Si le parti communiste a des suggestions à présenter, des solutions à proposer pour l'organisation de la défense, il est libre de le faire, mais dans le cadre des lois de la République. » M. Bourges rappelle d'autre part, l'article 10 de la loi du 13 juillet 1972 : « Les militaires servant au titre du service national qui seraient membres de groupements politiques ou syndicaux avant leur incorporation ont une responsabilité pénale... »

MÉTÉOROLOGIE Journal officiel

Evolution probable du temps en France entre le mardi 4 mars à 0 heures et le mardi 4 mars à 24 heures... Sont publiés au Journal officiel du 2 mars 1975... UN ARRÊTE... DES LISTES...



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/3 de mm) — Zone de pluie ou neige — averse — orage — Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

MOTS CROISÉS Documentation

PROBLEME N° 1081. Crossword puzzle grid with numbers 1-9 and letters X, O, I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI.

— 4. Titre abrégé; Intéresse le chimiste, le littérateur ou le sportif; Conjonction; 5. Vient de naître; Prénom féminin... L'édition du Code général des impôts vient de faire l'objet d'une nouvelle impression... Le 16° Numéro des Cabinets ministériels, 37, rue du Louvre, 75002 Paris, vient de paraître.

Le Monde SERVICE DES ABONNEMENTS 75237 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 4397-23 ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie) 90 F 160 F 230 F 300 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 144 F 273 F 402 F 530 F ÉTRANGERS PAR MESSAGERIES (moins rapide que par voie normale) L - Belgique - Luxembourg - Pays-Bas - Suisse 125 F 210 F 387 F 490 F J. - Tunisie 125 F 231 F 337 F 440 F Par voie aérienne, tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus); nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

COMMERCIAUX

Un coup de main très intéressant... 90.000 F

ORGANISATEUR

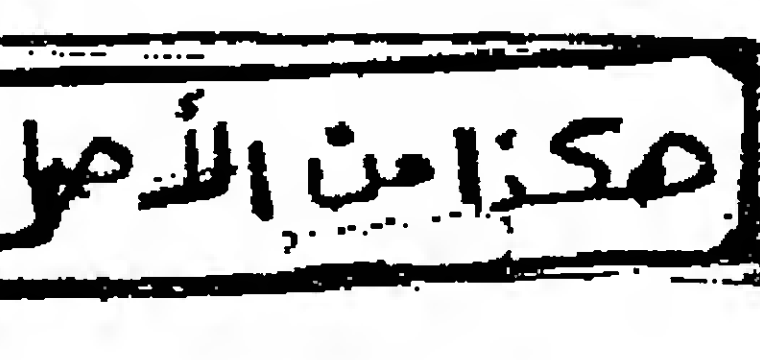
Un coup de main très intéressant... 20.000 F

LE PORTEFEUILLE

Un coup de main très intéressant... 20.000 F

LE MOT

Un coup de main très intéressant... 20.000 F



IMMOBILIER... AUTOS - BATEAUX... PROPOSITIONS COMMERCIALES... CAPITAUX... OCCASIONS...

Table with 2 columns: DEMANDES D'EMPLOI, OFFRES D'EMPLOI. Rows include REPRESENTATIF, Offres d'Emploi "Picardie Encadrée", minimum 15 lignes de hauteur.

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: IMMOBILIER, AUTOS - BATEAUX... PROPOSITIONS COMMERCIALES... CAPITAUX... OCCASIONS...

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Audit... GROUPE... C.A. 6500 N.J. directeur de l'audit

SOCIÉTÉ ELF POUR LA RECHERCHE ET L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES... INGENIEUR TOPOGRAPHIE

IMPORTANTES SOCIÉTÉS EN CONSTRUCTION THERMIQUE ET NUCLÉAIRE... UN INGENIEUR QUALITÉ

CUTLER-HAMMER EUROPA (France) recherche pour son SERVICE APPLICATIONS INGENIEUR confirmé

AFNOR Association Française de Normalisation recherche pour sa division Génie Industriel et Naval INGENIEUR

ENTREPRISE EXPORTATION... INGENIEUR D'AFFAIRES

GRANDE BANQUE AMERICAINE... CADRE DE BANQUE

INGENIERING FRANÇAIS... INSPECTEURS DE FABRICATION

CHIEF des SERVICES COMPTABILITÉ recherche par groupe de Sociétés de MÉCANIQUE DE PRÉCISION

MILEE... AT. 2-8 ELECTRONIC EN ET INSPECTEUR DE MAINTENANCE INFORMATIQUE

INFORMATIQUE formation et documentation technique commerciale

SOCIÉTÉ JAS HENNESSY & Cie à COGNAC Direction Financière UN JEUNE Expert Comptable

IMPORTANTES SOCIÉTÉS T.P. PARIS 8° CADRE ADMINISTRATIF

SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE NUCLÉAIRE AGENTS TECHNIQUES ASSISTANTS D'INGÉNIEURS

COMPTABLE 2° ECH. pour compte, générale, bureau comptable

INDUSTRIE DES METAUX RESPONSABLE DE LA FORMATION

INFOREX Systèmes d'Informatique TECHNICIENS DE MAINTENANCE

UN RESPONSABLE de haut niveau Le candidat devra avoir exercé des fonctions de responsabilité

LE B.E.F.S. - ENGINEERING DIRECTEURS DE CHANTIERS

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR titulaire d'un DUT Informatique

INGENIEURS

Attachés commerciaux Nous avons les trois atouts de la réussite, si ne nous manque qu'un as - VOUS - pour étaler notre jeu.

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

INGÉNIEUR SPÉCIALISTE EN GAZ LIQUÉFIÉ DE PÉTROLE

UN RESPONSABLE de haut niveau (continued)

INGENIEURS

Attachés commerciaux (continued)

DEUTSCHER JOURNALIST wird von internationaler Presseagentur in Paris für deutschsprachigen Dienst gesucht.

GRANDE BANQUE PRIVÉE UN CADRE Le candidat devra répondre aux exigences suivantes

UN RESPONSABLE de haut niveau (continued)

BANQUE INTERNATIONALE de premier plan recherche pour faire face à l'expansion de ses activités

DIRECTEUR MARKETING PRODUITS GDE CONSOMMATION

UN RESPONSABLE de haut niveau (continued)

EMPLOIS - CARRIÈRES 30 rue Verneil 75008 PARIS

UN CADRE (continued)

UN RESPONSABLE de haut niveau (continued)

UN RESPONSABLE de haut niveau (continued)

UN RESPONSABLE de haut niveau (continued)

صكزا من الأصل

Table with 2 columns: DEMAANDES D'EMPLOI, OFFRES D'EMPLOI, REPRESENTANT, Offres d'Emploi "Placeards Encadrés"

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: IMMOBILIER, AUTOS - BATEAUX, PROPOSITIONS COMMERC., CAPITAUX, OCCASIONS

Vertical sidebar containing various real estate and business advertisements, including 'L'immobilier exclusivité', 'bureaux', and 'heron building montparnasse'.

L'immobilier

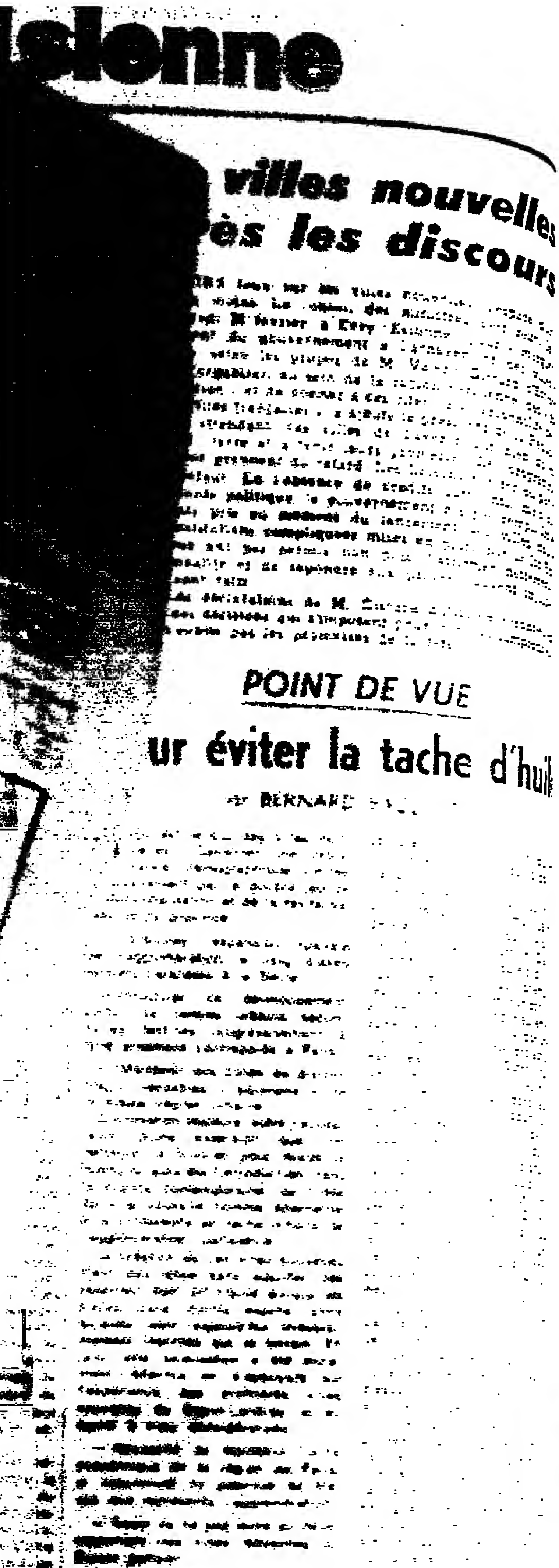
Main real estate listings grid with columns for 'appartement vente', 'appartement achat', 'constructions neuves', 'locaux commerciaux', 'propriétés', 'fermettes', 'villas', 'terrains', 'villégiatures', 'fonds de commerce', 'châteaux', and 'immeubles'.

Detailed real estate listings including 'BO PORT-ROYAL (PRES)', '17° TERNES', '18° PROPRIETAIRE VEND DIRECTEMENT STUDIOS DUPLEX', 'PL. ST-ANDRE-DES-ARTS', 'Région parisienne', 'Province', and 'appartements occupés'.

Large advertisement for 'Bientôt Sim'cat. Chez les concessionnaires Simca-Chrysler.' featuring cartoon characters and the Chrysler logo.

مركز امين الاصل

EQUIPEMENT ET RÉGIONS



Stonne

Les villes nouvelles dans les discours

Le Conseil de Paris ouvre ce lundi 3 mars sa session de printemps. Pour la première fois depuis très longtemps, la préfecture de Paris comme la présidence de l'Assemblée n'auront pas présenté auparavant, au cours d'une réunion de presse, les dossiers importants sur lesquels se pencheront les élus de la capitale.

POINT DE VUE

ur éviter la tache d'huile

BERNARD...

Le dossier le plus brûlant sera probablement celui de la Fondation Maeght (le Monde du 21 janvier 1975). Le Conseil de Paris examinera à nouveau, après en avoir débattu au mois de décembre der-

Paris

Ouverture discrète de la session de printemps à l'Hôtel de Ville

La voie radiale Bagnolet sera-t-elle abandonnée ?

Le Conseil de Paris ouvre ce lundi 3 mars sa session de printemps. Pour la première fois depuis très longtemps, la préfecture de Paris comme la présidence de l'Assemblée n'auront pas présenté auparavant, au cours d'une réunion de presse, les dossiers importants sur lesquels se pencheront les élus de la capitale.

Pourtant, plusieurs sujets abordés ne manqueront pas d'intéresser les Parisiens : par exemple des débats sur les études entreprises par les commissions mixtes Etat-Ville sur « l'urbanisme et l'environnement » et « l'automobile et la cité », créées à la suite de la lettre du président de la République au premier ministre, le 25 septembre 1974, fixant de nouvelles orientations pour l'urbanisme à Paris, ou encore les exposés sur une politique de restauration de vieux immeubles à engager dans la capitale et sur l'avenir du Moulin de la Galette. Mémoires préfectoraux enfin, sur l'aménagement des abords de la gare de Lyon, le tracé de nouveaux couloirs d'autobus, la réalisation de la voie radiale Vincennes, la création d'un itinéraire pour piétons aux Halles, notamment autour du plateau Beaubourg, la création de jardins quai Saint-Bernard, le « remodelage » des places Saint-Germain-des-Prés, Saint-André-des-Arts et Saint-Michel.

Le ball qui pourrait être conclu pour quatre-vingt-dix ans avec cette Fondation, qui s'installerait dans deux îlots du Marais après les avoir restaurés. Dans le programme présenté il y a deux mois, les hôtels de Beauvais, Henault de Cantorbe et Gilles Charpentier et les immeubles avoisinants devraient retrouver leur splendeur passée. Programme ambitieux, certes, mais qui ne tenait pratiquement pas compte des deux cent quatre-vingt-douze familles, représentant près de cinq cent cinquante personnes, occupant « à titre précaire » les îlots concernés. Le Conseil de Paris, sous la pression des élus de gauche, s'est ému de cette situation et a demandé à l'administration de reprendre le dossier au mois de mars, lors de la signature du bail. L'administration présenterait donc un mémoire qui préciserait que trois cent trente personnes seraient rélogées sur place et deux cent vingt dans un périmètre n'excédant pas 200 mètres autour de leur ancien lieu d'habitation. Ces nouveaux locataires trouveraient un logement dans des immeubles domaniaux restaurés et dont les loyers ne dépasseraient pas ceux de l'Office des H.L.M. Enfin, obligation serait faite à la Fondation Maeght de réaliser en même temps des équipements et des logements.

Ces nouvelles propositions résoudront-elles les difficultés soulevées par l'installation de la Fondation dans le Marais ? Les élus trancheront. Mais, pour l'heure, il faut rappeler ce que déclaraient, en décembre 1974, le comité de défense : « Si ce projet aboutit, une personne privée, sous couvert de mécénat et d'art, réaliserait, avant tout, une remarquable affaire financière. »

Enfin, la communication faite aux conseillers de Paris sur les travaux de la commission mixte « urbanisme et environnement » proposerait la suppression dans le schéma directeur de la capitale de la radiale Bagnolet.

C'est du moins l'avis de plusieurs membres de cette commission. Pour réaliser la radiale Bagnolet, il faudrait, selon eux, lancer une opération supplémentaire de rénovation qui rien n'impose particulièrement. L'avantage qui en résulterait pour la circulation ne saurait à lui seul justifier une telle opération. Quant aux réserves foncières prévues par le plan d'occupation des sols (POS), leur maintien aboutirait à geler les terrains pendant trente ans pour réserver une possibilité de réalisation fort aléatoire : il conviendrait donc de les supprimer du POS.

JEAN PERRIN.

Aménagement du territoire

UNE FEDERATION DE « PAYS » EN BRETAGNE. — La Fédération des « pays de Bretagne », regroupant les comités d'expansion de plusieurs régions (Vitré, Plémerel, Redon, Lorient, Comornailles, Carhaix, Rossez, rivières de la Rance) est née à Pontivy le dimanche 2 mars. Il existe une quinzaine de « pays » organisés en Bretagne. Tous n'ont pas décidé de leur participation définitive. Ceux en particulier qui sont présidés par des élus socialistes ont été gênés par la prise de position du « collectif régional » du parti communiste, selon lequel les élus communistes ne participeraient pas à cette fédération dans laquelle ils voient une sorte de nouveau CEB (Comités d'études et de liaison d'intérêts bretons).

Faits et projets

- UN QUARTIER GENERAL DE BENDIX A PARIS. — La Bendix Corporation vient de créer à Paris un nouveau quartier général pour toutes ses opérations européennes. Ce centre opérationnel, aura comme tâche principale la gestion des filiales européennes de Bendix et la coordination avec le siège de Bendix International des Etats-Unis.
UNE MINI-ACIERIE AU TRAIT. — Le groupe suisse Ferrowholen vient de signer avec la société Esso un accord de cession de l'ensemble industriel de 65 hectares que cette dernière possédait au Trait (Seine-Maritime). Le groupe Ferrowholen va implanter dans cette localité une mini-acierie qui produira à termes 400 000 tonnes d'acier par an et emploiera quatre cents personnes.

A PROPOS DE... LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DES COMMUNES

Des maires acrobates

M. Alain Pècher, en sa qualité de président de l'Association des maires de France, vient d'alerter le premier ministre sur la situation financière catastrophique des communes (« Le Monde » des 2-3 mars). Un cas particulier de cette situation générale : les difficultés des grandes villes sur lesquelles le maire de Toulouse vient d'attirer l'attention.

Présentant au conseil municipal le budget de la ville, qui s'élève, pour 1975, à 891 millions de francs, M. Pierre Baudis, maire de Toulouse (apparenté R.I.), a souligné la nécessité de réformer les finances des collectivités locales. « La situation dans laquelle se trouvent les grandes villes en est au point de rupture, a-t-il dit. Les grandes villes ne font face à leurs obligations qu'en augmentant la fiscalité dans des proportions trop lourdes : Saint-Etienne + 30 %, Nice + 29,5 %, Toulon + 28,5 %, Lyon + 26 %. Les maires de France sont des acrobates : ils travaillent sans filet. »

Et le maire de Toulouse a continué : « L'Etat doit faire face aux obligations qui lui incombent. La réforme souhaitée doit modifier fondamentalement les rapports entre l'Etat et les collectivités locales. Nous devons veiller à ce que la volonté de réforme exprimée par le ministre de l'Intérieur reste ferme. J'engage personnellement de ne pas voter le budget à l'Assemblée nationale si rien n'est

changé pour les collectivités locales. »
Afin d'équilibrer son budget 1975, la ville de Toulouse a majoré les recettes de 92 millions de francs, ce qui représente un accroissement de 23 % de la fiscalité directe. Parmi les charges les plus importantes qui pèsent sur les finances des grandes villes, M. Pierre Baudis a insisté sur l'exploitation des transports en commun, qui s'est avérée, à Toulouse, par un déficit de l'ordre de 20 millions en 1974.

Le maire de Toulouse a, en outre, relevé une nouvelle fois l'erreur que représente à ses yeux l'attitude adoptée par les conseils régionaux et les conseils généraux. Ceux-ci considèrent le plus souvent que les métropoles ont à soutenir l'économie de leur région, alors qu'elles ont tellement besoin d'aide. Ainsi le département de la Haute-Garonne prélève sur les contribuables toulousains 105 millions de francs et leur en « rend » à peine 40.

LOUIS AIGOUY.

PÊCHE

CONFLIT ENTRE LES MARINS ET LES ARMATEURS EN BRETAGNE

Le malaise dans le secteur de la pêche n'est toujours pas dissipé. Si les artisans ont dans leur quasi-totalité repris la mer après les mesures annoncées il y a deux semaines par M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, le conflit s'est déplacé et ce sont maintenant des équipages de la pêche industrielle qui refusent d'embarquer avant que leurs revendications soient satisfaites par les armateurs. Ces revendications portent essentiellement sur le niveau du salaire minimum garanti et la conclusion par port de conventions collectives.

Pour leur part, les marins de Lorient devaient manifester, ce lundi 3 mars, sur les Champs-Élysées, pour obtenir une revalorisation du prix du lieu noir. Au début de la matinée, quarante tonnes de poissons étaient déversées près de la place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, dans le seizième arrondissement.

M. Marcel Cavallé se rendra, mardi 4 mars, à Bruxelles pour demander devant le conseil des ministres de l'agriculture une modification de la réglementation européenne des pêches.

A ce propos, la Commission européenne vient de demander à la France de modifier ses contrôles aux importations de produits de la pêche. A partir du 27 février, seules les ventes de thon de merlu provenant de l'extérieur de la Communauté sont interdites. Cette mesure de sauvegarde, la C.E.E. a prise par la C.E.E. dans le secteur de la pêche, est valable jusqu'au 17 mars. Les experts communautaires mettront à profit ce délai pour mieux connaître le marché et éventuellement suggérer de nouvelles dispositions.

La décision de la Commission atténue notablement la portée des « mesures conservatoires » appliquées par la France depuis le 23 février. L'embargo décrété par Paris, bien que n'affectant pas les pays du Marché commun, s'appliquait en effet à toutes les catégories de poissons de mer. La Commission, pour sa part, n'a retenu que les thons pour les conserves et les filets de merlus congelés. Son choix découle d'une constatation simple. Les ventes étrangères de ces deux produits en France connaissent un véritable « boom » depuis le mois de décembre.

des postes et des télécommunications mises en service, le 4 mars, un ensemble de stations terrestres de télécommunications par satellite. D'ici à 1977, cette technique permettra de relier le Sahara aux réseaux nationaux du téléphone automatique, du télégraphe et de la télévision.

Transports

LA CATASTROPHE AERIENNE DE NANTES. — Après la publication au Journal officiel du 17 mars du rapport de la commission d'enquête sur la catastrophe aérienne de Nantes (soixante-huit morts, le 5 mars 1973), le porte-parole de la compagnie d'aviation espagnole Spantax a contesté plusieurs des conclusions des enquêteurs, mettant en cause le pilote du Concorde, l'avion qui s'est écrasé au sol.

P.T.T.

SATELLITE DE TELECOMMUNICATION EN ALGERIE. — Le ministre algérien

LE MONDE IMMOBILIER BUREAUX

Table with 8 columns: ADRESSES, PRIX MOYEN AU M2, SURFACE M2, DATE LIVRAISON, LOCATION, VENTE, DESCRIPTION, NOM DU CONSTRUCTEUR. Includes entries for LE DIRECTOIRE, HORIZON, TOUR FIAT, SUD AFFAIRES, CHEMIN-VERT, ROND-POINT 93, etc.

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (Le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux

Handwritten text in a box: 50371011

A SAINT-QUENTIN EN YVELINES L'envers du décor

Text under the heading 'A SAINT-QUENTIN EN YVELINES L'envers du décor'. The text is mostly illegible due to the image quality.

ERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS

AVIS AUX PORTEURS
 Le gérant a l'honneur de vous adresser ci-joint le bilan de l'exercice 1974, ainsi que le rapport de gestion et le rapport de l'assemblée générale. Ce bilan a été certifié par les commissaires aux comptes.

IMMOBANQUE

Le Groupe Immobilier de la Société Générale a acquis récemment plusieurs propriétés immobilières de premier ordre, situées dans les zones les plus prestigieuses de Paris et de la région parisienne. Ces biens sont destinés à être loués ou vendus.

Groupement Société Générale

Capital	Reserves	Autres	Total
100.000.000	200.000.000	50.000.000	350.000.000
100.000.000	200.000.000	50.000.000	350.000.000

BONS DU TRESOR

3 et 5 ans

Taux de rendement à partir de 9,10% à 10,50%

UN PLACEMENT SUR PRATIQUE

banque JORDAAN

banque internationale de contacts

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-ÉMISSIONS

Le gouvernement français a annoncé l'émission de 100 millions de francs de bons du Trésor à 3 ans, destinés à financer le plan de développement.

Après la très forte hausse de la semaine dernière, le marché de Londres se poursuit à une cadence moins rapide. Les investisseurs restent bien orientés, mais les prix ont subi une certaine correction.

Le SALO du 3 mars publie notamment les insertions suivantes: Compagnie bancaire, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant de 400 millions de francs, divisé en 400 000 obligations de 1 000 F, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

Groupement des industries aéronautiques, émission et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant nominal maximum de 50 000 000 F, divisé en 500 000 obligations de 1 000 F nominal, 11,80 %.

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Alcatel	215	215	Alcatel	215	215	Alcatel	215	215	Alcatel	215	215
Alcatel	215	215	Alcatel	215	215	Alcatel	215	215	Alcatel	215	215

BOURSE DE PARIS - 28 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Alcatel	215	215	Alcatel	215	215	Alcatel	215	215	Alcatel	215	215

MARCHÉ A TERME

Compos.	VALEURS	Précéd.	Prém.	Dernier	Compt.	VALEURS	Précéd.	Prém.	Dernier	Compt.	VALEURS	Précéd.	Prém.	Dernier	Compt.
646	4,50 % 1975	548	548	548	548	646	4,50 % 1975	548	548	548	646	4,50 % 1975	548	548	548

MARCHÉ A TERME

Compos.	VALEURS	Précéd.	Prém.	Dernier	Compt.	VALEURS	Précéd.	Prém.	Dernier	Compt.	VALEURS	Précéd.	Prém.	Dernier	Compt.
646	4,50 % 1975	548	548	548	548	646	4,50 % 1975	548	548	548	646	4,50 % 1975	548	548	548

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS	Précéd.	MARCHE LIBRE DE L'OR	COURS	Précéd.
Etats-Unis (100 \$)	4 138	4 173	Etats-Unis (100 \$)	4 138	4 173

صحة من الأصل

سكنا من الاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. AMERIQUES - M. Ford cadavre vivant... 3. EUROPE - TURQUIE : un gouvernement d'union nationale... 4. AFRIQUE - KENYA : un nouvel attentat... 5. ASIE - CHINE : la presse invite à combattre la « nouvelle bourgeoisie »... 6. POLITIQUE - Les radicaux de gauche restent attachés à leur alliance privilégiée avec le P.S. Succès électoral de M. Soldani à Dreux... 7. SOCIÉTÉ - Les Journées internationales de la femme... 8. EDUCATION - L'UNEF (Renouveau) veut aussi s'ouvrir à tous les étudiants... 9. UNESCO - Les répercussions des votes de la conférence générale sur Israël : l'Organisation va-t-elle manquer d'argent ?... 10. RELIGION - Accusée de détourner les jeunes de leur famille, une secte sud-coréenne organise une « grande rencontre familiale »... 11. SPORTS - RUGBY : la défaite de la France devant l'Irlande... 12. AUTOMOBILISME - la victoire de Judy Schekter au grand prix d'Afrique du Sud... 13. GYMNASTIQUE : championnes de gestes... 14. JUSTICE - Une information a été ouverte pour tentative de meurtre après les services dont M. Benachchoua a été victime de la part de policiers... 15. EUROPA - Pages 19 à 28 - Une interview du président de la Banque mondiale... 16. ARTS ET SPECTACLES - VARIÉTÉS : Maxime Le Forestier... 17. CINÉMA : le Cochon et l'Ordre... 18. ARMÉE - L'armée doit rester en dehors du débat politique, estime M. Bourges... 19. LA RÉGION PARISIENNE - Le parti pris de l'intendant : des immeubles en cascade au centre d'Ivry... 20. EQUIPEMENT ET RÉGIONS - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : les difficultés financières des grandes villes... 21. ENVIRONNEMENT : les Rangers se défendent... 22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE - ÉNERGIE : les ministres de l'OCPEP ont adopté la « déclaration solennelle » qui sera présentée aux chefs d'État... Réunis à Genève, les syndicats européens confirment leur volonté de rapprochement.

APRÈS LES MENACES DE RÉDUCTION D'HORAIRE ET DE LICENCIEMENTS

Les syndicats de Renault se concertent et vont saisir le premier ministre

Y'a-t-on vers l'épreuve de force à la régie Renault ? Après l'avertissement envoyé vendredi 28 février par la direction aux cent mille salariés de l'entreprise... Les revendications de meilleurs salaires et de classifications professionnelles plus équitables qu'ils formulèrent depuis trois semaines, les ouvriers de la régie peuvent à présent ajouter une nouvelle : la défense du droit de grève et la levée des sanctions frappant un certain nombre de salariés de l'usine de Billancourt... En revanche, calme plat dans les locaux de la C.F.D.T. et surtout de la C.G.T., qui s'efforce visiblement de ne pas précipiter les choses, tout en préconisant « une pression permanente » pour le renforcement de l'unité syndicale et la poursuite des grèves de harcèlement... Au cours de cette grève, déclare la lettre, la chaîne de montage mécanique de l'atelier 74-65 a été volontairement bloquée par un groupe de grévistes de 10 h. 45 à 11 h. 20, paralyant ainsi l'activité du département et entraînant toute possibilité au personnel non gréviste de travailler... Il s'agit là, selon la direction, d'un « acte illégal très grave » qui pourrait entraîner des sanctions en conséquence... Au centre hospitalier de Melun

Au centre hospitalier de Melun

Le chef de service de gynécologie refuse de pratiquer trois interruptions de grossesse

De notre correspondant

Melun. — Dans la journée de samedi 1er mars, trois jeunes femmes de la région de Melun, munies de tous les certificats médicaux et attestations requis par la récente loi sur l'interruption de grossesse, se sont présentées au service de gynécologie du centre hospitalier de Melun en demandant à se faire avorter... Le docteur Lelièvre, médecin-chef du service de gynécologie de l'hôpital, refuse d'accueillir dans son service les trois femmes... Pour sa part, le docteur Lelièvre devait tenir une conférence de presse ce lundi 3 mars, à midi... A Boulogne-sur-Mer, au cours d'une réunion du Centre démocrate, le docteur Frédéric Debusschère, chirurgien président du Rassemblement d'action civique et sociale de cette ville, a déclaré, à propos de l'application de la loi sur l'interruption de la grossesse : « Je ne suis pas comment cela se passe. Dans les trois établissements privés de Boulogne, personne ne veut pratiquer l'avortement... »

Couverts argentés

garantis 25 ans PLATERIE-CAFETERIE Fabricant - Vente directe FRANOR 70, RUE AMELOT, Tél. : 700-87-84. St-Sébastien. Ouv. 15 les jours et samedi

Une page qui parle ?

Le Système "SOUND-PAGE" 3M. Je désire recevoir une documentation complète sur ce système. Il permet d'écrire au recto d'une simple feuille qui peut être manuscrite, dactylographiée, imprimée au photocopier, et d'enregistrer au verso (reconvert d'oxyde magnétique) aussi simplement qu'avec un magnétophone traditionnel. Nom et fonction : Société : Adresse : 3M propose deux autres systèmes audio-visuels : la RÉTROPROJECTION et le "SOUND-ON-SLIDE" ou "diapositive qui parle". 3M France - B.P. 120 - 75019 Paris - Tél. 202.80.80 - Poste 637

SELON DES ÉTUDES EN COURS DANS LES ÉTATS-MAJORS

Le prêt du soldat pourrait être doublé prochainement

Le ministère de la défense a l'intention de doubler le soldat des appels dans les trois armées. Selon les études en cours, le soldat de l'homme du rang passerait, à compter du 1er avril prochain, de 75 F à 150 F par mois, et les soldes des appelés gradés seraient réaménagés dans la même proportion. En juillet 1974, le prêt du soldat avait été porté à 2 F par jour, et le projet de budget de la défense pour 1975, avait prévu de le porter à 2,40 F à compter de juillet 1975... Le prêt du soldat a été dénoncé à plusieurs reprises par les chefs militaires, par les rapporteurs du budget militaire à l'Assemblée et au Sénat, et par les syndicats et les mouvements de jeunes... Aujourd'hui, les dépenses de fonctionnement (titre 3 de la loi de finances en France) l'emportent désormais de beaucoup sur les investissements et les crédits d'équipement.

5 francs par jour. Les états-majors ont reçu la directive de dégager les sommes nécessaires pour que, dès le mois prochain, le prêt de base de l'homme du rang puisse doubler... La librairie A LAMARTINE présente ses tableaux blancs plan-master.

TISSUS D'AMEUBLEMENT NOUVEAUX ABRIVAGES. A. Meyssignac. Une sélection Meubles - Boiseries - Rangements - Éléments - Membrés-lits - Sièges et Canapés - Lits Classiques - Canapés-lits - Tentures murales - Voiles et Rideaux - Styles et contemporain QUELQUES OCCASIONS PRIX EXTRAORDINAIRES

Venez profiter des nouveaux prix Hewlett-Packard à la 'Règle à Calcul'. Les calculateurs scientifiques HP-35, HP-45, HP-55, HP-65, HP-70, HP-80, HP-90. Les calculateurs financiers HP-10C, HP-11C, HP-12C, HP-15C, HP-17C, HP-19C, HP-20C, HP-21C, HP-22C, HP-23C, HP-24C, HP-25C, HP-26C, HP-27C, HP-28C, HP-29C, HP-30C, HP-31C, HP-32C, HP-33C, HP-34C, HP-35C, HP-36C, HP-37C, HP-38C, HP-39C, HP-40C, HP-41C, HP-42C, HP-43C, HP-44C, HP-45C, HP-46C, HP-47C, HP-48C, HP-49C, HP-50C, HP-51C, HP-52C, HP-53C, HP-54C, HP-55C, HP-56C, HP-57C, HP-58C, HP-59C, HP-60C, HP-61C, HP-62C, HP-63C, HP-64C, HP-65C, HP-66C, HP-67C, HP-68C, HP-69C, HP-70C, HP-71C, HP-72C, HP-73C, HP-74C, HP-75C, HP-76C, HP-77C, HP-78C, HP-79C, HP-80C, HP-81C, HP-82C, HP-83C, HP-84C, HP-85C, HP-86C, HP-87C, HP-88C, HP-89C, HP-90C, HP-91C, HP-92C, HP-93C, HP-94C, HP-95C, HP-96C, HP-97C, HP-98C, HP-99C, HP-100C.

Le monde. Histoire de l'épuration. Robert Aron. Histoire de l'épuration. Robert Aron. Histoire de l'épuration. Robert Aron.

Robert Aron. Histoire de l'épuration. Histoire de l'épuration. Robert Aron. Histoire de l'épuration. Robert Aron.